JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

MÉTROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 2.200 fr. ; ÉTRANGER : 4.000 fr.

(Compte chèque postal : 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS-15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 20 FRANCS

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1959-1960

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 13^e SÉANCE

1^{re} Séance du Mercredi 28 Octobre 1959.

SOMMAIRE

1. — Réforme fiscale. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2011).

Art. 11 (suite).

Amendement n° 113 de M. Pieven; MM. Pieven, Marc Jaquet, rapporteur général; Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 51 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission; MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 186 de M. Ebrard; MM. Ebrard; le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 55 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission; MM. le rapporteur général; le secrétaire d'Etat aux finances; Ebrard. — Adoption.

Amendement n° 56, de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission. — Retrait.

Adoption de l'article modifié.

Après l'art. 11.

Amendement n° 174 de M. Meck; MM. Meck, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

* (11)

Amendements n° 105 de M. Leenhardt et n° 208 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission des finances; MM. le rapporteur général, Schmitt, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption de l'amendement n° 208. — Rejet de l'amendement n° 105.

Art. 12.

M. Poutier.

Rappel au règlement: MM. Mondon, le président.

Amendement n° 117 de M. Cermelacce; M. Cermelacce, retrait.

Adoption de l'article.

Art. 13.

Amendement n° 57 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission; M. le rapporteur général.

Renvoi de l'article à la commission.

Art. 14.

Amendement n° 58 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission; MM. le rapporteur général; le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 15.

Amendement n° 142 rectifié de M. Chauvet; MM. Chauvet, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Retrait.

Amendement n° 230 présenté par le Gouvernement: M. le secrétaire d'Etat aux finances.

Amendement n° 59 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Ferri, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances.

Retrait de l'amendement n° 230.

Adoption de l'amendement n° 59.

Amendement n° 134 de M. Ferri: MM. Ferri, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Réserve du vote de l'article.

Art. 16.

Amendement n° 143 rectifié de M. Pleven: MM. Pleven, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Jarrosson, Palewski. — Adoption.

Amendement n° 60 rectifié de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Ferri, le secrétaire d'Etat aux finances. — Renvoi à la commission.

Amendement n° 231 présenté par le Gouvernement: M. le secrétaire d'Etat aux finances. — Renvoi à la commission.

Réserve de l'article.

Art. 15 (suite).

Amendement n° 142 rectifié de M. Chauvet (suite). — Retrait.

Adoption de l'article modifié.

Art. 17. — Adoption.

Art. 18.

M. de Sesmaisons.

Amendement n° 61 M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption, au scrutin.

Amendement n° 15 de M. Tréboss: MM. Tréboss, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

Amendement n° 110 rectifié de M. Pflimlin: MM. Pflimlin, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 19.

M. Coudray.

Amendement n° 144 de M. Pleven: MM. Pleven, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption de l'amendement, qui devient l'article 19.

Art. 20.

Amendement n° 62 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 21.

Amendement n° 63 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission des finances: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption de l'amendement modifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. 22.

M. le rapporteur général.

Renvoi à la commission.

Art. 23, 24 et 25. — Adoption.

Après l'article 25.

Amendement n° 64 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Le Roy Ladurie, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances.

Sous-amendement n° 177 de M. Liogier, présenté au nom de la commission de la production et des échanges: MM. Liogier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Le Roy Ladurie. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 64 modifié.

Amendement n° 191 de M. Le Roy Ladurie: MM. Le Roy Ladurie, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Retrait.

Art. 26.

M. Guillein.

Amendement n° 65 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Courant, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 146 de M. Gaillard: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 27. — Adoption.

Suspension et reprise de la séance.

Art. 28.

Amendement n° 119 de M. Villon: M. Villon. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 29.

Amendement n° 139 corrigé de M. Degraeve: MM. Degraeve, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Palewski. — Réserve.

Réserve de l'article.

Après l'article 29.

Amendement n° 108 de M. Pleven: MM. Pleven, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Fabre. — Adoption.

Art. 30.

Amendement n° 67 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: M. Marcellin. — Adoption.

Amendement n° 201 de M. Leenhardt: MM. Larue, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Rejet.

Amendement n° 66 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Anthonioz, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 200 de M. Leenhardt: MM. Anthonioz, Larue. — Rejet.

Amendement n° 202 de M. Leenhardt. — Rejet.

Adoption de l'article modifié.

Après l'article 30.

Amendement n° 68 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Courant, le secrétaire d'Etat aux finances; Pinay, ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 69 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Art. 31.

Amendement n° 14 de M. Tréboss: MM. Tréboss, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 70 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption de la 1^{re} partie.

Amendement n° 227 rectifié de M. Dreyfous-Ducas: MM. Dreyfous-Ducas, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 71 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Burlot. — Adoption.

Amendement n° 70 (2^e partie). — Adoption.

Amendement n° 70 (3^e partie). — Adoption.

Amendement n° 72 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Ferri, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 32.

Amendement n° 73 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 33. — Adoption.

Art. 34.

Amendement n° 5 de M. Rousselot: M. Rousselot. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 35.

MM. Pleven, le secrétaire d'Etat aux finances.

Amendement n° 120 de M. Cermolacce: MM. Cermolacce, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Rejet.

Amendement n° 74 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Courant, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

Adoption de l'article.

Après l'article 35.

Amendement n° 75 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

Art. 36. — Adoption.

Art. 37.

MM. Guillein, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances.

Rappel au règlement: MM. Laurin, le rapporteur général, le président.

Adoption de l'article.

Art. 38. — Adoption.

Art. 39.

Amendement n° 76 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 40.

Amendement n° 77 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 223 de M. Fraissinet: MM. Fraissinet, le rapporteur général. — Irrecevabilité.

Adoption de l'article modifié.

Après l'art. 40.

Amendement n° 185 de M. Dorey, repris par la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Art. 41.

Amendement n° 78 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 42.

Amendement n° 122 de M. Rochet: MM. Ballanger, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Rejet.

Amendement n° 203 de M. Rochet: M. Ballanger. — Rejet.

Amendement n° 150 de M. Gallard: MM. Ebrard, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Rejet.

Amendement n° 79 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 43.

Amendement n° 111 rectifié de M. Grenier: MM. Grenier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Rejet.

Amendement n° 80 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 81 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 82 de M. le rapporteur général, présenté au nom de la commission: MM. Denvers, le secrétaire d'Etat aux finances. — Adoption.

Amendement n° 212 de M. Ebrard: MM. Ebrard, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

Amendement n° 226 de M. Dreyfous-Ducas: MM. Dreyfous-Ducas, le secrétaire d'Etat aux finances. — Irrecevabilité.

Adoption de l'article modifié.

Renvoi de la suite du débat.

2. — Ordre du jour (p. 2039).

PRESIDENCE DE M. JEAN MONTALAT, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

REFORME FISCALE

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant réforme fiscale (n° 227, 301).

[Article 11 (suite).]

M. le président. Hier soir l'Assemblée a commencé la discussion de l'article 11 dont je rappelle les termes :

« Art. 11. — 1. En ce qui concerne les contribuables mariés sans enfant à charge et les contribuables célibataires ou divorcés ayant un enfant à charge, l'impôt sur le revenu des personnes

physiques est, sous réserve de l'application des dispositions des articles 160 et 200 du code général des impôts, calculé en appliquant le taux de :

« 5 p. 100 à la fraction du revenu qui n'excède pas 440.000 francs;

« 15 p. 100 à la fraction comprise entre 440.000 et 700.000 francs;

« 20 p. 100 à la fraction comprise entre 700.000 et 1.200.000 francs;

« 25 p. 100 à la fraction comprise entre 1.200.000 et 1 million 800.000 francs;

« 35 p. 100 à la fraction comprise entre 1.800.000 et 3 millions de francs;

« 45 p. 100 à la fraction comprise entre 3 millions et 6 millions de francs;

« 55 p. 100 à la fraction comprise entre 6 millions et 12 millions de francs;

« 65 p. 100 à la fraction supérieure à 12 millions de francs.

« Pour les autres contribuables, les chiffres de revenus visés ci-dessus sont augmentés ou diminués en considération de la situation et des charges de famille des intéressés dans les mêmes proportions que le nombre de parts fixé aux articles 184 et 195 du code général des impôts.

« 2. Le Gouvernement pourra, par décret en Conseil d'Etat, limiter le montant de l'impôt calculé par application du barème ci-dessus et éventuellement diminué du montant du crédit de 5 p. 100 prévu à l'article 12 ci-après, à un pourcentage du revenu global net. Toutefois, cette disposition ne pourra trouver son application que lorsque la taxe complémentaire instituée par l'article 18 de la présente loi aura été supprimée.

« 3. L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les sociétés et associations visées à l'article 9 du code général des impôts est calculé en appliquant au montant total des sommes à raison desquelles elles sont imposables le taux maximum du barème prévu au paragraphe 1 ci-dessus.

« 4. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les contribuables n'entrant pas dans les prévisions de l'article 4 du code général des impôts seront considérés, pour l'application du barème ci-dessus, comme des contribuables mariés sans enfant à charge. Le montant de l'impôt, liquidé dans ces conditions et compte tenu des dispositions de l'article 12 ci-après et de celles de l'article 1^{er} du décret n° 56-665 du 6 juillet 1956, ne pourra toutefois être inférieur à 24 p. 100 du montant du revenu net imposable. »

L'Assemblée s'est arrêtée à l'amendement n° 113 présenté par MM. René Pleven et Chauvet, qui tend à rédiger ainsi le paragraphe 2 de cet article :

« Lorsque la taxe complémentaire instituée par l'article 38 de la présente loi aura été supprimée, le Gouvernement devra saisir d'urgence le Parlement, selon la procédure d'urgence, d'un projet de loi limitant le montant de l'impôt calculé par application du barème ci-dessus et éventuellement diminué du montant du crédit de 5 p. 100 prévu à l'article 12 ci-après, à un pourcentage du revenu global net. »

La parole est à M. Pleven pour soutenir son amendement.

M. René Pleven. Mon amendement n'a d'autre portée que de modifier les dispositions prévues par le texte gouvernemental en laissant au Parlement le soin de décider ce que sera le montant de l'impôt calculé par application des critères indiqués dans le texte du Gouvernement.

Je crois que mon amendement a été accepté par la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Marc Jacquet, rapporteur général. La commission des finances est d'accord avec M. Pleven sur cet amendement.

M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est également d'accord sur l'amendement de M. Pleven.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 113 de MM. Pleven et Chauvet.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général, au nom de la commission des finances, a déposé un amendement n° 54 tendant, dans la première phrase du paragraphe 2 de l'article 11, après le mot : « limiter », à ajouter les mots : « à 55 p. 100 ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement se justifie par lui-même. Il plafonne le montant de l'impôt à 55 p. 100 du revenu

global mais il a laissé au Gouvernement le choix de la date à partir de laquelle ce plafonnement pourrait être inscrit dans la loi de finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement laisse l'Assemblée juge de la fixation de ce pourcentage.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 54 de M. le rapporteur général.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Ebrard a déposé un amendement n° 186 tendant, dans le paragraphe 2 de l'article 11, à supprimer la phrase suivante :

« Toutefois, cette disposition ne pourra trouver son application que lorsque la taxe complémentaire instituée par l'article 18 de la présente loi aura été supprimée ».

La parole est à M. Ebrard.

M. Guy Ebrard. Monsieur le président, dans le paragraphe 2 de l'article 11, le Gouvernement prend la faculté de limiter par décret en conseil d'Etat le montant de l'impôt calculé par application du barème qui aura été adopté dans l'article 1^{er}.

Dans la deuxième phrase de ce paragraphe, il limite cette faculté en reportant cette disposition dans le temps et en l'assujettissant à la suppression de la taxe complémentaire instituée par l'article 18.

Nous estimons qu'il n'est ni opportun ni souhaitable de reporter dans le temps cette disposition et nous demandons la suppression de cette phrase.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est d'accord.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement ayant accepté l'amendement de M. Plevin, qui a pour objet de permettre à l'Assemblée de se prononcer à l'époque sur la manière dont sera fixé ce pourcentage, la date d'application sera fixée dans le même débat. Le Gouvernement peut donc accepter l'amendement de M. Ebrard.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 186 de M. Ebrard, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Ebrard ont présenté, au nom de la commission des finances, un amendement n° 55 tendant à compléter l'article 11 par les nouvelles dispositions suivantes :

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 196 du code général des impôts est complété par les mots :

« ... ou qui accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de 25 ans, ou les rappelés servant en Algérie ».

« La perte de recettes résultant des dispositions ci-dessus sera compensée par une augmentation des droits sur les tabacs de luxe ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement avait été accepté par le Gouvernement. Il étend le bénéfice de l'article 11 à ceux qui accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de vingt-cinq ans, ou aux rappelés servant en Algérie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement reconnaît le bien-fondé de la préoccupation qui est à l'origine de l'amendement présenté par M. Ebrard, mais, de même qu'il l'avait fait au sein de la commission des finances, il exprime le souhait que son auteur accepte d'en reporter la discussion à la loi de finances pour l'exercice 1960.

Comme il s'agit d'une disposition relative à des circonstances actuelles — les événements d'Algérie — il serait plus naturel qu'elle figure dans un texte qui fixe les dispositions financières pour l'exercice 1960, et non pas dans un texte qui tend à établir un régime fiscal permanent.

Je souhaiterais donc, sans prendre position sur le fond, que l'auteur de l'amendement accepte d'en reporter l'examen à la discussion prochaine de la loi de finances.

M. Guy Ebrard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ebrard.

M. Guy Ebrard. Monsieur le président, sans vouloir opposer une objection de principe à M. le secrétaire d'Etat, je me permettrai simplement de lui faire remarquer que reporter à la loi de finances l'examen de cet amendement, c'est considérer que les dispositions en vigueur ne pourraient concerner que l'exercice 1960.

Or le fait que les événements douloureux d'Algérie durent, hélas ! déjà depuis plusieurs années, justifie toute notre prudence et nous incite, à mon regret, à demeurer vigilant ; je souhaiterais donc que l'Assemblée, dans un geste de solidarité avec les familles de ceux qui servent leur pays, accepte d'ores et déjà de reconnaître d'une manière définitive le principe posé dans mon texte.

Je maintiens donc mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a accepté l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Dans l'hypothèse de son adoption, le Gouvernement souhaiterait que l'amendement soit limité dans son application au cas des militaires servant en Algérie.

En effet, l'institution du quotient familial procure déjà de très larges avantages fiscaux. Je comprends bien la situation particulière à laquelle M. Ebrard fait allusion, mais dans ce cas il conviendrait que son amendement ne vise que celle-ci. Il dit que cet avantage peut être consenti aux familles de ceux qui accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de vingt-cinq ans. Une telle disposition couvrirait donc ceux qui ont bénéficié parfois de sursis de longue durée et les rappelés servant en Algérie.

Il serait plus normal que cette disposition soit réservée aux rappelés servant en Algérie.

M. le président. La parole est à M. Ebrard.

M. Guy Ebrard. Je me permets de faire remarquer à M. le secrétaire d'Etat qu'il se trouve souvent en Algérie des jeunes gens qui ont plus de vingt-cinq ans et qui doivent bénéficier de ces dispositions.

Je pense au demeurant que, sur un sujet aussi douloureux, l'Assemblée devrait examiner et adopter le principe de ce bénéfice, dans l'esprit le plus large.

Je demande donc à l'Assemblée d'adopter l'amendement dans sa totalité.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 55 de M. Ebrard, accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous arrivons à l'amendement n° 56, déposé par la commission des finances, tendant à compléter l'article 11.

Mais, au cours de la première séance d'hier, l'Assemblée a décidé de reporter après l'article 11 l'amendement n° 208 dont le texte est identique à l'amendement n° 56.

En conséquence, M. le rapporteur général de la commission des finances voudra sans doute retirer l'amendement n° 56 ?

M. le rapporteur général. Oui, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 56 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11, modifié et complété par les amendements qui ont été adoptés.

(L'article 11, ainsi modifié et complété, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Meck a déposé un amendement n° 174 tendant, après l'article 11, à insérer l'article suivant :

« Dans l'article 196 du code général des impôts, les mots : « de la femme seule » sont remplacés par les mots : « du contribuable célibataire, divorcé ou veuf ».

« La perte de recettes résultant de cette disposition sera compensée par une taxe sur la plus-value réalisée sur la vente de terrains à construire. Un règlement d'administration publique fixera les taux de cette taxe qui variera entre 20 p. 100 pour une plus-value de 100 p. 100 et 90 p. 100 pour une plus-value dépassant 500 p. 100 ».

La parole est à M. Meck.

M. Henri Meck. L'article 196 du code général des impôts, à la loi du 10 avril 1954, permet à la femme seule de considérer comme étant à sa charge un ascendant, ou un frère, ou une sœur, gravement invalide, à la condition, d'une part, que la femme redevable ait un revenu imposable ne dépassant pas 600.000 francs, d'autre part, que le revenu annuel de la personne à sa charge n'excède pas 140.000 francs, enfin, que cette dernière habite exclusivement au foyer du contribuable.

Mais, en dehors de celui de la femme seule, il est d'autres cas susceptibles de retenir, eux aussi, l'attention, et il n'est pas juste de leur refuser toute considération.

Pourquoi, par exemple, un homme célibataire, ayant à sa charge une sœur infirme, obligé parfois de renoncer à des avantages professionnels ou de faire appel à l'aide d'une tierce personne pour se consacrer aux soins de cette sœur, est-il imposé sans qu'aucune réduction d'impôt lui soit accordée en raison des dépenses qu'il doit ainsi supporter ?

Il est incontestable que, dans le cas d'un frère ou d'une sœur infirme recueilli au foyer d'un contribuable, ce dernier dispense la collectivité d'une charge d'assistance dont le coût serait certainement supérieur à toutes réductions d'impôts que l'on pourra envisager.

Pour ces raisons, je vous prie de rétablir l'état de choses qui était en vigueur jusqu'à l'intervention des décrets-loi Doumergue en 1935.

Comme compensation, je propose d'éponger les bénéfices souvent scandaleux réalisés sur la vente des terrains à construire.

Je citerai le cas suivant concernant la ville que j'ai l'honneur d'administrer. Un terrain acheté il y a huit ans à 2.000 francs l'are et pour lequel la commune a proposé 25.000 francs donne lieu à une procédure d'expropriation. Devant le tribunal qui est saisi depuis dix mois le propriétaire demande la somme astronomique de 114.000 francs l'are pour ce qu'il a acquis 2.000 francs — je le répète — il y a huit ans.

Ce n'est pas là un fait isolé. Partout des bénéfices énormes ont été réalisés sur la vente des terrains à construire. Depuis douze ans, dans tous les discours ministériels, la construction et la crise du logement sont présentés comme la question sociale numéro un. Or, rien n'a été fait jusqu'à maintenant pour régler la question préalable à la solution de ce problème : les prix exorbitants des terrains à construire.

Pour combattre cette mesure, il n'y a qu'une solution : fiscaliser d'une manière rigoureuse ces plus-values.

Si l'on ne résout pas ce problème, il sera impossible à des personnes de condition modeste de se créer un foyer.

La situation s'aggrave de jour en jour, d'année en année. Songez à la poussée de nouveaux foyers qui se produira à partir de 1965 et à la nouvelle relance de la construction qui interviendra à ce moment. Si d'ici là vous ne pouvez offrir aux constructeurs des terrains à des prix raisonnables, toutes les autres mesures prises pour favoriser la construction perdront une grande partie de leur efficacité.

Je prie donc le Gouvernement de se préoccuper, d'une part, d'éponger les plus-values scandaleuses réalisées à l'occasion des ventes de terrains à usage de construction pour foyers modestes et, d'autre part, de faire bénéficier des avantages sociaux correspondants le contribuable qui a à sa charge un ascendant, un frère ou une sœur. (Applaudissements au centre gauche.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a repoussé l'amendement, étant donné que le gage n'est pas précisé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement pense également que l'article 40 de la Constitution est applicable en raison du manque de précision donnée au gage.

M. le président. La parole est à M. Meck, pour répondre au Gouvernement.

M. Henri Meck. Je ne comprends pas. J'ai en effet précisé que le taux de la taxe dont je propose l'institution pourrait atteindre jusqu'à 80 p. 100 des plus-values réalisées sur les terrains à construire : 20 p. 100 pour une plus-value réalisée au moment de la vente par rapport à la valeur d'achat de 100 p. 100, avec augmentation progressive jusqu'à 80 p. 100 dès que les plus-values dépassent 500 p. 100.

Dans le cas concret que j'ai cité tout à l'heure, la plus-value dépasse 3.000 p. 100. C'est un scandale. Il faut absolument que le Gouvernement et l'Assemblée se préoccupent de cette question.

Il est impossible de laisser se perpétuer l'état de choses actuel.

Je crois que la recette financière que je propose est largement suffisante (Très bien ! très bien ! au centre gauche) pour couvrir l'augmentation de dépenses qu'entraînerait la réforme d'ordre social que je suggère. Si un frère se dévoue en faveur de sa sœur, il évite à celle-ci d'être à la charge de l'assistance publique, donc du contribuable. Ces actes de dévouement généreux ne doivent pas être pénalisés comme ils le sont en ce moment.

Je demande donc à l'Assemblée d'adopter mon amendement. (Applaudissements au centre gauche.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Le vote de l'amendement ne créerait pas pour autant les recettes nécessaires. Le Gouvernement est en train d'étudier l'imposition des plus-values sur les terrains à construire auxquelles fait allusion M. Meck. Mais pour l'instant, il est obligé d'opposer l'application de l'article 40 de la Constitution.

M. le président. L'article 40 est applicable. L'amendement n° 174 de M. Meck n'est donc pas recevable.

Nous arrivons à deux amendements qui ont été déjà discutés hier en début de séance et qui peuvent être soumis à une discussion commune.

Le premier, présenté par M. Francis Leenhardt, sous le n° 195, tend à insérer après l'article 11, le nouvel article suivant :

« Au cas où d'une année à l'autre, si, pour des revenus rapportés en francs constants, le taux de l'imposition sur le revenu des personnes physiques augmente, le Parlement sera saisi en raison de cette augmentation, de propositions relatives au taux ou à l'assiette de l'imposition, en vue d'y apporter les modifications utiles. »

Le second amendement, présenté par M. le rapporteur général, MM. Courant et Leenhardt, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sous le n° 208, tend à insérer, après l'article 11, l'article suivant :

« Le Gouvernement déposera, au cours de la deuxième session ordinaire de 1959-1960, un projet de loi prévoyant un nouveau barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et indiquant dans quelles conditions ce nouveau barème pourra entrer progressivement en application. »

M. René Schmitt. Pardon ! M. Leenhardt ne s'est pas associé à M. Courant.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. A la suite d'une longue discussion en commission des finances, l'amendement n° 195 de M. Leenhardt s'est trouvé fondu dans l'amendement n° 208 présenté par le rapporteur général, M. Courant et M. Leenhardt au nom de la commission des finances. C'est de cet amendement de synthèse que la commission des finances vous demande l'adoption.

M. René Schmitt. M. Leenhardt a déclaré hier qu'il ne s'associait pas à cet amendement. Dites qu'il s'agit de l'amendement de M. le rapporteur général et de M. Courant, mais n'y ajoutez pas le nom de M. Leenhardt.

M. le rapporteur général. Si vous voulez.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement s'est déjà expliqué hier. Il approuve l'amendement de synthèse présenté par M. le rapporteur général et M. Courant au nom de la commission des finances.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 208 présenté par M. le rapporteur général et M. Courant au nom de la commission des finances.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le rapporteur général. Puisque l'observation présentée par M. Schmitt est valable, peut-être conviendrait-il, dans ces conditions, de mettre aux voix l'amendement de M. Leenhardt ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. le rapporteur général. La commission des finances s'oppose à l'adoption de l'amendement de M. Leenhardt.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 195 de M. Leenhardt, repoussé par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

[Article 12.]

M. le président. « Art. 12. — 1. Un crédit d'impôt égal à 5 p. 100 du montant des sommes effectivement soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des traitements, salaires et pensions est ouvert aux contribuables lorsque les rémunérations correspondantes entrent dans le champ d'application du versement forfaitaire prévu par l'article 231 du code général des impôts ou sont exonérées de ce versement.

« Ce crédit vient en diminution du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques calculé dans les conditions fixées à l'article 11 ci-dessus. »

La parole est à M. Poutier.

M. Raymond Poutier. A l'article 12 j'avais déposé un amendement qui a été jugé irrecevable parce qu'il comportait non pas une diminution des taux de la surtaxe progressive mais le maintien des taux en vigueur antérieurement au dépôt du projet de loi portant réforme fiscale.

Je voudrais cependant attirer l'attention de mes collègues sur une injustice dont vont souffrir des catégories de contribuables très intéressantes.

Le projet de réforme fiscale renferme, pour les pensionnés de l'Etat et des collectivités, des dispositions très favorables, ainsi que pour les rentiers viagers.

Mais il existe des contribuables qui, n'étant affiliés à aucune caisse de vieillesse, se sont assurés eux-mêmes leurs vieux jours en souscrivant à des valeurs d'Etat, obligations du Crédit national, du Crédit foncier et rentes sur l'Etat, qui sont exemptes de la taxe proportionnelle mais assujetties à la surtaxe progressive.

Le système actuel prévoit un abattement de 15 p. 100 pour les bénéficiaires de rentes viagères et pensions d'Etat. Le projet gouvernemental porte cet abattement à 19 p. 100.

Je ne demande pas, bien entendu, la même mesure pour les porteurs de rentes sur l'Etat qui se sont eux-mêmes constitués leurs rentes.

Par contre, l'augmentation de 5 p. 100 de la surtaxe progressive ne frappe ni les rentiers viagers ni les pensionnés de l'Etat ou des collectivités puisque, aux termes de l'article 6 que nous avons adopté, « un crédit d'impôt » de 5 p. 100 leur est accordé, mais aucune disposition n'est prévue pour les porteurs de rentes sur l'Etat qui voient, par suite de l'augmentation du taux de la surtaxe progressive, leurs impôts majorés de 5 p. 100.

Pour ne pas abuser de l'attention de mes collègues, je me borne à citer un exemple chiffré. Je prends le cas le plus facile, puisqu'il figure dans le projet de réforme fiscale, celui d'un ménage sans enfant, qui a droit à deux parts pour le calcul de la surtaxe progressive, et qui est celui d'un pensionné de l'Etat. Avec le système actuel, l'abattement serait de 150.000 francs et la surtaxe progressive de 48.500 francs.

Après adoption des dispositions prévues par la réforme fiscale, l'abattement étant porté à 180.000 francs, le titulaire d'une pension de l'Etat ne paiera plus que 44.000 francs de surtaxe progressive, d'où une amélioration d'environ 10 p. 100.

Dans le cas d'un rentier qui a constitué lui-même ses revenus, en prenant par exemple des valeurs de l'Etat, et toujours dans le cas d'un revenu annuel d'un million de francs, selon l'ancien système il paiera 71.000 francs de surtaxe progressive et, après le vote de la réforme fiscale, 131.000 francs.

Ainsi, monsieur le secrétaire d'Etat, le taux de la surtaxe progressive sera presque doublé pour une catégorie de contribuables infiniment intéressante.

Je voulais simplement attirer votre attention et celle de mes collègues sur cette anomalie.

M. Raymond Mondon. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Mondon, pour un rappel au règlement.

M. Raymond Mondon. Monsieur le président, on nous a promis depuis longtemps le vote électronique à l'Assemblée nationale. Or sa mise en fonctionnement est toujours reportée.

Cependant, aujourd'hui, en soulevant le petit couvercle fixé sur mon pupitre je constate que le vote électronique fonctionne, au moins pour les abstentions. A quand la mise en service des « pour » et des « contre » ?

M. le président. M. Mondon est certainement au courant des essais qui se poursuivent pour mettre au point le système de vote électronique. Pour gagner du temps, ces essais ont lieu même pendant les séances et dérangent beaucoup moins le

déroulement de nos travaux que les conversations particulières entre collègues. (Applaudissements.)

M. Cermolacce a déposé un amendement n° 117, tendant à supprimer l'article 12.

La parole est à M. Cermolacce.

M. Paul Cermolacce. Mon amendement avait pour objet initial de donner une suite logique à celui que nous avons déposé à l'article 11. Il s'inscrivait dans un plan d'ensemble dont la méthode est tout à fait différente de celle du Gouvernement en matière de réforme fiscale.

Avec la méthode actuelle, les plus graves injustices envers les salariés subsistent. Le projet ne modifie pas les tranches de revenus auxquelles s'appliquent l'impôt et les taux qui les frappent. Pour les tranches inférieures, c'est une injustice de plus en plus criante à mesure que le coût de la vie augmente.

En effet, un salarié qui gagne quelques francs de plus, mais beaucoup moins que les prix n'ont monté, voit son pouvoir d'achat en baisse constante. Or ses impôts s'accroissent, eux, d'année en année parce que son revenu nominal entre dans une tranche plus élevée et se trouve frappé d'un taux plus lourd. C'est ce que nous avons essayé de corriger avec l'amendement déposé par notre ami, M. Ballanger, à l'article 11.

A la place de ce système compliqué que constitue l'article 12 et qui s'accompagne de la suppression de l'abattement à la base et d'une majoration uniforme de 5 p. 100 du taux applicable aux différentes tranches de revenus, système plein d'incertitudes et de menaces quant à l'avenir, nous proposons de rétablir l'abattement à la base correspondant à un minimum vital porté à 360.000 francs par part et de réaliser un étalement des tranches de revenus qui aurait permis aux salariés, dont le pouvoir d'achat est sérieusement amputé, de supporter une charge moins lourde sur le revenu des personnes physiques.

Notre amendement ayant été repoussé bien que nous offrions en compensation de dégager des ressources nouvelles en taxant d'un impôt normal les décotes et dotations sur les stocks, l'abrogation de l'article 12 ne revêt plus la même signification et nous nous trouvons dans l'obligation de retirer notre amendement.

M. le président. L'amendement n° 117 de M. Cermolacce est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12, mis aux voix, est adopté.)

[Article 13.]

M. le président. « Art. 13. — Lorsque le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, calculé dans les conditions fixées à l'article 11 ci-dessus et éventuellement diminué du crédit de 5 p. 100 prévu à l'article 12, n'excède pas 7.000 francs par part entière de revenu, la cotisation correspondante n'est pas perçue.

« Lorsque ce montant est compris entre 7.000 francs par part et 14.000 francs par part, la cotisation correspondante est établie sous déduction d'une décote égale à la différence existant entre le chiffre obtenu en multipliant le nombre de parts par 14.000 francs et ledit montant. »

Le rapporteur général et M. Gabelle, au nom de la commission des finances, ont déposé un amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, jusqu'à la mise en application de la taxation des bénéfices réalisés sur les plus-values immobilières, les chiffres de 7.000 et de 14.000 francs prévus aux deux alinéas qui précèdent sont ramenés à 6.000 francs et à 9.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Puisque nous avons renvoyé à la commission l'article 3 et que cet article 13, et certains de ceux qui le suivent, en particulier l'article 19, concernent la même question, je demande que l'article 13 soit renvoyé à la commission.

M. René Pleven. Monsieur le président, sur le dernier alinéa de l'article 13 dont M. le rapporteur général a demandé le renvoi, j'ai déposé un amendement qui a d'ailleurs été accepté par la commission.

M. le rapporteur général. C'est exact !

M. le président. La commission demande le renvoi à la commission.

Le renvoi est ordonné.

Votre amendement, monsieur Pleven, sera renvoyé à la commission en même temps que l'article. Vos droits sont parfaitement réservés.

[Article 14.]

M. le président. « Art. 14. — Les sommes payées en rémunération de l'activité déployée en France dans l'exercice d'une des professions définies à l'article 92 du code général des impôts à des personnes ou sociétés visées à l'article 3 du même code ainsi que les bénéfices, revenus, produits et redevances énumérés audit article 92 qui sont réalisés en France par ces mêmes personnes ou sociétés donnent lieu, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'application d'une retenue à la source dont le taux est fixé à 24 p. 100.

« Cette retenue est opérée et recouvrée dans les conditions, suivant les modalités et sous les sanctions prévues aux articles 105 à 107, 1671 et 1740 du code général des impôts. »

M. le rapporteur général, au nom de la commission des finances, a déposé un amendement n° 58 tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article :

« Les sommes payées en rémunération de l'activité déployée en France dans l'exercice d'une des professions non commerciales définies à l'article 92 du code général des impôts à des personnes ou sociétés qui n'ont pas en France d'installation professionnelle permanente au sens de l'article 3 du même code ainsi que les bénéfices... »

(Le reste sans changement).

La parole est à **M. le rapporteur général.**

M. le rapporteur général. Monsieur le président, cet amendement a été rédigé dans un souci de clarté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est d'accord sur cette modification.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 58 de **M. le rapporteur général,** accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14, modifié par l'amendement qui vient d'être adopté.

(L'article 14, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 15.]

M. le président. « Art. 15. — 1. Les revenus de capitaux mobiliers entrant dans les prévisions des articles 108 à 119 et 1678 bis du code général des impôts, dont la mise en paiement ou l'échéance interviendront à compter du 1^{er} janvier 1960, donneront lieu, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'application d'une retenue à la source dont le taux est fixé :

« A 12 p. 100 pour les intérêts des obligations négociables ;

« A 24 p. 100 pour tous les autres revenus.

« Cette retenue sera opérée et recouvrée dans les mêmes conditions, selon les mêmes modalités et sous les mêmes sanctions que la taxe proportionnelle qui frappait antérieurement les produits susvisés.

« 2. Les revenus de capitaux mobiliers visés aux articles 120 à 123 du code général des impôts dont le paiement sera effectué en France à compter du 1^{er} janvier 1960 par les intermédiaires désignés à l'article 1676 de ce code donneront lieu, au moment de ce paiement et au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'application d'une retenue à la source dont le taux est fixé à 24 p. 100.

« Cette retenue sera opérée et recouvrée dans les mêmes conditions, selon les mêmes modalités et sous les mêmes sanctions que la taxe proportionnelle antérieurement perçue.

« A compter du 1^{er} janvier 1960, les revenus visés au présent paragraphe que les personnes physiques ou morales ayant leur domicile, leur résidence ou leur siège en France, se font envoyer de l'étranger ou encaissent à l'étranger soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, donneront lieu, sur déclaration souscrite dans les conditions fixées par l'article 12 du décret n° 57-661 du 29 mai 1957 et sous les sanctions édictées par l'article 1726-2 du code général des impôts, au versement, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'une somme égale à 24 p. 100 de ces revenus.

« 3. Les dividendes et autres produits distribués par les sociétés nationales ou privées d'investissement, visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 144 du code général des impôts, donnent lieu, à compter du 1^{er} janvier 1960, à l'application de la retenue prévue à l'article 15. Toutefois, dans la mesure où elles justifient que les sommes distribuées au titre d'un exercice

correspondent à des revenus de capitaux mobiliers encaissés au cours du même exercice, la retenue ou la taxe proportionnelle que ces revenus ont supportés sont imputées sur le montant de la retenue dont les sociétés susvisées sont redevables.

« Le montant de la somme à imputer est déterminé, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du 3^e alinéa du paragraphe 1 de l'article 16 et est réintégré dans les bases de la retenue, pour la liquidation de celle-ci.

« Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux sociétés de financement de recherches et d'exploitation des gisements de pétrole constituées et fonctionnant conformément aux décrets n° 55-114 du 20 janvier 1955 et n° 55-576 du 20 mai 1955, ainsi qu'aux sociétés de développement régional, aux sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer et aux sociétés sahariennes de développement, constituées et fonctionnant conformément aux décrets n° 55-876 du 30 juin 1955 et n° 56-1131 du 13 novembre 1956 et à l'ordonnance n° 58-1248 du 18 décembre 1958.

« 4. Lorsque des sociétés détiennent des participations satisfaisant aux conditions exigées par les articles 145 et 146 du code général des impôts ou par l'article 35 de la présente loi, la retenue prévue au paragraphe 1 ci-dessus est liquidée sur l'intégralité des dividendes et autres produits distribués par ces sociétés à compter du 1^{er} janvier 1960. Toutefois, dans la mesure où les sommes distribuées au titre d'un exercice correspondent aux produits desdites participations encaissés au cours du même exercice, la retenue ou la taxe proportionnelle que ces produits ont supportés sont imputées sur le montant de la retenue dont les sociétés susvisées sont redevables.

« Le montant de la somme à imputer est déterminé en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du 3^e alinéa du paragraphe 1 de l'article 16, et est réintégré dans les bases de la retenue pour la liquidation de celle-ci.

« 5. Sans préjudice des dispositions des articles 173 et 1678 bis du code général des impôts, les personnes physiques et les sociétés ou personnes morales visées à l'article 108 de ce code qui versent des intérêts, arrérages, et autres produits de créances de toute nature, dépôts, cautionnements et comptes courants sont tenues de déclarer, dans le délai prévu aux articles 175 ou 223 dudit code, les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes versées lorsqu'elles dépassent annuellement 30.000 francs par bénéficiaire.

« Les infractions aux dispositions du présent paragraphe donnent lieu à l'application des sanctions prévues aux articles 238 et 1735-2 du code susvisé.

« 6. Il est interdit aux sociétés et personnes morales de prendre à leur charge le montant de la retenue afférente aux dividendes et autres produits répartis aux associés, actionnaires et porteurs ou aux membres des conseils d'administration des sociétés anonymes.

« Toute infraction à cette interdiction est punie d'une amende fiscale de 100.000 à 1 million de francs.

« Ces dispositions ne sont pas applicables en cas de remboursement d'actions gratuites. »

MM. Chauvet et René Plevin ont déposé un amendement n° 142 rectifié, tendant, dans le 3^e alinéa du paragraphe 1^{er} de cet article, à substituer au taux de : « 24 p. 100 », celui de : « 22 p. 100 ».

La parole est à **M. Chauvet.**

M. Augustin Chauvet. Monsieur le président, mesdames, messieurs, dans l'économie du projet de réforme fiscale, la taxation des revenus de capitaux mobiliers reste soumise à un régime particulier. A la différence des autres revenus qui étaient passibles antérieurement de la taxe proportionnelle et qui sont maintenant passibles de la taxe complémentaire aux taux de 9 et 8 p. 100, les revenus de capitaux mobiliers restent assujettis, comme par le passé, à la taxe proportionnelle pour les obligations au taux de 12 p. 100 et pour les actions et autres revenus au taux de 22 p. 100 que le projet propose de porter au taux de 24 p. 100.

Cet impôt ne sera plus, comme par le passé, un impôt perçu définitivement. Il revêtira désormais le caractère d'une retenue à la source, comme dans d'autres régimes fiscaux et notamment dans le régime anglais. La mesure offrira indiscutablement des facilités de trésorerie au Gouvernement et là-dessus il n'y a rien à reprendre en dehors des complications que j'ai signalées jeudi dernier. De ce point de vue je n'ai pas, pour ma part, à formuler d'objection à cette mesure. Le changement de nature de l'impôt et son caractère de retenue à la source comportent des conséquences importantes. Dans la mesure où il dépassera le taux de la taxe complémentaire, il sera susceptible de s'imputer dès demain sur la surtaxe progressive, ce qui est à la fois logique et équitable.

Je disais donc qu'en dehors des complications que ce régime peut entraîner il n'appelle pas d'objection majeure. Ce qui en appelle, au contraire, c'est la majoration du taux de 2 p. 100 de l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers autres que ceux des obligations.

On ne voit pas très bien, en effet, la cause de cette majoration, ni les raisons et le but auquel elle répond dès lors que ce supplément de 2 p. 100, qui frappera les revenus des actions, sera par la suite précompté sur le montant de la surtaxe progressive qui sera due par les redevables.

On peut se demander dès lors pourquoi le Gouvernement va prendre d'une main ce qu'il rendra demain de l'autre. Il n'y a qu'une raison, mais elle m'apparaît tellement monstrueuse que les auteurs du projet de réforme n'ont pas pu s'y arrêter.

Si pour la plupart des redevables, ou tout au moins pour les plus fortunés d'entre eux, cette majoration n'est qu'une simple avance de l'impôt imputable sur la surtaxe progressive, par contre, par le jeu des dispositions de l'article 16 sur lequel nous avons déposé un amendement avec M. le président Pleven et sur lequel notre collègue s'expliquera tout à l'heure en faisant valoir les objections que soulève ce texte du point de vue de l'équité, les contribuables qui ne seront pas passibles de la surtaxe progressive ou qui en seront passibles pour un montant inférieur à celui de la retenue à la source, subiront une augmentation de 2 p. 100 qui sera définitivement acquise au Trésor.

Ce seront donc les redevables de la condition la plus modeste, ceux qui ne sont pas passibles de la surtaxe progressive, qui supporteront définitivement cette majoration, alors que les plus fortunés se la verront précompter sur le montant de la surtaxe progressive. Cela, nous ne pouvons pas l'admettre.

Je ne crois tout de même pas que le Gouvernement ait voulu faire payer par les plus déshérités l'avantage qu'il consentait par cette imputation aux contribuables plus fortunés. J'espère qu'il s'agit d'une simple erreur technique et qu'il m'aura suffi de la signaler pour qu'elle soit réparée.

Si le Gouvernement acceptait l'amendement que nous avons déposé sur l'article 16, amendement qui prévoit la restitution de l'impôt qui ne peut pas être précompté sur la surtaxe progressive, c'est-à-dire de cet impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui sera perçu définitivement pour ceux qui ne sont pas passibles de la surtaxe progressive ou qui l'acquittent à un taux inférieur, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que cette majoration de 2 p. 100 fût appliquée.

Je suis prêt à retirer mon amendement si l'imputation a pour corollaire la restitution, comme cela existe dans le régime anglais et comme l'équité l'exige. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Edouard Alliot. Je demande la parole.

M. le président. Pour ou contre l'amendement ?

M. Edouard Alliot. Pour intervenir en dehors de l'amendement, monsieur le président, mais pour demander un renseignement sur le même objet.

M. le président. Alors je ne puis pas vous donner la parole. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement de M. Chauvet ?

M. le rapporteur général. La commission l'a repoussé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement s'expliquera tout à l'heure sur le problème de la restitution de la retenue à la source. Il apportera, je crois, certains apaisements aux préoccupations de M. Chauvet et de M. Pleven, mais il demande, par contre, le rejet de l'amendement proposé par eux.

L'allègement fiscal qui serait consenti lorsque le régime fonctionnera, c'est-à-dire en fait au bout d'une année, étant donné que la déduction de l'impôt ne sera effectuée que l'année suivante, se traduirait par une perte de recettes de l'ordre de 20 milliards.

C'est donc un allègement très substantiel et, dans ces conditions, je ne crois pas qu'il soit souhaitable de prévoir dès la première année un allègement supplémentaire.

M. Tony Larue. Ce sont toujours les mêmes qui payent !

M. le président. Monsieur Chauvet, maintenez-vous l'amendement ?

M. Augustin Chauvet. Je ne saisis pas très bien la portée de la déclaration de M. le secrétaire d'Etat aux finances d'après laquelle l'adoption de notre amendement se traduirait par une perte de recettes de 20 milliards. Comment peut-il y avoir perte de recettes puisque la majoration de l'impôt ne constitue pour

la plupart des redevables qu'une simple avance susceptible d'une imputation ultérieure sur la surtaxe progressive ?

Nous demandons que l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers soit maintenu au taux actuel de 22 p. 100, au lieu de 24 p. 100, puisque cette majoration ne sera pas restituée aux plus petits porteurs et que seuls les gros porteurs bénéficieront de l'imputation prévue, qui équivaut à une véritable restitution.

Mais si le Gouvernement est disposé à accorder la restitution et à accepter notre amendement à l'article 16, je retirerai notre amendement à l'article 15. Son retrait est conditionné par la décision qui interviendra sur l'article 16. Je demande donc qu'il soit réservé jusqu'au vote sur l'article 16.

M. le président. L'amendement est réservé.

Je suis saisi d'un amendement n° 230 déposé par le Gouvernement, et qui tend :

I. — A compléter le paragraphe 1 de l'article 15 par la disposition suivante :

« Lorsque les revenus visés ci-dessus sont dispensés de la retenue à la source ou en sont passibles à un taux inférieur à 24 p. 100 et lorsque le bénéficiaire a son domicile ou son siège hors de France, le débiteur des revenus ou toute personne par l'entremise de laquelle ces revenus sont payés doit, sous réserve de l'application des conventions internationales, opérer une retenue ou un complément de retenue, de manière que la retenue totale atteigne 24 p. 100. »

II. — A remplacer les deux premiers alinéas du paragraphe 3 par les dispositions suivantes :

« Les sociétés nationales ou privées d'investissement visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 144 du code général des impôts sont exonérées pour les revenus de capitaux mobiliers qu'elles ont encaissés de la retenue ou du versement prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article à concurrence de la fraction de cette retenue ou de ce versement qui excède la taxe complémentaire ou la moitié de cette taxe, selon que le taux applicable est de 24 p. 100 ou de 12 p. 100. »

III. — A remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 5 par les dispositions suivantes :

« Lorsque le bénéficiaire des revenus visés ci-dessus a son domicile ou son siège hors de France, le débiteur des revenus ou toute personne par l'entremise de laquelle ces revenus sont payés doit, sous réserve de l'application des conventions internationales, opérer une retenue spéciale de 24 p. 100, dans les conditions et sous les sanctions prévues au paragraphe 1 du présent article.

« Les infractions aux dispositions du premier alinéa du présent paragraphe donnent lieu à l'application des sanctions prévues aux articles 238 et 1735-2 du code général des impôts. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Avec l'article 15 nous abordons une matière extrêmement technique. L'amendement proposé par le Gouvernement n'a pas pour objet de modifier les solutions proposées par la commission des finances, mais simplement de leur apporter quelques précisions.

Voici, traduit en langage courant, le sens des trois paragraphes de cet amendement.

Le premier paragraphe signifie que la retenue à la source sera effectuée sur les revenus de toutes les personnes vivant hors de France. Cette disposition a essentiellement pour objet de résoudre le problème des doubles impositions, puisque, ainsi que nous le verrons à l'article 16, il peut se poser une question de restitution ou d'imputation de la retenue à la source.

Le Gouvernement estime que cette retenue à la source doit être opérée dans le cadre de l'imposition nationale, et c'est pour maintenir cette retenue à la source, vis-à-vis des résidents étrangers, dans le cadre national, que cette disposition est proposée.

Le second paragraphe concerne un problème qui a été traité par un amendement de M. Ferri, celui du statut fiscal des sociétés d'investissement. Celles-ci bénéficient actuellement d'un régime fiscal qui a pour objet de ne pas leur faire supporter un impôt de distribution pour les revenus qu'elles distribuent sur les dividendes des actions qu'elles gèrent.

Le système nouveau, qui prévoit une retenue à la source de 24 p. 100 sur toutes les distributions, pourrait compliquer le fonctionnement des sociétés d'investissement, puisqu'elles bénéficieraient actuellement de l'exonération de l'impôt de distribution. Une retenue à la source, même imputée ensuite sur l'impôt, pourrait apparaître comme un alourdissement de leur situation actuelle.

Le Gouvernement propose donc, d'une part de dispenser de cette retenue à la source les versements des sociétés d'investis-

sement, et d'autre part de leur rembourser les retenues qui auraient été effectuées sur les participations qu'elles gèrent. Autrement dit, ce paragraphe a simplement pour objet de maintenir les sociétés d'investissement dans la situation qui est la leur actuellement, compte tenu de la modification introduite dans la législation par le système des retenues à la source, dont seraient ainsi dispensées les sociétés d'investissement.

Enfin, le troisième paragraphe signifie que les avantages ainsi accordés aux sociétés d'investissement bénéficieraient aux seuls actionnaires de ces sociétés résidant en France. Ainsi, cet avantage fiscal accordé aux sociétés d'investissement pour en favoriser le développement ne sera pas étendu à leurs actionnaires étrangers.

Telles sont les trois dispositions introduites par cet amendement, qui ne font que préciser celles qu'a adoptées la commission des finances.

M. Pierre Ferri. Je demande la parole.

M. le président. Pour ou contre l'amendement ?

M. Pierre Ferri. Je désire défendre l'amendement n° 59 que j'ai déposé avec M. Arrighi au nom de la commission des finances. Je demande donc qu'il soit joint à la discussion de l'amendement du Gouvernement.

M. le président. J'appelle donc l'amendement n° 59, présenté par M. le rapporteur général et M. Ferri, au nom de la commission des finances, et qui tend à remplacer les deux premiers alinéas du paragraphe 3 de l'article 15 par le nouvel alinéa suivant :

« Les dividendes et autres produits distribués par les sociétés nationales ou privées d'investissement visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 144 du code général des impôts sont exempts de la retenue à la source prévue à l'article 15. »

La parole est à M. Ferri, pour soutenir cet amendement.

M. Pierre Ferri. Mes chers collègues, ce débat porte sur la législation des sociétés d'investissement. Nombre d'entre vous connaissent ces sociétés ; en tout cas, un certain nombre parmi vous ont participé à l'élaboration de la législation les concernant.

Vous savez que les sociétés d'investissement sont des sociétés d'épargne collective et que les Parlements comme les gouvernements précédents ont voulu qu'elles ne supportent aucun impôt, afin de ne pas constituer un écran fiscal entre leurs propres actionnaires et les valeurs mobilières qu'elles détiennent en portefeuille.

Le Gouvernement, qui dans un premier texte de couleur saumon que vous avez eu entre les mains, avait oublié de s'occuper de cette question, a sur mes instances revu le problème et proposé une disposition dans le texte bleu que vous avez entre les mains, disposition qui tend à maintenir l'actuelle exemption fiscale des sociétés d'investissement.

Je regrette de dire qu'alors que les amendements que j'ai déposés exemptent complètement les sociétés d'investissement de toute incidence fiscale, le texte du Gouvernement ne le fait pas dans le cas précis que je vais citer. Les sociétés d'investissement ont le droit légal de distribuer à leurs actionnaires, sans payer aucun impôt, les plus-values d'actif réalisées sur les titres qu'elles ont en portefeuille.

Or, le projet du Gouvernement impose ces distributions de plus-values, distribution cependant légales puisque les sociétés d'investissement ne peuvent y procéder que lorsque leurs réserves atteignent, pour les sociétés nationales 50 p. 100, et pour les sociétés privées 100 p. 100 de leur capital.

Je vous demande donc, mes chers collègues, de n'adopter de l'amendement du Gouvernement que les paragraphes I et III contre lesquels je n'ai aucune objection à formuler, mais de repousser le paragraphe II.

On peut dire que de la discussion jaillit la lumière, puisque le Gouvernement rejoint pas à pas les dispositions que j'ai proposées depuis plus d'un mois, sans aller tout à fait jusqu'à leur totale réalisation.

Je vous demande donc, mes chers collègues, d'adopter mon amendement en remplacement du paragraphe II proposé par le Gouvernement, en vous rappelant que seul mon amendement respecte la législation actuelle dont M. le secrétaire d'Etat a bien voulu dire à plusieurs reprises devant la commission des finances qu'il entendait la respecter.

J'ajoute que la commission des finances a voté mon amendement à l'unanimité.

C'est pourquoi j'insiste pour que vous l'adoptiez à votre tour, en même temps que les paragraphes I et III de l'amendement proposé par le Gouvernement. (Applaudissements à droite.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Elle a adopté l'amendement de M. Ferri, qui est, d'ailleurs, présenté au nom de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement constate l'accord de M. Ferri et de la commission sur les paragraphes I et III du texte qu'il propose.

En ce qui concerne le paragraphe II, il a le sentiment que le dispositif proposé par le Gouvernement est d'une application plus efficace que celui que suggère M. Ferri. En effet, comment M. Ferri entend-il régler par son texte le problème de l'impôt retenu sur les revenus encaissés par les sociétés d'investissement ?

En réalité, monsieur Ferri, vous ne réglez que la moitié du problème. Je crois que c'est par une combinaison de nos deux textes qu'une solution satisfaisante et complète pourrait être trouvée.

M. le président. La parole est à M. Ferri.

M. Pierre Ferri. La seconde question est réglée par l'amendement n° 60 rectifié, déposé à l'article 16, que nous discuterons tout à l'heure.

J'insiste donc auprès de l'Assemblée pour qu'elle adopte mon amendement n° 59.

M. le président. Je vais mettre aux voix d'abord l'amendement du Gouvernement.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement, qui était animé du souci d'améliorer les dispositions en vigueur, ne veut pas provoquer un conflit et retire son amendement.

M. le président. L'amendement n° 230 du Gouvernement est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 59 de M. Ferri.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Ferri a déposé un amendement n° 134 qui tend à compléter l'article 15 par le nouveau paragraphe suivant :

« 7. Dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du paragraphe 6, les clauses des statuts ou des contrats d'émission, en vertu desquelles les sociétés ou entreprises débitrices étaient tenues de prendre à leur charge la taxe proportionnelle, s'appliquent de plein droit à la retenue à la source instituée par le présent article. »

La parole est à M. Ferri.

M. Pierre Ferri. Cet amendement a simplement pour objet d'interpréter le texte du Gouvernement, afin d'assurer que les sociétés qui ont émis jusqu'à présent des obligations en prenant tous les impôts sur les coupons à leur charge, continueront à les payer à leurs obligataires sans retenir le prélèvement prévu par le nouveau régime fiscal.

Cette disposition favoriserait, en particulier, les petits porteurs non soumis à la surtaxe progressive en fin d'année, qui ne se verraient pas retenir un impôt de 24 p. 100, impôt qu'ils ne pourraient pas récupérer ensuite comme crédit fiscal.

J'espère que le Gouvernement ne s'opposera pas à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 134 de M. Ferri.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le vote sur l'article 15 est réservé jusqu'à ce que l'Assemblée se soit prononcée sur l'amendement n° 142 rectifié de MM. Chauvet et Plevin.

[Article 16.]

M. le président. « Art. 16. — 1. Lorsque les bénéficiaires des revenus de capitaux mobiliers visés à l'article 15 ci-dessus sont tenus, en exécution des dispositions de la législation fiscale, de souscrire, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une déclaration comprenant lesdits revenus, la somme à la retenue ou au versement de laquelle ces revenus ont donné lieu en vertu dudit article est imputée sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques liquidé au vu de cette déclaration dans les conditions fixées par l'article 10, sans qu'aucune restitution puisse être ordonnée.

« Toutefois, jusqu'à la suppression de la taxe complémentaire instituée par l'article 18 ci-après, l'imputation ci-dessus prévue ne pourra être faite qu'à concurrence de la part de la retenue ou du versement qui excède le montant de cette taxe ou la moitié de cette taxe, selon que la retenue aura été opérée au taux de 24 p. 100 ou de 12 p. 100. La somme ainsi laissée à la charge du redevable sera admise en déduction des bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par l'intéressé.

« Sont réputés pour l'application de l'imputation avoir supporté intégralement la retenue ou le versement, et doivent être déclarés pour le montant brut correspondant, les revenus de source étrangère visés au paragraphe 2 de l'article 15, lors même qu'en vertu des dispositions de conventions internationales, ils échappent en partie ou en totalité à cette retenue ou à ce versement.

« Les mêmes règles sont applicables aux revenus distribués par les sociétés visées aux paragraphes 3 et 4 dudit article.

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent, dans les mêmes conditions, à la taxe proportionnelle que les revenus de capitaux mobiliers encaissés depuis le 1^{er} janvier 1960 auraient supportée en vertu de la législation applicable avant cette date.

« 2. — Lorsque les bénéficiaires des sommes et revenus visés à l'article 14 ci-dessus sont tenus, en exécution des dispositions de la législation fiscale, de souscrire, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une déclaration comprenant lesdits revenus, le montant de la retenue à laquelle ces sommes et revenus ont été soumis en vertu dudit article est imputé sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques liquidé au vu de cette déclaration, sans qu'aucune restitution puisse être ordonnée. »

MM. René Pleven et Chauvet ont déposé un amendement n° 143 rectifié, qui tend à supprimer à la fin du premier alinéa du paragraphe 1 de cet article et à la fin de l'alinéa unique du paragraphe 2 les mots : « sans qu'aucune restitution puisse être ordonnée ».

La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. Mesdames, messieurs, l'article 16, dont nous entamons maintenant la discussion, constitue certainement l'un des éléments essentiels du projet de loi qui nous est soumis par le Gouvernement.

Au cours de cette discussion, comme il était naturel s'agissant d'un projet de réforme fiscale, M. le secrétaire d'Etat a entendu bien des critiques. A l'inverse, je ferai précéder mes observations par des compliments.

Il est incontestable que l'un des très grands mérites du projet de réforme fiscale dont nous discutons est de s'attaquer pour la première fois à ce qui était une des tares du régime fiscal français, la double imposition des mêmes revenus, et si des revenus subissaient particulièrement cette double imposition, c'étaient bien ceux des capitaux mobiliers. En effet, dans le régime actuel, l'actionnaire d'une société voit d'abord les bénéfices de cette société frappés par un prélèvement de 50 p. 100. Ensuite le dividende, c'est-à-dire le bénéfice qui lui revient, est passible, au moment où il est distribué, d'une nouvelle taxe de 22 p. 100, et finalement le revenu restant entre les mains de l'actionnaire est soumis à la surtaxe progressive, ce qui vous explique que dans certaines hypothèses on peut arriver à des confiscations presque complètes du revenu.

Le grand mérite du projet du Gouvernement est de mettre fin par l'article 16 à cette double imposition.

Si le projet est adopté et lorsqu'il sera pleinement en vigueur, les prélèvements opérés à la source sur les dividendes des actions ou sur les intérêts des obligations seront portés au crédit du contribuable et déduits de ce qu'il devra payer au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le montant de ces retenues à la source est bien connu et facile à établir, car nous ne devons pas oublier que les revenus des capitaux mobiliers, tout comme les salaires, échappent à toute possibilité de fraude depuis que nous avons institué le bordereau de coupons.

En adoptant ce système, le Gouvernement a véritablement modernisé notre système fiscal. Il a pris exemple sur le système anglais qui depuis très longtemps a organisé cette ristourne, au moment du paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt perçu sur les coupons.

Mais alors je ne comprends pas — et c'est l'objet de l'amendement que j'ai l'honneur de défendre devant l'Assemblée — que le Gouvernement se soit arrêté avant la fin du chemin. Il faut, en effet, comprendre que les porteurs d'actions ou d'obligations ne sont pas tous des contribuables dont les revenus sont suffisants pour qu'ils soient passibles de l'impôt sur le revenu.

On peut également admettre que des contribuables sont susceptibles de payer 60.000, 80.000 ou 100.000 francs d'impôts sur les dividendes ou les intérêts des obligations sans que leur cote au titre des impôts sur le revenu atteigne le montant de l'impôt qui leur a été ainsi précompté.

Dans le système qui fonctionne en Angleterre sans aucune difficulté, chaque année les inspecteurs de l'Income Tax, qui correspondent chez nous aux inspecteurs des contributions, adressent aux contribuables exemptés, par l'insuffisance de leurs ressources, de l'impôt sur le revenu, un chèque égal aux retenues à la source qui ont été perçues pendant le cours de l'année et qui constituent en quelque sorte des prélèvements indus puisque ces contribuables sont exemptés par le jeu de l'abattement, à la base.

L'amendement à l'article 16 que j'ai déposé avec M. Chauvet n'a pas d'autre objet que d'inviter le Gouvernement à adopter intégralement le système anglais, qu'il a déjà fait sien à 95 p. 100, et je recommande à M. le secrétaire d'Etat aux finances de ne pas associer son nom à ce qui serait une très grave injustice, car il n'est pas possible que nous acceptions de rendre, aux seuls contribuables dont les revenus sont importants, le montant des retenues à la source qui auraient été opérées lors de l'encaissement des dividendes ou des coupons des obligations, car alors les contribuables qui ne bénéficieraient pas de cette ristourne seraient les plus petits, ceux dont les revenus sont si bas qu'ils ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu.

J'ai trop confiance dans l'esprit moderne et le sens de la justice de M. le secrétaire d'Etat aux finances pour craindre que le Gouvernement n'accepte pas notre amendement. (Applaudissements sur certains bancs au centre, à gauche et à droite.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances avait examiné un amendement ayant un objet tout à fait semblable, présenté par M. Dreyfous-Ducas et M. Jean-Paul Palewski. Entièrement favorable, sur le principe, à la déclaration que vient de faire M. René Pleven, elle n'a pu toutefois que rejeter cet amendement pour des raisons constitutionnelles. Elle se tourne alors vers le Gouvernement pour lui demander d'examiner favorablement le vœu formulé par M. Pleven et par elle-même.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Je voudrais, d'abord, remercier M. le président Pleven de ses paroles bienveillantes qui constituent, dans un débat fiscal où nécessairement la critique a sa place, un élément de détente dont je lui suis reconnaissant.

Il a posé le problème de la restitution de la retenue à la source pour les capitaux mobiliers des contribuables non imposables à la surtaxe progressive. Ce problème ne nous a pas échappé, mais deux motifs ont amené le Gouvernement à présenter le texte qui vous est actuellement soumis.

En premier lieu, il convient d'observer que la situation faite à ces contribuables, et dont M. Pleven a dépeint le caractère pénible, est celle qui résulte de la législation actuelle. Actuellement, en effet, la taxe proportionnelle n'étant pas déductible, ils paient en fait cette taxe. Je comprends qu'on se préoccupe de la situation qui sera la leur, mais il est bon de bien préciser quelle est la situation présente.

En second lieu, le Gouvernement, dans une vue peut-être rapide de leur situation, a considéré que la plupart des personnes en cause étaient en fait détentrices de capitaux mobiliers pour lesquels le problème ne se poserait pas, c'est-à-dire détentrices soit de titres de rentes d'Etat, soit de participations, par exemple, à des sociétés d'investissement, au sujet desquels le Gouvernement a toujours pensé que la déduction finale de la retenue à la source était souhaitable.

En même temps que le Gouvernement estimait qu'il y avait en fait peu de détenteurs de capitaux mobiliers assujettis à la retenue à la source parmi les catégories en cause, il s'était un peu effrayé des complexités et difficultés administratives — non pas quant à l'exactitude, mais quant à la pratique des restitutions.

Dès lors que les sociétés d'investissement et les titres d'Etat se trouvaient eux-mêmes exonérés, il pensait qu'il était peu probable que le problème ait une portée pratique considérable.

Le Gouvernement reconnaît toutefois que ce problème a une portée psychologique et de justice qui, elle, est considérable. C'est pourquoi je demande à l'auteur de l'amendement de se rallier à l'interprétation suivante : le Gouvernement est favorable à l'examen d'un procédé de remboursement pour les petits porteurs — personnes physiques et non pas personnes morales — qui pourraient être lésées par cette disposition. C'est cependant un problème un peu complexe dans son administration et qui ne connaîtra de portée pratique qu'en 1961, puisque pour 1960 le mécanisme de cet impôt mobilier restera celui qui est actuellement en vigueur. Aussi accepte-t-il l'amendement de M. Plevin et se propose-t-il, au cours de la session parlementaire du printemps, de faire connaître à l'Assemblée les mesures qu'il envisage, après étude des systèmes étrangers, notamment du système britannique, pour régler ce problème en conciliant l'impératif de l'équité et celui de l'administration la plus simple possible. (Applaudissements)

M. le président. La parole est à M. Jarrosson, pour répondre au Gouvernement.

M. Guy Jarrosson. Je désire savoir quel moyen pratique le Gouvernement envisage pour créditer chaque contribuable de cet acompte que constituera désormais le paiement de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Nous voulons tous éviter la paperasserie. Comment se présentent, au moment où je parle, les éléments dont dispose le contribuable pour faire sa déclaration ? S'il a des titres nominatifs, et s'il perçoit directement auprès des sociétés, ou auprès des établissements financiers qui assurent le service financier de ces sociétés, les dividendes de ses actions ou les intérêts de ses obligations, il sera immédiatement crédité et la société ou l'établissement financier correspondant déclarera ce crédit et enverra un bordereau vert à l'administration et à l'intéressé.

Si par hasard les titres sont détenus par un banquier ou un agent de change, la société aura établi un bordereau pour compte tiers et il appartiendra à l'agent de change ou au banquier intermédiaire de faire connaître à son client les dividendes ou intérêts ainsi encaissés.

Etant donné que le prélèvement n'est pas le même sur les actions et sur les obligations, conviendra-t-il désormais d'établir deux lignes dans le bordereau vert ? Et qui de la société, de l'établissement financier, de l'intermédiaire ou du client lui-même devra établir la déduction ? Sur quelles bases celle-ci sera-t-elle établie ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. La procédure qui sera appliquée désormais pour mettre en œuvre l'exonération sera en quelque sorte le « négatif » de celle qui est utilisée actuellement pour établir l'imposition.

Il existe un système de déclarations en matière de revenus de valeurs mobilières. Ces déclarations sont centralisées, d'une part, par l'administration, d'autre part, par les contribuables. Ceux-ci se borneront à indiquer dans leur déclaration le montant des revenus encaissés, soit comme valeurs mobilières, soit comme obligations ; ils ne déclareront pas les revenus exonérés.

C'est l'administration qui, de son côté, fera le calcul, au moment de l'établissement de l'impôt, des déductions auxquelles chacun a droit.

Cette procédure ressemble d'ailleurs à celle qui sera appliquée pour le crédit d'impôt de 5 p. 100 visant les traitements et salaires.

Nous estimons qu'il est désormais souhaitable que l'administration procède elle-même au calcul de ces déductions, afin de faciliter, autant que possible, le travail des redevables.

M. le président. La parole est à M. Palewski, pour répondre au Gouvernement.

M. Jean-Paul Palewski. Nous avons pris acte de la déclaration du Gouvernement, selon laquelle ce problème sera examiné lors de la prochaine session.

Nous tenons à déclarer que nous attachons une très grande importance à ce que la restitution puisse avoir lieu dans les conditions fixées par l'amendement que M. Dreyfous-Ducas et moi-même avons déposé devant la commission des finances.

M. le président. Monsieur Plevin, maintenez-vous votre amendement ?

M. René Plevin. Je le maintiens d'autant plus volontiers que le Gouvernement l'a accepté.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 143 de MM. Plevin et Chauvet, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Ferri ont déposé, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, un amendement n° 60 rectifié tendant à insérer, après le premier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 16, le nouvel alinéa suivant :

« Pour les bénéficiaires des dividendes et autres produits prévus à l'article 15, paragraphe 3, la somme à la retenue ou au versement de laquelle ont donné lieu, en vertu dudit article, les revenus encaissés par les sociétés d'investissements ou assimilées, est imputée, pour la quote part de chaque bénéficiaire, sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques liquidé comme ci-dessus indiqué. Pour l'application de l'imputation, les revenus encaissés par les sociétés d'investissement ou assimilées, provenant des sociétés visées à l'article 15, paragraphe 4, seront réputés avoir supporté la retenue ou le versement prévu à l'article 15 aux taux qui auraient été normalement exigibles sans les dispositions du paragraphe 4 de cet article. »

La parole est à M. Ferri.

M. Pierre Ferri. Cet amendement est le corollaire du précédent, que vous venez de voter, concernant les sociétés d'investissements.

Le vote du précédent amendement entraîne automatiquement le vote de celui-ci, que la commission des finances a, d'ailleurs, bien voulu accepter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est hostile à cet amendement pour des motifs d'ordre technique, car il serait d'une application quasi inextricable.

Il faut prévoir des dispositions beaucoup plus simples. Si donc M. Ferri persiste dans son intention, le Gouvernement demandera à la commission des finances de procéder à un nouvel examen de ce problème.

M. Pierre Ferri. Monsieur le président, il est impossible de ne pas voter cet amendement ou un texte analogue, étant donné qu'un premier amendement a été voté tout à l'heure.

M. le président. Dans ces conditions, le Gouvernement a indiqué qu'il demandait le renvoi à la commission.

Le renvoi de l'amendement n° 60 rectifié est prononcé.

Le Gouvernement a déposé un amendement n° 231 tendant à modifier ainsi qu'il suit le quatrième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 16 :

« Les mêmes règles sont applicables aux revenus distribués par les sociétés visées au paragraphe 4 dudit article. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Cet amendement a le même objet que celui de M. Ferri. Etant donné que sa rédaction est plus courte, il doit être d'une application plus simple. Il serait souhaitable qu'il soit discuté, à la commission des finances, en même temps que l'amendement de M. Ferri.

M. le président. Le Gouvernement demande le renvoi à la commission de son amendement n° 231.

Le renvoi est prononcé.

En conséquence, l'article 16 est réservé.

[Article 15 (suite).]

M. le président. Nous revenons à l'article 15 et à l'amendement n° 142 rectifié de MM. Chauvet et Plevin, qui était réservé jusqu'à la décision sur l'article 16.

La parole est à M. Chauvet.

M. Augustin Chauvet. L'adoption de l'amendement de M. Plevin à l'article 16 rend sans objet mon amendement n° 142 rectifié.

En conséquence, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 142 rectifié de MM. Chauvet et Plevin est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 modifié par les amendements adoptés.

(L'article 15, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 17.]

M. le président. « Art. 17. — Lorsque les bénéficiaires des sommes et revenus visés aux articles 14 et 15, §§ 1 et 3, ci-dessus ne sont pas astreints par la législation fiscale à souscrire, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une déclaration comprenant ces revenus, cet impôt est considéré comme acquitté du fait de la retenue à la source à laquelle ont donné lieu ces sommes et revenus. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17, mis aux voix, est adopté.)

[Article 18.]

M. le président. « Art. 18. — 1. — A titre temporaire, il est établi, à compter du 1^{er} janvier 1960, une taxe complémentaire qui frappe les revenus des personnes physiques autres que :

« 1^o Les traitements, salaires, indemnités, émoluments, pensions et rentes viagères;

« 2^o Les revenus de capitaux mobiliers visés à l'article 15;

« 3^o Les produits et revenus visés à l'article 231 *ter* du code général des impôts;

« 4^o Les bénéfices ou revenus perçus ou réalisés en France par des personnes n'entrant pas dans les prévisions de l'article 4 du code général des impôts.

« 2. La taxe ne porte que sur la partie des revenus imposables qui dépasse 300.000 francs ou 440.000 francs suivant les distinctions, afférentes aux diverses catégories de revenus, actuellement prévues, pour l'application du taux réduit de la taxe proportionnelle, à l'article 1^{er} du décret n° 55-466 du 30 avril 1955. Toutefois, les revenus fonciers sont rangés parmi les catégories de revenus pour lesquelles la taxe ne porte que sur la partie du revenu dépassant 300.000 francs.

« 3. Sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 1 ci-dessus, la taxe complémentaire est également applicable aux revenus visés au paragraphe 3 de l'article 3.

« 4. La taxe complémentaire instituée par le présent article est admise en déduction pour la détermination du revenu global net servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. »

La parole est à M. de Sesmaisons.

M. Olivier de Sesmaisons. Mesdames, messieurs, je constate, une fois de plus, qu'un traitement défavorable est fait à l'agriculture française.

En effet, alors que l'abattement prévu pour les professions artisanales et sur les traitements et salaires s'élève à 440.000 francs, celui qui est prévu pour les bénéfices agricoles n'est que de 300.000 francs.

Je ne vous fournirai pas de chiffres sur l'état de l'agriculture française, car un certain nombre de nos collègues, soit dans la discussion générale, soit en d'autres circonstances l'ont déjà fait et je ne veux pas faire perdre de temps à l'Assemblée. L'examen de ces chiffres permet de constater que l'immense majorité des exploitations agricoles françaises ont un caractère familial donc artisanal. Il serait par conséquent normal que leur soit appliqué le même régime qu'aux artisans.

Les prix agricoles sont le salaire du paysan; on doit donc appliquer aux paysans le même régime qu'aux salariés.

Je n'ai pas déposé d'amendement, mais étant donné la bienveillance avec laquelle M. le secrétaire d'Etat aux finances a accueilli tout à l'heure certains amendements, je lui demande de se pencher avec la même bienveillance sur ce problème et de nous donner au cours d'une prochaine séance les apaisements que je souhaite.

Maintenant, pour ne pas terminer sur une critique, M. le secrétaire d'Etat me permettra de le remercier de n'avoir pas suivi ses experts. En effet, j'ai une peur épouvantable des experts.

J'ai eu l'occasion, au cours de ma vie parlementaire, d'avoir des contacts fréquents avec les collaborateurs du ministre des finances. J'ai toujours trouvé chez eux beaucoup de compréhension et de courtoisie et les événements m'ont prouvé que quelquefois ils aidaient leur ministre à apporter une solution favorable aux amendements que j'avais l'honneur de déposer — j'en ai parlé hier.

Mais vos experts, monsieur le secrétaire d'Etat, ont osé écrire qu'on pouvait taxer les revenus de la propriété foncière parce que les fermages ont augmenté, sans tenir compte des bâtiments, et

cela prouve que parfois ils se trompent. Je citerai un cas concret et typique, et chacun peut en connaître de semblables.

J'ai reçu il y a quelque temps d'une vieille dame habitant hors de mon département une lettre affolée dans laquelle elle me disait :

« J'avais à toucher 390.000 francs de fermages, mais en réalité je n'ai perçu que 190.000 francs, le reste ayant été mangé par les réparations et les impôts fonciers. Pour ces 190.000 francs, j'ai été imposée de 45.000 francs. »

Je lui ai répondu que je ferais ce que je pourrais pour que ce fait ne se renouvelle pas, et je lui ai donné le conseil d'aller voir son inspecteur des contributions directes. Je lui ai dit : « Si vous êtes imposée à 45.000 francs, cette imposition est trop lourde, car 22 p. 100 de 190.000 francs ne font pas 45.000 ».

Je voulais simplement jeter ces quelques chiffres dans le débat pour démontrer à ceux qui connaissent mal l'agriculture que, lorsque nous abordons ces problèmes avec vos services, nous, nous les connaissons bien et nous regrettons que des hommes qui les connaissent mal viennent nous donner des leçons.

En tout cas, je tiens à vous remercier d'avoir manifesté votre esprit de compréhension en établissant un abattement à la base de 300.000 francs. Vous aiderez ainsi les petits bailleurs à améliorer les conditions de vie de ceux qui louent leurs fermes. (Applaudissements à droite et sur divers bancs.)

M. le président. M. le rapporteur général, MM. Paquet, Charvet et Le Roy Ladurie ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 61 tendant à insérer, dans le paragraphe 1^{er} de l'article 18, après les mots : « 1^{er} janvier 1960 », les mots : « au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1962 ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement a pour objet de limiter l'application de la taxe complémentaire entre le 1^{er} janvier 1960 et le 1^{er} janvier 1962. La commission vous en propose l'adoption.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement vous propose le rejet de cet amendement, et cela pour un motif fondamental qui tient à l'esprit même de la réforme.

Dès que le Gouvernement s'est préoccupé de réforme fiscale, il s'est trouvé devant une grande difficulté qui tenait à la situation relative des différentes catégories économiques et sociales devant l'impôt. Nous avons en effet en France un équilibre à trouver et à maintenir dans l'imposition des différentes catégories économiques et sociales.

Nous avons, d'une part, un impôt particulier, la taxe proportionnelle, frappant une certaine catégorie de contribuables et, d'autre part, un système différent pour les traitements et salaires. Nous avons voulu arriver à l'impôt unique, qui a d'ailleurs été voté hier par l'Assemblée nationale.

Mais il faut parvenir à l'impôt unique par une démarche qui ait pour effet d'alléger, dans une même proportion et à un rythme comparable, les impositions supportées par les différentes catégories sociales. Politiquement et socialement, il serait extrêmement fâcheux que l'allègement fiscal parût favoriser plutôt telle catégorie que telle autre. Aussi nous sommes-nous préoccupés d'alléger l'impôt sur le revenu dans une proportion qui soit exactement comparable à la part d'impôt effectivement acquittée par les différentes catégories sociales. C'est le motif pour lequel la déduction supplémentaire de 4 p. 100 a été instituée au profit des salariés, cependant que la taxe complémentaire de 9 p. 100 se substituait à l'ancienne taxe proportionnelle.

Si nous suivions les auteurs de l'amendement, c'est-à-dire si nous décidions de supprimer la taxe complémentaire, nous risquons, au terme de la réforme, d'aboutir à une situation fiscale inéquitable. En effet, l'Assemblée a repoussé hier des amendements qui tendaient à porter à 25 p. 100 la réfaction en faveur des traitements et salaires. Si, ces amendements ayant été repoussés, on prévoit à date fixe la suppression de la taxe complémentaire, on donnera un avantage à certaines catégories sociales, ce qui n'est certainement l'intention ni de l'Assemblée ni des auteurs de l'amendement.

En réalité, le problème soulevé par l'amendement est traité à l'article 19, où le Gouvernement indique son intention de supprimer la taxe complémentaire; mais il procédera à cette suppression quand il apparaîtra que l'évolution des bases d'imposition de ceux qui supportent cette taxe justifiera cette mesure, c'est-à-dire que l'équilibre fiscal entre les catégories salariales et les autres aura été maintenu et confirmé.

Le Gouvernement est favorable à la suppression de la taxe complémentaire; il le dit dans l'exposé des motifs de son

projet et dans l'intitulé même de la taxe. Mais il estime que cette décision, qu'il souhaite voir intervenir au cours de cette législature, devra être prise, non pas à une date fixe, mais quand une condition préalable aura été vérifiée, à savoir l'évolution dans une proportion identique des charges fiscales supportées par les salariés et les non-salariés, par ceux qui payent comme par ceux qui ne payent pas la taxe complémentaire.

Aussi, pour des raisons qui ne sont pas budgétaires mais qui tiennent à l'équilibre social et économique de son projet de réforme fiscale, le Gouvernement insiste-t-il très vivement pour que l'Assemblée repousse l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission ne peut que laisser l'Assemblée juge.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 61 présenté par M. le rapporteur général et par MM. Paquet, Charvet, et Le Roy Ladurie, et repoussé par le Gouvernement.

(Une première épreuve à main levée a lieu.)

M. le président. MM. les secrétaires m'informent qu'il y a doute.

Je vais donc consulter l'Assemblée par assis et levé.

(L'épreuve a lieu.)

M. le président. MM. les secrétaires m'informent qu'il y a de nouveau doute.

Dans ces conditions, il va être procédé au vote par scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble des locaux du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

Huissiers, veuillez recueillir les votes.

(Les votes sont recueillis.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(MM. les secrétaires font le dépouillement des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de suffrages exprimés.....	498
Majorité absolue.....	250
Pour l'adoption.....	364
Contre	134

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche et au centre.)

M. Trébosç a déposé un amendement n° 15 tendant à rédiger ainsi le 6^e alinéa (§ 2) de l'article 18 :

« 2. — La taxe ne porte que sur la partie des revenus imposables qui dépasse le salaire minimum interprofessionnel garanti pour toutes les catégories de contribuables ».

La parole est à M. Trébosç.

M. Albert Trébosç. Ma préoccupation est la même que celle de M. de Sesmaisons et du Gouvernement en ce sens que je désire que l'abattement à la base soit le même pour tous, de façon à établir l'égalité fiscale selon la formule : à revenu égal, impôt égal. (Applaudissements sur plusieurs bancs à droite.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a repoussé l'amendement de M. Trébosç.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement estime que l'article 40 de la Constitution est applicable à l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 15 de M. Trébosç n'est donc pas recevable.

MM. Pierre Pflimlin, Raymond Boisdé, Jean-Paul David, Frédéric-Dupont, Collette, Dronne, Jouault, Le Bault de La Morinière ont présenté un amendement n° 110 (2^e rectification), tendant à compléter l'article 18 par les nouveaux alinéas suivants :

« 5. Le taux de la taxe complémentaire est porté à 15 p. 100 sans abattement à la base, en ce qui concerne les revenus prove-

nant des travaux effectués en infraction à l'article premier de la loi du 11 octobre 1940. Sont réputés remplissant cette condition les travaux effectués pour des tiers et qui n'ont pas donné lieu à paiement par les donneurs d'ouvrage de charges fiscales et sociales correspondantes.

« Les donneurs d'ouvrage sont solidairement tenus, lorsqu'ils ont agi sciemment, du paiement de la taxe prévue au présent paragraphe et de toutes autres taxes et cotisations, éventuellement dues au Trésor et aux organismes de sécurité sociale ».

La parole est à M. Pflimlin.

M. Pierre Pflimlin. Avec plusieurs de nos collègues j'ai déposé cet amendement qui s'attaque à une forme de travail clandestin ou illégal communément appelée travail noir.

Il s'agit d'opérations effectuées en violation de la loi du 11 octobre 1940, qui prévoit d'ailleurs certaines sanctions. Mais l'expérience démontre que celles-ci sont insuffisantes. Actuellement, aussi bien dans nos campagnes que dans nos villes, le travail noir se développe, portant préjudice bien sûr au fisc, aux caisses de sécurité sociale, mais aussi à une multitude de petites entreprises artisanales ou industrielles qui sont victimes d'une concurrence véritablement déloyale.

C'est pourquoi nous proposons que des mesures soient prises sur le plan fiscal. Tout d'abord, la perception de la taxe complémentaire au taux majoré de 15 p. 100 sans abattement à la base. Ensuite, dans un second alinéa, qui est sans doute le plus important, nous demandons de rendre les donneurs d'ouvrage responsables du paiement et de la taxe complémentaire au taux majoré et de toutes autres charges sociales et fiscales.

Il est évident que nous ne donnerons un coup d'arrêt sérieux au travail noir que si les donneurs d'ouvrage eux-mêmes et non pas seulement ceux qui exécutent le travail noir sont rendus financièrement responsables.

Telle est la portée de cet amendement qui se situe sur le plan fiscal, mais qui a surtout pour objet d'assainir l'exercice d'un certain nombre de professions et de défendre efficacement nos artisans et nos petites entreprises. (Applaudissements au centre gauche et sur plusieurs bancs à gauche et au centre.)

M. le rapporteur général. La commission des finances accepte l'amendement.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 110 de M. Pflimlin et plusieurs de ses collègues.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18 modifié par les deux amendements qui ont été adoptés.

(L'article 18, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 19.]

M. le président. « Art. 19. — La taxe est calculée au taux de 8 p. 100.

« Le Gouvernement pourra, par décret en conseil d'Etat, diminuer par étapes le taux de la taxe complémentaire dans la mesure où il sera constaté, par un document public, que l'application de la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aura entraîné un élargissement suffisant de l'assiette des cotisations dues, au titre dudit impôt, par les personnes soumises à la taxe complémentaire. »

La parole est à M. Coudray, inscrit sur l'article.

M. Georges Coudray. Il n'entre pas dans mon intention de combattre l'article 19. Au contraire, j'approuve pleinement la voie dans laquelle s'est engagé le Gouvernement en substituant la taxe complémentaire à l'ancienne taxe proportionnelle.

Mais une telle mesure ne prendra effet qu'en 1960. En attendant, un certain nombre de contribuables se trouveront chargés et d'autres accablés, notamment les rentiers propriétaires de biens fonciers agricoles.

Jusqu'à l'ordonnance du 30 décembre 1958 le revenu taxable était limité au double du revenu cadastral de 1948. Ce plafond ayant disparu, ces contribuables se trouveront ainsi chargés dans des proportions telles que s'agissant de rentiers, de vieux, d'anciens, qui, souvent, vivent exclusivement du revenu de la ferme qu'ils exploitaient autrefois et qu'ils ont dû louer pour vivre et assurer leurs vieux jours, on atteint ainsi leur revenu minimum vital.

Nous demandons au Gouvernement de bien vouloir donner à ses services départementaux des contributions directes des instructions précises pour que les demandes de remise gracieuse qui sont très nombreuses ne soient pas systématiquement rejetées, mais qu'elles soient examinées avec l'humanité qui s'impose en pareille circonstance. (Applaudissements au centre gauche et sur divers autres bancs.)

M. le président. MM. René Plevin et Chauvet ont déposé un amendement n° 144 tendant à rédiger ainsi l'article 19 :

« La taxe est calculée au taux de 8 p. 100. Chaque année, au plus tard le premier mardi d'octobre, le Gouvernement saisira le Parlement d'un document public rendant compte de l'élargissement de l'assiette des cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques par les personnes soumises à la taxe complémentaire depuis l'entrée en vigueur de la réforme de l'impôt sur le revenu desdites personnes.

« Un article spécial du projet de loi de finances précisera le taux de la taxe complémentaire proposé par le Gouvernement pour l'année suivante. »

La parole est à M. Plevin.

M. René Plevin. Monsieur le président, mon amendement a pour objet de sauvegarder un principe essentiel.

En effet, le texte du projet attribuait au Gouvernement le droit, par décret en conseil d'Etat, de diminuer le taux de 8 p. 100 fixé pour la taxe complémentaire.

J'estime que, même lorsqu'il s'agit de diminuer le taux d'un impôt, nous devons maintenir ce qui est la prérogative essentielle du Parlement, telle qu'elle est d'ailleurs déterminée par la Constitution, à savoir qu'il n'appartient qu'au Parlement de « fixer les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures ».

Tel est le sens de mon amendement qui a d'ailleurs été accepté par la commission des finances. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à l'amendement.

J'indique toutefois que l'application de la disposition qu'il prévoit sera quelque peu contraire au vote qui vient d'être émis par l'Assemblée sur le même objet.

M. René Plevin. Elle ne durera que deux ans !

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Sous cette réserve, le Gouvernement est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 144 de MM. Plevin et Chauvet.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le texte de cet amendement devient donc l'article 19.

[Article 20.]

M. le président. « Art. 20. — Sous réserve des dispositions des articles 4, 5, 9, 18 et 19 ci-dessus, la taxe complémentaire est soumise, quant à la détermination des bases et du lieu d'imposition, aux obligations des contribuables, aux procédures d'imposition, aux sanctions applicables, aux modalités de recouvrement et au contentieux, aux mêmes règles que la taxe proportionnelle actuellement en vigueur. »

M. le rapporteur général et M. Pierre Courant ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 62 tendant à rédiger comme suit le début de cet article :

« Sous réserve des modifications apportées par la présente loi, la taxe complémentaire... ». (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Il s'agit d'une simple modification de forme qui consiste à remplacer la référence initiale à différents articles du projet de loi par une référence plus générale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 62 de M. le rapporteur général et de M. Courant.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, modifié par l'amendement n° 62. (L'article 20, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 21.]

M. le président. « Art. 21. — Les impositions primitives ou supplémentaires dues au titre des années 1958 et antérieures continueront à être établies, jusqu'à l'expiration des délais de répétition, d'après les dispositions en vigueur antérieurement au 1^{er} janvier 1960. »

M. le rapporteur général a présenté, au nom de la commission des finances, un amendement n° 63 tendant à compléter l'article 21 par les mots suivants : « ... sous réserve des modifications apportées par la présente loi ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. L'intention de cet amendement est du même ordre que celle du précédent amendement à l'article 20.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement propose la rédaction suivante : « ... sous réserve des modifications apportées au contentieux fiscal par la présente loi ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte cette modification.

M. le président. Le texte de l'amendement se trouve donc ainsi modifié : « Compléter l'article 20 par les mots suivants : « ... sous réserve des modifications apportées au contentieux fiscal par la présente loi ».

Je mets aux voix l'amendement n° 63, ainsi modifié, de M. le rapporteur général.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21, complété par l'amendement n° 63 modifié.

(L'article 21, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 22.]

M. le président. « Art. 22. — L'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la taxe complémentaire afférents aux revenus et bénéfices de l'année 1959 ou des exercices clos en 1959 seront établis, au titre de ladite année, d'après le montant de ces bénéfices de l'année 1959 ou des exercices clos en 1959 seront établis, au titre de ladite année, d'après le montant de ces bénéfices ou revenus, dans les conditions prévues par la présente loi.

« Toutefois, en ce qui concerne les revenus des personnes physiques de l'année 1959, le pourcentage visé à l'article 6 est porté de 80 à 81 p. 100 et le taux de la taxe visée à l'article 19 de 8 à 9 p. 100. »

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet article, comme d'autres qui l'ont précédé, relève de la discussion qui s'instaurera autour de l'article 3. J'en demande donc le renvoi à la commission pour les raisons déjà exposées.

M. le président. Le renvoi à la commission de l'article 22 est prononcé.

[Articles 23 à 25.]

M. le président. « Art. 23. — Pour la détermination du revenu global net devant servir de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre des années 1959 et suivantes, les cotisations d'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle) établies au titre de l'année 1958 continueront d'être admises en déduction, mais à concurrence seulement du tiers de leur montant. Les cotisations afférentes aux années antérieures à 1958 pourront être déduites pour leur totalité. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23.

(L'article 23, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 24. — Les déficits encore susceptibles, à la date du 31 décembre 1958, d'être reportés sur les années ou exercices suivants dans les conditions prévues par les dispositions du code général des impôts relatives à chaque catégorie de revenus seront imputés sur le revenu global devant servir de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre de 1959.

« Lorsque cette imputation ne pourra pas être intégralement opérée, l'excédent sera reporté successivement sur le revenu global des années suivantes dans les limites des délais de report appréciés lors de la constatation de chaque déficit. » — (Adopté.)

« Art. 25. — Il sera ouvert aux contribuables un crédit d'impôt égal à 5 p. 100 du montant des revenus nets de capitaux mobiliers entrant dans les prévisions des articles 108 à 148 du code général des impôts ou des intérêts de bons de caisse soumis à la retenue à la source de la taxe proportionnelle selon les modalités prévues au paragraphe 1^{er} de l'article 1678 bis du même code, qui seront compris dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre de 1959.

« Ce crédit viendra en déduction du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques calculé dans les conditions fixées à l'article 11 ci-dessus et il sera tenu compte du montant de l'impôt ainsi diminué pour l'application des dispositions de l'article 13 et du deuxième alinéa de l'article 10. » — (Adopté.)

[Après l'article 25.]

M. le président. M. le rapporteur général, MM. Le Roy Ladurie, Charvet, Paquet, Gabelle, ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 64 tendant à insérer après l'article 25 le nouvel article suivant :

« Il est pourvu aux dépenses d'établissement et de fonctionnement des chambres d'agriculture ou de leurs services d'utilité agricole ainsi qu'à celles de l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture et du fonds national de péréquation et dans la limite des cotisations votées par les établissements publics mentionnés ci-dessus, au moyen d'une imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties ou dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

« Dans la limite d'un plafond fixé par la loi de finances, des décrets déterminent chaque année les sommes susceptibles d'être imposées pour subvenir aux dépenses et aux charges des chambres d'agriculture, de l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture et du fonds national de péréquation.

« Les dispositions contraires des articles 545 à 545-2 du code rural sont abrogées. »

La parole est à M. Le Roy Ladurie, pour soutenir cet amendement.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Mes chers collègues, cet amendement concerne le financement des chambres d'agriculture dont l'importance n'est plus à démontrer.

Ce sont des établissements publics et, en même temps, des institutions professionnelles qui sont, auprès des pouvoirs publics, les organes consultatifs des intérêts généraux de l'agriculture.

Depuis 1954, les chambres d'agriculture créent des services d'utilité publique ; leurs ressources sont modestes puisque, sur quatre-vingt dix chambres d'agriculture, cinquante d'entre elles ont moins de cinq millions de ressources.

Je précise que ces ressources proviennent non pas du budget de l'Etat, mais de cotisations assises sur le principal des contributions foncières des propriétés bâties, lesquelles représentent en moyenne 16 francs par hectare et par an, somme infime, n'est-il pas vrai ?

Par ailleurs, des cotisations extraordinaires destinées au financement des services d'utilité publique que je viens d'évoquer peuvent être créées également par les chambres d'agriculture, mais elles doivent, avant d'être perçues, faire l'objet d'un arrêté du conseil d'Etat.

Ce sont là des dispositions limitatives qui n'établissent pas une égalité de traitement absolument normale entre les chambres d'agriculture et les chambres de commerce.

L'amendement que je soutiens a pour objet de simplifier le système de financement des chambres d'agriculture, par analogie avec le régime des chambres de commerce.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. M. Liogier, rapporteur, et M. Lalle ont déposé à l'amendement n° 64, au nom de la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, un sous-amendement n° 177 tendant à remplacer les deux derniers alinéas du texte proposé pour l'article nouveau par les alinéas suivants :

« Des décrets déterminent chaque année les sommes susceptibles d'être imposées pour subvenir aux dépenses et aux charges des chambres d'agriculture de l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture et du fonds national de péréquation.

« Les dispositions contraires des articles 545 à 545-2 du code rural sont abrogées.

« L'article 1607 du code général des impôts et l'article 115 de l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 relative aux impôts directs et taxes assimilées perçus au profit des départements, des communes et de divers établissements publics dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont abrogés. »

La parole est à M. Liogier, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.

M. Albert Liogier, rapporteur pour avis. Le système de financement actuel des chambres d'agriculture se caractérise par un plafond de 55 décimes mis aux cotisations ordinaires des chambres, ce qui donne un produit extrêmement variable par département, fonction de la superficie et du revenu cadastral.

A l'heure actuelle, plus de vingt chambres d'agriculture ont des ressources inférieures à 3 millions de francs par an et n'arrivent pas à boucler leurs budgets ou même à régler les frais de leurs secrétariats.

Le principe de la réforme est la suppression de ce plafond par analogie avec le régime existant pour les chambres de commerce et la fixation chaque année par décret des sommes susceptibles d'être imposées pour subvenir aux dépenses de ces établissements publics sous l'autorité de tutelle du ministère de l'agriculture.

D'autre part la commission des finances, en abrogeant les articles 545 à 545-2 du code rural, n'a pas pensé au régime spécial des trois départements de l'Est, établi par l'ordonnance de 1945 et n'a pas mis en concordance avec cette réforme l'article 1607 du code général des impôts qui doit être également abrogé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission.

M. le rapporteur général. La commission s'en est tenue à son texte et a adopté simplement le troisième alinéa de l'amendement de MM. Liogier et Lalle, alinéa dont l'objet est d'étendre la réforme aux départements alsaciens et lorrains.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement laisse l'Assemblée juger, mais signale que, si le sous-amendement de MM. Liogier et Lalle devait être adopté, il conviendrait d'y ajouter après les mots « des décrets » les mots « pris sur rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances ».

M. Albert Lalle. D'accord.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jacques Le Roy Ladurie.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Sous la réserve faite par M. le secrétaire d'Etat aux finances, je me rallie personnellement au sous-amendement de MM. Liogier et Lalle.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 177 de MM. Liogier et Lalle.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 64 de MM. le rapporteur général, Le Roy Ladurie, Paquet, Gabelle modifié par le sous-amendement de MM. Liogier et Lalle.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Le Roy Ladurie a déposé un amendement n° 191 tendant, après l'article 25, à insérer le nouvel article suivant :

« Le taux de l'impôt sur les sociétés est majoré de 30 p. 100 en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les fabrications d'armement.

« Pour les entreprises dont la fabrication d'armement n'est pas la seule activité, le bénéfice réalisé est considéré comme afférent aux fabrications d'armement dans la proportion du chiffre d'affaires réalisé par ces fabrications. »

M. Jacques Le Roy Ladurie. Mesdames, messieurs, comme l'indique l'exposé des motifs de l'amendement que j'ai l'honneur de soutenir, celui-ci est destiné à procurer au Gouvernement les ressources nécessaires pour le rétablissement de la retraite du combattant. (*Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs à gauche et au centre.*)

Au cours de son audition par la commission des finances, un membre particulièrement qualifié du Gouvernement a déclaré que la suppression de la retraite du combattant résultait d'une décision du Gouvernement et non pas de telle ou telle considération d'ordre budgétaire.

Cette déclaration m'a semblé très importante ! Elle m'amène à poser publiquement au Gouvernement, devant l'Assemblée nationale, la même question : si le Parlement créait la ressource que lui suggère mon amendement ou toute autre ressource, le Gouvernement prendrait-il l'engagement d'affecter cette ressource au rétablissement de la retraite du combattant ?

Bien entendu, si le Gouvernement ne nous donnait pas une réponse affirmative, je retirerais purement et simplement mon amendement. En effet, il serait alors bien prouvé que c'est la décision de l'ensemble du Gouvernement qui a prévalu pour que la retraite du combattant ne figure plus aujourd'hui dans les textes budgétaires.

M. Roger Devemy. Vous connaissez d'avance la réponse !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances a rejeté l'amendement de M. Le Roy Ladurie, estimant que cette question relevait beaucoup plus d'une disposition budgétaire que de la réforme fiscale.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le problème que pose l'amendement de M. Le Roy Ladurie sera examiné par l'Assemblée au cours de la discussion du budget de 1960.

C'est d'ailleurs un problème gouvernemental au sujet duquel le secrétaire d'Etat aux finances, dont la responsabilité n'est pour le moment engagée que pour le projet de loi en discussion, n'est pas en état de fournir à M. Le Roy Ladurie les réponses qu'il sollicite.

M. le président. La parole est à M. Le Roy Ladurie.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Bien entendu, comme je n'ai aucune raison de créer une recette supplémentaire qui ne serait pas affectée au financement de la retraite du combattant, je retire mon amendement. (*Vives protestations au centre, à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. le président. Ecoutez M. Le Roy Ladurie qui n'a pas terminé ses explications.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Je m'explique.

L'amendement prévoit une majoration de 30 p. 100 sur les bénéfices des sociétés d'armement et l'exposé des motifs précise que le produit de cette majoration devra servir au rétablissement de la retraite du combattant.

M. Roger Devemy. Vous savez bien qu'il n'existe pas de recettes affectées !

M. Jacques Le Roy Ladurie. Je ne demande pas mieux que de maintenir mon amendement, mais je voudrais être assuré que le Gouvernement n'encasiera pas le produit de l'impôt nouveau sans rétablir la retraite du combattant. (*Exclamations sur de nombreux bancs.*)

Soit ! Je maintiens mon amendement. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. le président. M. Le Roy Ladurie maintient son amendement n° 191 qui est repoussé par la commission et le Gouvernement. Je vais mettre cet amendement aux voix.

M. Tony Larue. Nous demandons le scrutin.

M. le président. M. Leenhardt étant absent, seul M. René Schmitt est qualifié pour demander le scrutin au nom du groupe socialiste.

M. Tony Larue. M. René Schmitt vient d'être appelé chez les questeurs.

M. le président. En l'absence de M. René Schmitt, je ne peux accepter votre demande de scrutin. L'amendement ne sera donc pas mis aux voix par scrutin. (*Protestations à l'extrême gauche.*)

M. Jacques Le Roy Ladurie. Je me permets de préciser que nos collègues socialistes ont voté contre mon amendement en commission des finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement souhaite que pour la qualité des travaux de l'Assemblée nationale concernant la réforme fiscale...

M. René Schmitt (rentrant en séance). Je demande le scrutin ! (*Exclamations et rires.*)

M. le président. Monsieur Schmitt, n'interrompez pas !

La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. La parole est au secrétaire d'Etat aux finances à condition qu'il puisse s'exprimer. (*Sourires.*)

Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de compliquer un débat qui est important, et dont le bon déroulement est favorable à l'atmosphère de travail de l'Assemblée nationale, par des incidents qui sont d'un ordre tout à fait différent et qui relèvent d'une discussion qui, de toute manière, aura lieu dans quelques semaines.

Je demande à M. Le Roy Ladurie s'il proposera, lorsque s'engagera le débat sur les anciens combattants, un amendement sur le financement des chambres d'agriculture.

Il n'est vraiment pas souhaitable, pour la dignité des travaux parlementaires, à l'occasion d'un projet de loi connu de tous, étudié par tous, de faire intervenir des problèmes différents qui, de toute manière, ne sauraient être débattus maintenant. En effet, on propose de créer une dépense nouvelle, à inscrire ou non dans le budget de 1960, et qui n'a, en tout cas, aucun rapport avec la réforme fiscale.

M. le président. La parole est à M. Le Roy Ladurie.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Puisque le Gouvernement prend l'engagement de reprendre la question. (*Protestations au centre.*)

Hier, à la commission des finances, devant les représentants de toutes les fractions politiques, moins les communistes, j'ai été le seul à voter pour mon amendement. Il faudrait être honnête !

Si le Gouvernement, comme il vient de le déclarer à l'instant, prend l'engagement de réexaminer la question lors des prochaines discussions budgétaires et de nous permettre ainsi de rétablir la retraite du combattant, je n'ai plus aucune raison de maintenir mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 191 de M. Le Roy Ladurie est retiré.

M. René Dejean. Je demande la parole.

M. le président. Est-ce pour répondre au Gouvernement, monsieur Dejean ?

M. René Dejean. Monsieur le président, je reprends l'amendement de M. Le Roy Ladurie.

M. Jacques Le Roy Ladurie. Vos amis l'ont repoussé en commission des finances !

M. le président. Monsieur Dejean, vous devriez savoir, vous qui êtes un spécialiste du règlement, que vous n'avez pas le droit de reprendre l'amendement de M. Le Roy Ladurie, le délai qui nous était imparti pour déposer des amendements au projet de loi étant expiré hier à minuit.

En effet, l'article 99 du règlement à la rédaction duquel vous avez contribué (*Rires et applaudissements à droite*) dispose en son premier paragraphe :

« Des amendements peuvent être présentés par les députés aux textes servant de base à la discussion dans un délai de quatre jours de séance suivant la distribution du rapport ».

L'amendement de M. Le Roy Ladurie étant retiré, vous ne pouvez le reprendre.

M. René Dejean. J'ai pourtant le droit de déposer un amendement !

M. le rapporteur général. Non !

M. le président. Monsieur Dejean, vous n'avez plus la parole ! (*Protestations à l'extrême gauche.*)

[Article 26.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 23.

TITRE II

Imposition des entreprises industrielles et commerciales et impôt sur les sociétés.

« Art. 26. — 1. Les dispositions de l'article 38 (§ 3) (3^e, 4^e et 5^e alinéas) du code général des impôts relatives au régime des décentes ou dotations sur stocks cessent d'être applicables à raison des variations de prix postérieures au 30 juin 1959.

« 2. En ce qui concerne les exercices clos à partir de la publication de la présente loi, les stocks doivent, pour la détermination des bénéfices des entreprises exerçant une activité industrielle ou commerciale, être uniformément évalués au prix de revient ou au cours du jour à la clôture de l'exercice, si ce cours est inférieur au prix de revient.

« Toutefois, jusqu'à la clôture du deuxième exercice arrêté après la publication de la présente loi, mais au plus tard le 31 décembre 1961, les entreprises pourront pratiquer ou compléter, en franchise d'impôt, par voie de dotation au passif du bilan, la réduction calculée en conformité avec l'article 38 (§ 3) du code général précité, en fonction des variations de prix intervenues jusqu'au 30 juin 1959.

« 3. En ce qui concerne les variations de prix postérieures au 30 juin 1959, lorsque, pour une matière ou un produit donné, il est constaté, au cours d'un quelconque des exercices clos postérieurement à cette date, une hausse de prix supérieure à 10 p. 100, l'entreprise peut pratiquer, en franchise d'impôt, une provision pour hausse de prix correspondant à la fraction de cette hausse excédant 10 p. 100.

« La provision pratiquée à la clôture d'un exercice est rapportée de plein droit aux bénéfices imposables de l'exercice en cours à l'expiration de la sixième année suivant la date de cette clôture.

« Les modalités d'application du présent paragraphe seront fixées par décret ».

La parole est à M. Guillaïn.

M. Pierre Guillaïn. Mesdames, messieurs, inscrit dans la discussion de plusieurs articles, j'ai eu le plaisir — que vous avez certainement partagé — de renoncer à la parole parce que d'autres orateurs avaient, avant moi, exprimé ma pensée.

Je m'étonne qu'aucun député ne se soit inscrit pour protester contre l'iniquité que constituent les articles 26 et suivants du projet qui nous est soumis. Je vise tout particulièrement la décente et la dotation pour stocks. Et j'observe qu'il conviendrait de préciser ce que représentent exactement ces termes.

Si, dans un inventaire, au 1^{er} janvier, figurent deux articles à cinq francs, ils y sont bien inscrits pour dix francs. Mais si, au cours de l'exercice, le prix de ces articles a doublé, et si on les retrouve en fin d'exercice pour vingt francs, le fisc déclare : vous avez gagné dix francs, je vous taxe.

Il a été dit hier, au cours du débat, qu'il n'y avait là qu'une avance de trésorerie. C'est évident ; mais, jusqu'à présent, elle n'était pas taxable. On a aussi affirmé hier que le bénéfice des dispositions en vigueur continuait à jouer pour des stocks qui n'étaient pas reconstitués.

J'ai le devoir de rappeler que le code général des impôts — annexe I, titre I^{er}, première partie, en ses articles 4 et suivants — prévoit des délais au-delà desquels le bénéfice des dispositions de son article 38 n'est plus maintenu.

Je m'étonne, d'autre part, qu'un sort différent soit réservé aux réserves spéciales de réévaluation et aux décentes et dotations pour stocks qui tirent leur origine exactement du même fait.

Dans ces conditions, je demande à l'Assemblée de rejeter purement et simplement les articles 26 et 27, affirmant — et m'offrant à en donner la preuve, le cas échéant — que l'article 40 de la Constitution ne saurait être opposé à cette demande de suppression.

M. le président. M. le rapporteur général, MM. Dorey et Courant, au nom de la commission des finances, ont déposé à cet article un amendement n° 65 ainsi conçu :

« Dans le premier alinéa du paragraphe 3, remplacer les mots : « au cours d'un quelconque des exercices », par les mots : « au cours d'une période ne pouvant excéder deux exercices successifs ».

La parole est à M. Courant.

M. Pierre Courant. Il s'agit simplement de substituer à une référence assez rigide à un seul exercice, une référence un peu plus souple portant sur deux exercices successifs, clos postérieurement à la date envisagée.

Cette modification est de nature à assouplir le système et je crois que le Gouvernement acceptera la référence proposée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 65.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi d'un amendement n° 146 présenté par M. Félix Gaillard et tendant à compléter le 2^e alinéa du paragraphe 3 de l'article 26 par la phrase suivante :

« Toutefois, la réintégration dans les bénéfices pourra être effectuée après la sixième année dans les secteurs professionnels où la durée normale de rotation des stocks est supérieure à trois ans ».

L'amendement est-il soutenu ?

M. le rapporteur général. Cet amendement a été adopté par la commission qui, naturellement, le soutient devant l'Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à cet amendement qui vise des cas particuliers dans lesquels la durée normale de rotation des stocks excède trois ans.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 146 de M. Gaillard.

M. Robert Ballanger. Nous votons contre.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 26 modifié par les deux amendements qui viennent d'être adoptés.

M. Pierre Guillaïn. Je vote contre.

M. Robert Ballanger. Nous votons contre.

M. Tony Larue. Nous votons également contre cet article.

(L'article 26 modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 27.]

M. le président. « Art. 27. — 1. Lorsque la réduction pratiquée à la clôture du dernier exercice arrêté avant la publication de la présente loi en vertu de l'article 38, paragraphe 3 (3^e, 4^e et 5^e alinéa), du code général des impôts aura été opérée par voie de décente, les entreprises devront, à la clôture du premier exercice suivant, inscrire le montant de la décente correspondante à un compte de dotation au passif de leur bilan.

« 2. En ce qui concerne les entreprises pouvant, en vertu de la législation existante, prétendre à la constitution, en franchise d'impôt, de provisions pour fluctuation des cours, les dotations sur stocks figurant au bilan de leur dernier exercice arrêté avant la publication de la présente loi ou les décentes pratiquées sur l'évaluation du stock existant à la clôture dudit exercice devront, avant l'expiration du troisième mois suivant la date de ladite publication, être inscrites au compte de provisions pour fluctuations des cours et réputées constituées comme telles à concurrence de la différence entre la limite maximum de ces provisions calculées à la date de cette clôture dans les conditions fixées aux articles 7 et 8 de l'annexe III au code général des impôts et le montant des provisions de même nature figurant au bilan établi à la même date.

« La dotation sur stocks éventuellement constituée par les entreprises visées ci-dessus, à la clôture d'un exercice ultérieur, suivant les modalités fixées au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 26, sera, le cas échéant, immédiatement virée au compte de provisions pour fluctuations des cours à concurrence de la somme nécessaire pour compléter le montant de ces provisions à la limite maximum calculée à la date de cette clôture, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. »

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 27.

(L'article 27, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. L'Assemblée voudra sans doute suspendre ses travaux pendant quelques minutes. (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures cinq minutes, est reprise à dix-sept heures vingt-cinq minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

[Article 28.]

M. le président. « Art. 28. — Le deuxième alinéa du 5^e de l'article 39, § 1, du code général des impôts est complété comme suit :

« Ou des matières premières acquises sur le territoire national et dont les prix sont étroitement liés aux variations des cours internationaux ».

M. Pierre Villon a déposé un amendement n° 119 tendant à supprimer cet article.

La parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. Mesdames, messieurs, une des caractéristiques du système fiscal français est qu'il permet aux sociétés, par le jeu des provisions, des dotations et autres formes de présentation du bilan, de soustraire légalement à l'impôt une partie importante de leurs bénéfices.

Il s'agit de véritables privilèges qui heurtent les contribuables dont les revenus sont intégralement imposés, à savoir ceux qui perçoivent des salaires ou des traitements. Ce sont ces derniers qui, en fin de compte, supportent la charge dont on dégrève les sociétés capitalistes.

Ces dégrèvements permettent, en outre, aux sociétés capitalistes de concurrencer plus facilement les petits producteurs, les commerçants imposés au forfait et qui ne bénéficient pas des mêmes avantages.

Or, l'article 28 crée un nouveau privilège au profit des sociétés capitalistes. En effet, il permet de constituer des provisions en franchise d'impôt pour fluctuation des cours non plus seulement des matières premières importées mais encore des matières premières achetées sur le territoire national et dont le prix est lié aux variations des cours internationaux.

Partisans de la justice fiscale, défenseurs des contribuables qui vivent de leur travail, nous estimons qu'il faut empêcher la création de ce nouveau privilège. C'est pourquoi nous proposons à l'Assemblée d'abroger l'article 28. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission s'est opposée à l'amendement de M. Villon.

M. le président. Et le Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement également.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 119 de M. Villon, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 28.

(L'article 28, mis aux voix, est adopté.)

[Article 29.]

M. le président. « Art. 29. — Pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, sont exclues des charges déductibles visées à l'article 39 du code général des impôts, qu'elles soient supportées directement par l'entreprise ou sous forme d'allocations forfaitaires ou de remboursements de frais :

— les dépenses et charges de toute nature ayant trait à l'exercice de la chasse ainsi qu'à l'exercice non professionnel de la pêche ;

— les charges, à l'exception de celles ayant un caractère social, résultant de l'achat, de la location ou de toute autre opération faite en vue d'obtenir la disposition de résidence de plaisance ou d'agrément, ainsi que de l'entretien de ces résidences.

« Ces dispositions trouveront, pour la première fois, leur application en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques afférent à l'année 1959 ou de l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices de l'année 1959 ou du premier exercice clos après la publication de la présente loi. »

MM. Degraeve, Falala, Tomasini, Nou, Bernasconi, Duillard ont déposé un amendement n° 139 corrigé tendant à compléter cet article par les nouvelles dispositions suivantes :

« XIX. — Par contre, une minoration de tout impôt frappant les entreprises industrielles et commerciales et les sociétés, est appliquée aux entreprises liées par un des contrats prévus au décret du 29 août 1959 à l'ensemble de leur personnel, à l'exception des apprentis, et le faisant bénéficier d'une participation aux bénéfices en sus et indépendamment des salaires légaux.

« Cette minoration est de 20 p. 100 du montant de l'impôt pour les entreprises ayant attribué l'année précédente une somme minimum de 100.001 francs par personne et par an. Elle est de 10 p. 100 pour les entreprises ayant attribué entre 50.000 et 100.000 francs par personne et par an.

« XX. — Pour assurer la compensation de la perte éventuelle de recettes le montant de l'impôt visé au paragraphe 1 ci-dessus pourra être relevé en ce qui concerne les entreprises n'ayant pas mis en application, à la date du 1^{er} janvier 1961, les mesures prévues par l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959. »

La parole est à M. Degraeve.

M. Jean Degraeve. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'amendement que j'ai l'honneur de défendre a pour but, d'une part, d'améliorer de façon importante le pouvoir d'achat de la classe ouvrière du secteur privé, d'autre part, de changer le climat social et d'éviter les grèves, enfin d'augmenter la productivité par un meilleur rendement dans les entreprises.

Malgré l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier et son décret d'application, je ne pense pas que beaucoup de patrons acceptent d'intéresser leur personnel à la vie de l'entreprise en le faisant participer aux bénéfices car, sincèrement, l'encouragement fiscal est trop faible, pour ne pas dire nul.

Voulez-vous deux exemples ?

Considérons une affaire moyenne, à forme de société anonyme, qui réalise un bénéfice de 20 millions et en répartit 25 p. 100 à son personnel. Quel avantage va-t-il résulter de cette opération pour l'entreprise ? Une exonération de 5 p. 100 sur la répartition du versement forfaitaire, soit 5 p. 100 sur 5 millions : 250.000 francs. Effort de l'Etat, 250.000 francs, effort de l'entreprise, 5 millions.

Considérons une affaire beaucoup plus importante, réalisant 1.500 millions de francs de bénéfices et répartissant 33 p. 100 de cette somme à son personnel, soit 500 millions; elle versera seulement 25 millions d'impôts en moins.

Que représentent pour ces deux affaires, considérant leur importance respective, ces minorations fiscales ? Pas grand-chose. Bien sûr, il y aura aussi l'exonération des cotisations de sécurité sociale sur la somme répartie, mais, au-dessus du plafond, l'avantage est nul.

On nous dira que l'Etat devra récupérer une perte de recette. Mais l'Etat ne perdra rien si l'amendement que je défends est adopté et je vais le démontrer.

Restons sur les mêmes bases. Pour une entreprise constituée en société anonyme réalisant 20 millions de francs de bénéfices et répartissant 5 millions au personnel à raison de plus de 100.000 francs par employé indépendamment des salaires, la perte de recette de l'Etat, égale à 20 p. 100 de l'impôt, soit 10 p. 100 sur 15 millions, atteindra 1.500.000 francs alors que l'effort de l'entreprise sera de 3.500.000 francs.

En réalité, l'effort fiscal de l'Etat qui, au départ, est de 1.500.000 francs, sera nul ou presque car les impôts indirects perçus sur les dépenses accrues des travailleurs lui permettront de récupérer une somme que j'estime au minimum à 20 p. 100 des 5 millions, soit 1 million. En définitive, l'effort de l'Etat ne sera que de 500.000 francs.

Pour cet effort en minoration, qui représente environ 10.000 francs par travailleur, l'Etat aura incité les entreprises à augmenter le pouvoir d'achat de la classe ouvrière de 100.000 francs au minimum. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Jean-Paul Palowski. Très bien !

M. Jean Degraeve. Dans le deuxième cas exposé par l'amendement, la répartition est la même, mais l'attribution à chaque employé est de 50.000 à 100.000 francs. Si l'on recourt aux mêmes arguments, on constate que l'effort de l'Etat diminuerait de moitié. En l'occurrence, il serait donc nul.

J'estime que, sur le plan social, l'expérience mérite d'être tentée.

Il serait inconcevable que le Gouvernement de la V^e République refusât une amélioration du pouvoir d'achat de la classe ouvrière (Applaudissements à gauche et au centre), la mesure que nous proposons n'ayant aucune incidence sur les prix.

Je souligne que cette minoration fiscale profitera également aux travailleurs, suivant le pourcentage de bénéfices revenant au personnel.

Que le Gouvernement totalise les impôts que payeront les entreprises bénéficiaires dans l'année qui vient et il constatera sans doute qu'il n'y aura aucune perte de recettes car, grâce à l'intéressement, le rendement sera meilleur et, par conséquent, le montant des bénéfices à déclarer plus élevé.

Vous me demanderez peut-être pourquoi nous avons choisi l'article 29 pour présenter cet amendement.

Nous avons jugé que l'Etat avait parfaitement raison de ne pas admettre dans les charges déductibles les dépenses ayant trait à l'exercice de la chasse ou de la pêche ainsi que les charges résultant de l'achat de résidences de plaisance ou d'agrément.

En revanche, nous avons estimé que l'Etat se devait d'encourager d'une façon plus substantielle les entreprises pratiquant l'intéressement.

Il faut inciter le patronat à faire l'effort nécessaire pour appliquer l'association massivement. (*Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.*) C'est pourquoi nous proposons cet amendement. Il convient, en particulier, de faire bénéficier d'une part importante des bénéfices les travailleurs dont le pouvoir d'achat sera amélioré, le climat social étant, de ce fait, radicalement changé ; il importe, en second lieu, de décider la grande majorité du patronat à accepter de bon cœur la formule de l'intéressement.

Si, mes chers collègues, vous adoptez l'amendement que nous vous proposons, il n'y aura plus de problème. Le résultat sera atteint très rapidement et de nombreux patrons accepteront librement d'intéresser leur personnel à la marche de l'entreprise.

Par la suite, si le résultat est favorable, nous devons penser aux autres secteurs de l'activité nationale. Il n'est pas impossible de trouver une formule pour le secteur public, pour l'agriculture ou pour les artisans. Il suffit de vouloir. Le temps des demi-mesures est passé, ce qu'il faut aujourd'hui, c'est la bonne volonté de tous, du Gouvernement qui encourage, des syndicats qui aident à la réalisation, des patrons qui acceptent, des travailleurs qui se sentent compris.

C'est à vous, mes chers collègues, qu'il est donné de concrétiser par vos votes l'espoir de la classe ouvrière en de meilleures conditions de vie, et qu'il appartient de créer en France, pour le bien de la nation, un meilleur climat social. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur quelques bancs à droite.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances, tout en reconnaissant l'esprit très généreux de cet amendement et en souhaitant également qu'une solution soit apportée au problème en cause, laisse l'Assemblée juge de sa décision.

M. Félix Kir. Autrement dit, c'est une approbation indirecte.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le problème posé par l'amendement de M. Degraeve et plusieurs de ses collègues dépasse le cadre fiscal puisqu'il touche aux modalités d'association des salariés aux résultats de l'entreprise.

Ce problème a reçu une première solution par l'ordonnance du 7 janvier 1959 et il est essentiel que les dispositions fiscales adoptées maintenant s'inscrivent dans une perspective d'ensemble.

Pour m'en tenir à un seul des inconvénients que présente le projet qui nous est soumis, j'indique qu'il donnerait à une entreprise un avantage d'autant plus important que le rapport de ses bénéfices à la masse des salaires payés serait lui-même plus élevé. L'amendement prévoit, en effet, une réduction de 20 p. 100 du montant de l'impôt en faveur des entreprises ayant attribué l'année précédente une somme de 100.000 francs par employé de sorte que certaines entreprises qui, par leur structure même et par leur nature, ont une part de salaires faible seraient avantagées par rapport à celles qui emploient beaucoup de main-d'œuvre et auraient une part de bénéfice moindre par rapport à l'importance de leur main-d'œuvre.

Il y a là des problèmes d'application extrêmement complexes qui exigent un examen d'ensemble par le Gouvernement. Je demande donc la réserve de l'article 29 et de l'amendement de M. Degraeve et de ses collègues de façon que nous puissions examiner les conditions de l'articulation des dispositions considérées avec celles de l'ordonnance du 7 janvier 1959.

M. le président. La parole est à M. Palewski.

M. Jean-Paul Palewski. Je demande au Gouvernement d'accepter l'amendement présenté par M. Degraeve et plusieurs de ses collègues. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Un immense espoir est né, dans la classe ouvrière, d'une part, et dans le patronat, d'autre part : la fin des luttes stériles au sein des entreprises est en vue grâce à l'amélioration des rapports entre salariés et employeurs. L'amendement de M. Degraeve qui tend à compléter les dispositions premières de l'ordonnance du 7 janvier 1959, nous permet, à nous parlementaires, d'apporter notre pierre à l'œuvre entreprise.

Je prie donc instamment le Gouvernement d'accepter cet amendement dont je demande qu'il soit mis aux voix par scrutin. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, maintenez-vous votre demande de réserve ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Oui, monsieur le président.

M. le président. En vertu de l'article 95 du règlement, la réserve est de droit.

En conséquence, l'article 29 et l'amendement de M. Degraeve sont réservés.

MM. Pleven et Szigeti ont déposé un amendement n° 108 tendant, après l'article 29, à insérer le nouvel article suivant :

« Il est interdit aux sociétés anonymes, aux sociétés en nom collectif par actions, aux sociétés à responsabilité limitée de posséder directement ou indirectement des biens fonciers principalement destinés à la chasse ou d'acquérir ou de louer des droits de chasse.

« Dans un délai de douze mois suivant la promulgation de la présente loi, lesdites sociétés devront aliéner les biens, droits ou baux susvisés. Le produit de la vente de ces biens, droits ou baux fera l'objet d'une inscription spéciale dans le compte de profits et pertes de l'exercice au cours duquel l'aliénation aura eu lieu et les sommes provenant de cette aliénation seront réparties aux actionnaires et assujetties aux impôts en vigueur.

« Les administrateurs et directeurs généraux seront personnellement et solidairement responsables de l'exécution de cette disposition.

« Les infractions au présent article seront sanctionnées par une amende dont le minimum sera égal à la valeur des biens ou droits considérés et le maximum égal au triple de cette valeur ».

La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. L'amendement que nous avons déposé tend à compléter l'article 29 qui a pour objet principal de permettre la réintégration dans les revenus imposables de dépenses somptuaires que certaines sociétés ont pris l'habitude de réaliser aux frais de leurs actionnaires.

L'article que nous proposons va plus loin que le texte gouvernemental, lequel a le grand inconvénient de pénaliser, non pas les coupables qui sont les administrateurs des sociétés en cause, mais les actionnaires qui sont les victimes d'une véritable dilapidation des fonds sociaux et d'un détournement de ces fonds pour l'achat de chasses, de pêches et pour d'autres objets qui n'ont rien à faire avec l'activité sociale.

C'est pourquoi nous vous demandons par l'amendement que j'ai déposé avec notre collègue Szigeti d'interdire désormais à des sociétés anonymes, à des sociétés en nom collectif par actions à des sociétés à responsabilité limitée de posséder directement ou indirectement des biens fonciers principalement destinés à la chasse, acquisition de domaines de chasse ou de droits de chasse. Il s'agit d'abus qui ont pris les proportions d'un scandale. Nous demandons que ces sociétés, dans un délai d'une année, soient obligées de liquider les propriétés et les droits en question dont le produit sera distribué aux actionnaires, bien entendu après paiement de tous les impôts en vigueur.

C'est un acte de moralité indispensable. Je demande à l'Assemblée de s'y associer. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Le rapporteur général s'associe aux paroles de M. Pleven et regrette que la commission n'ait pas très bien interprété le texte que notre collègue lui a soumis.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement partage les préoccupations de M. Pleven en ce qui concerne certaines déductions admises au titre des frais généraux. C'est pourquoi il a lui-même déposé un texte prévoyant l'interdiction de la déduction des dépenses afférentes à l'entretien des chasses, des pêches ou de certaines résidences secondaires lorsqu'elles ne sont pas affectées à des œuvres sociales.

M. Pleven propose d'aller plus loin et d'interdire à des sociétés d'une certaine structure la possession de chasses ou de pêches.

Sur ce plan, le Gouvernement laisserait volontiers l'Assemblée juge. J'indique toutefois qu'il me paraît difficile que ce problème soit réglé dans le cadre du débat en cours, car il s'agit d'une disposition qui n'est pas d'ordre fiscal. Si M. Pleven maintient son intention, il serait plus normal que ce soit sous la forme d'une proposition spéciale de modification du droit des sociétés, car je ne vois pas comment la loi de réforme fiscale pourrait contenir une disposition précédant d'une telle préoccupation.

En tout cas, je le répète, le Gouvernement laisse sur ce point l'Assemblée juge.

M. Henri Fabre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Fabre.

M. Henri Fabre. J'approuve l'amendement de M. Pleven, mais je souhaite qu'il s'applique également aux sociétés nationalisées. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs.*)

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Pleven ?

M. René Pleven. Je le maintiens, car je considère que le droit des sociétés n'est pas en cause. Il s'agit de mettre fin à des abus qui scandalisent les honnêtes gens, qui se commettent au détriment des actionnaires et du Trésor.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 108 de M. Pleven.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

[Article 30.]

M. le président. « Art. 30. — 1. L'amortissement des biens d'équipement, autres que les immeubles par nature, acquis ou fabriqués à compter du 1^{er} janvier 1960 par les entreprises industrielles pourra être calculé suivant un système d'amortissement dégressif, compte tenu de la durée d'amortissement en usage dans chaque nature d'industrie. Un décret en conseil d'Etat fixera les modalités et les plafonds de l'amortissement dégressif par référence au taux de l'amortissement linéaire tel qu'il résulte de la législation existante.

« Cessent d'être applicables, pour tous les biens acquis ou fabriqués à compter de la même date les amortissements accélérés résultant des dispositions des articles 39-1^{er}-2^o (3^e et 4^e alinéa) et 39 septies du code général des impôts et, sous réserve des dispositions transitoires de l'article 41 de la présente loi, les amortissements accélérés actuellement admis en faveur de certaines catégories d'entreprises, de matériels ou d'outillages.

« 2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus sont applicables dans les mêmes conditions aux investissements hôteliers meubles et immeubles ».

M. le rapporteur général et **M. Marcellin**, au nom de la commission des finances, ont déposé un amendement n° 67 qui tend à remplacer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « autres que les immeubles par nature », par les mots : « autres que les immeubles d'habitation, les chantiers et les locaux servant à l'exercice de la profession ».

La parole est à M. Marcellin.

M. Raymond Marcellin. Mon texte est un simple amendement de rédaction juridique. Il tend à préciser la nature des immeubles qui ne peuvent bénéficier de l'amortissement dégressif.

Mon amendement a obtenu l'agrément du Gouvernement. Il a pour objet de remplacer les mots : « autres que les immeubles par nature », par les mots : « autres que les immeubles d'habitation, les chantiers et les locaux servant à l'exercice de la profession ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est d'accord.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 67, présenté par M. le rapporteur général et M. Marcellin, accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. M. Francis Leenhardt a présenté un amendement n° 201 tendant à insérer, dans la deuxième phrase du

premier alinéa, après les mots : « un décret en conseil d'Etat », les mots : « pris après avis d'une commission spéciale constituée au sein du Conseil économique ».

La parole est à M. Tony Larue, pour soutenir l'amendement.

M. Tony Larue. Il serait dangereux du point de vue économique et contraire aux intérêts du Trésor public que n'importe quel matériel puisse être amorti suivant le système dégressif que nous propose le Gouvernement.

C'est pourquoi, par l'amendement n° 201, nous suggérons d'associer le conseil économique et social à l'élaboration des modalités à intervenir.

D'autre part, je veux souligner que nous doutons que le développement des investissements dont parle le Gouvernement dans son exposé des motifs puisse se réaliser, car il n'est pas fait obligation de réemployer les amortissements qui auront été ainsi pratiqués.

C'est pour n'avoir pas prévu le réemploi de la décote pour stocks que nous nous sommes trouvés dans l'obligation de dénoncer des abus aberrants.

Enfin, j'attire l'attention de l'Assemblée nationale sur le fait que le système qui nous est proposé risque d'être générateur d'inflation.

C'est pourquoi nous demandons, dans l'amendement n° 200, de compléter l'article 30 par le nouveau paragraphe suivant :

« Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour effet d'introduire dans les coûts des prix de revient des charges d'amortissement s'écartant sensiblement de celles qui peuvent être considérées comme normales, compte tenu des facteurs économiques et techniques qui influent sur la durée de vie et le rythme de dépréciation des équipements. »

Nous demandons également que soit ajouté à cet article un paragraphe ainsi libellé :

« Le bénéfice des dispositions qui précèdent est réservé aux seules entreprises qui auront procédé à la révision de leurs bilans. »

M. le président. M. Tony Larue, vous êtes intervenu sur l'amendement n° 200 alors que je vous avais donné la parole sur l'amendement n° 201.

M. Tony Larue. Monsieur le président, je suis intervenu à la fois sur les amendements n° 200, 201 et 202, pour ne pas avoir à reprendre la parole.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances a repoussé les amendements n° 200 et 201.

En particulier, elle a repoussé l'amendement n° 201, parce qu'elle considère que la consultation d'une commission supplémentaire ne devant donner qu'un avis est susceptible d'alourdir et de retarder la définition des modalités du nouveau système d'amortissement.

De surcroît, on peut penser que le Gouvernement fera du régime d'amortissement dégressif un usage aussi tentant pour les entreprises que celui de l'amortissement accéléré.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement demande également à l'Assemblée de repousser ces deux amendements.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 201 présenté par M. Leenhardt ?

(*Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement mis aux voix, par assis et levé, n'est pas adopté.*)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Anthonioz, au nom de la commission des finances, ont déposé un amendement n° 66 qui tend à compléter le premier paragraphe de l'article 30 par le nouvel alinéa suivant :

« Ces modalités d'amortissement correspondent à une utilisation quotidienne traditionnelle quant à la durée ; dans le cas d'utilisation continue des matériels considérés, les taux d'amortissement seront majorés ».

La parole est à M. Anthonioz.

M. Marcel Anthonioz. Je souscris pleinement aux dispositions nouvelles visant l'amortissement mais je souligne que celles-ci ne concernent que l'usage normal des matériels considérés et qu'il est bon de tenir compte également du fait qu'il est des

matériels qui, dans certaines industries, travaillent vingt-quatre heures par jour.

C'est pourquoi je demande que soit ajouté *in fine*, au premier paragraphe de l'article 30, les dispositions prévues par mon amendement qui ont d'ailleurs reçu l'agrément de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. Robert Ballanger. Nous voterons contre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 66 de M. Anthonioz, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Leenhardt a déposé un amendement n° 200 tendant à compléter l'article 30 par le nouveau paragraphe suivant :

« Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour effet d'amortir dans les coûts des prix de revient des charges d'amortissement s'écartant sensiblement de celles qui peuvent être considérées comme normales, compte tenu des facteurs économiques et techniques qui influent sur la durée de vie et le rythme de dépréciation des équipements. »

Cet amendement a déjà été soutenu par M. Tony Larue.

M. Marcel Anthonioz. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Anthonioz.

M. Marcel Anthonioz. Je m'excuse auprès de notre collègue M. Tony Larue mais il y a dans son esprit et dans la pensée de M. Leenhardt une confusion entre les notions de prix de revient et de prix de vente.

Il n'est pas pensable — ce serait véritablement une atteinte au principe — que l'on prétende que l'amortissement, partie des frais généraux, quelle que soit sa forme, ne doit pas intervenir dans l'établissement du prix de revient. C'est pourquoi je suis contre l'amendement de M. Leenhardt.

M. Tony Larue. Etant donné que vous allez avoir des charges d'amortissement considérables dans certaines entreprises, vous allez bien aboutir à une augmentation des prix. Sinon, vous auriez une perte.

M. Marcel Anthonioz. Je m'excuse de ce dialogue.

Je discute actuellement le principe en vertu duquel M. Tony Larue vient affirmer ici qu'un élément complémentaire de frais généraux ne peut pas être retenu pour l'établissement du prix de revient. C'est ce qu'en définitive veut dire implicitement l'amendement soutenu par M. Tony Larue. C'est pourquoi — et je m'en excuse — je le considère personnellement comme inacceptable.

Je n'ai pas pour l'instant à apprécier si les industriels ou commerçants considérés vont avoir ou non des bénéfices, cela dépend de la marge dont ils disposeront, et cela les concerne. Je m'en tiens à une question de principe : l'amendement s'oppose à ce que l'on retienne cet élément supplémentaire des frais généraux que constitue l'amortissement pour l'établissement du prix de revient.

En m'élevant contre cet amendement, je ne crois d'ailleurs pas innover, car nous l'avons repoussé en commission des finances.

M. le président. La parole est à M. Tony Larue.

M. Tony Larue. Vous confirmez en somme, monsieur Anthonioz, que vous ne voulez pas intervenir dans un débat qui intéresse l'Assemblée, en ce sens que le Trésor public risque d'être frustré d'une partie des impôts qu'il devrait normalement percevoir et que l'augmentation des prix qui résultera d'amortissements plus importants est de nature à remettre en cause la stabilité monétaire à laquelle nous tenons tous. (Exclamations à droite.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission et du Gouvernement ?

M. le rapporteur général. La commission est hostile à l'amendement.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement en demande le rejet.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 200 de M. Leenhardt, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Francis Lenhardt a déposé un amendement n° 202 tendant à compléter l'article 30 par le nouveau paragraphe suivant : « Le bénéfice des dispositions qui précèdent est réservé aux seules entreprises qui auront procédé à la révision de leurs bilans ».

Cet amendement a déjà été soutenu par M. Tony Larue.

Le Gouvernement et la commission ont déjà donné leur avis. L'un et l'autre repoussent l'amendement.

Je mets aux voix l'amendement n° 202 de M. Leenhardt, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30, modifié par les amendements qui ont été adoptés.

(L'article 30, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 30.]

M. le président. Je suis saisi d'un amendement n° 68 présenté par M. le rapporteur général et M. Pierre Courant, au nom de la commission des finances, et tendant à insérer, après l'article 30, le nouvel article suivant :

« Il est ajouté au code général des impôts un article 210 quinquies :

« Art. 210 quinquies. — Les amortissements non pratiqués en période bénéficiaire peuvent être reportés sur un ou plusieurs exercices de la période d'amortissement ».

La parole est à M. Pierre Courant pour soutenir l'amendement.

M. Pierre Courant. Mes chers collègues, c'est encore un amendement destiné à rendre un peu plus souple un système qui me paraît trop rigide. J'ai surtout pensé au cas de sociétés qui peuvent se trouver avoir quelques bénéfices mais être amenées à employer ces bénéfices à des distributions de dividendes.

Si elles appliquent la faculté donnée par le Gouvernement dès la première année, elles peuvent être amenées, par conséquent, à supprimer leurs dividendes. Je demande donc — et je crois que la commission et le Gouvernement l'ont accepté — la possibilité pour ces sociétés d'ajourner leurs amortissements sans perdre leur droit. Le Gouvernement n'y perdra rien. Au contraire, puisque, au point de vue trésorerie, il aura l'avantage de percevoir des impôts dans les premières années.

Si les sociétés ne sont pas bénéficiaires au cours des années suivantes, c'est elles qui perdront le droit au bénéfice des mesures précisées par la réforme fiscale.

Si, au contraire, leurs bénéfices s'amplifient, elles pourront bénéficier de l'application de la loi.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est défavorable à l'amendement déposé par M. Courant. En effet, il se préoccupe de rapprocher le régime des amortissements de la vie réelle des entreprises et surtout des biens amortissables.

L'amortissement dégressif est un avantage qui doit être donné aux entreprises pour les inciter à investir. C'est un avantage qui doit être limité à l'acquisition effective des biens et à la durée effective d'utilisation et de dépréciation de ceux-ci.

On nous suggère une interprétation tout à fait différente. On nous propose de faire une sorte de masse globale des amortissements, masse que les entreprises auraient la faculté de répartir sur plusieurs exercices successifs, ce pour leur permettre de rester en position bénéficiaire, de distribuer leurs dividendes et de reporter leurs amortissements à des exercices ultérieurs où cette position ne pourrait pas être maintenue.

Il est souhaitable que les entreprises puissent rester en situation bénéficiaire, mais si elles se mettent dans cette position on ne peut pas leur maintenir le droit à l'amortissement pour le même exercice en leur permettant de transférer ce droit sur un autre exercice qui serait moins bénéficiaire.

Si nous cherchons à faire adopter le régime de l'amortissement dégressif, c'est dans un but de progrès, pour favoriser le développement des investissements et des équipements industriels. Cela ne signifie pas qu'on puisse faire une masse globale des droits d'amortissement et les répartir à sa convenance sur plusieurs exercices.

C'est pourquoi, dans un souci de santé économique et de correcte application du régime des amortissements, le Gouvernement demande à l'Assemblée de repousser l'amendement de M. Courant.

M. le président. La parole est à M. Courant.

M. Pierre Courant. Après avoir examiné l'amendement et entendu mes explications, la commission avait retenu mon texte, et je ne vois pas que les observations du Gouvernement soient décisives.

Il ne s'agit pas de renoncer à l'exercice d'un droit. En réalité, il s'agit seulement d'en ajourner l'application.

Le droit existe. Une société peut exercer son droit en appliquant les dispositions de la loi dès la première année. Mon amendement lui donnerait la possibilité d'ajourner l'application de ce droit pour le cumuler avec celui qu'elle aura la seconde année. Je n'en vois vraiment pas l'inconvénient.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous signale très sincèrement les conséquences que pourrait avoir l'application stricte de ce texte à certaines sociétés qui, par exemple, sont obligées de faire de très gros investissements pour remplir parfois, il faut bien le dire, une espèce de service public, car certaines sociétés font, dans les départements d'outre-mer ou ailleurs, des investissements qui ont une grande importance du point de vue national. Si vous les forcez à se conformer à la loi à la cadence que vous indiquez, elles seront obligées ou bien de renoncer à leurs investissements, ou bien de supprimer le tout petit dividende qui est un élément très important de leur crédit. Cela me paraît très regrettable et je crois que, du point de vue économique, les effets en seront mauvais.

C'est pourquoi j'avais proposé cette faculté de transfert. Je ne crois pas que vous puissiez y trouver le moindre inconvénient, ni du point de vue de la trésorerie, puisque, tout au contraire, la perception de l'impôt sera plus rapide et la rentrée de l'impôt supérieure, ni du point de vue de votre intérêt financier.

Il est possible que certaines sociétés perdent leur droit, du fait qu'elles ne l'auront pas exercé la première année et qu'elles n'auront plus une position bénéficiaire les années suivantes.

Il est donc difficile de comprendre la position très doctrinale, très dogmatique, mais sans souplesse et sans souci des intérêts économiques, qu'adopte le Gouvernement.

Je m'excuse d'être en désaccord avec lui à cet égard, et je demande à l'Assemblée de suivre l'avis de la commission des finances, qui me paraît très raisonnable.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. Antoine Pinay, ministre des finances et des affaires économiques. L'amortissement est en effet un droit, mais un droit utilisable dans l'exercice même.

On m'a assez souvent accusé, dans cette Assemblée, de défendre les commerçants et les industriels, pour que, cette fois, on veuille bien me suivre lorsque je déclare que M. Courant va vraiment trop loin dans cette voie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 68 de M. le rapporteur général et M. Courant, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Sanson ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 69 tendant à insérer, après l'article 30, le nouvel article suivant :

« Le premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 4 du décret n° 59-1003 du 17 août 1959 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« En cas de cession ou de cessation totale d'entreprise ou de décès de l'exploitant, les sommes dont l'imposition a été provisoirement différée en application des dispositions de l'article 39 octies du code général des impôts doivent être rapportées en totalité aux bénéfices imposables de l'exercice au cours duquel est intervenu le changement.

« En cas de cession affectant spécialement l'exploitation de l'établissement de vente du bureau d'études ou du bureau de renseignements installé à l'étranger ou de suppression dudit établissement ou bureau ainsi qu'en cas de modification survenant dans son mode d'exploitation et propre à l'exclure du champ d'application de l'article susvisé, les sommes dont l'imposition a été provisoirement différée en application de ces dispositions doivent être rapportées, par fractions égales, aux bénéfices imposables de trois exercices consécutifs à partir de l'exercice au cours duquel est intervenu le changement, sans que puisse être dépassé le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 39 octies du code général des impôts ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet article additionnel tend à modifier le régime fiscal dont bénéficient les entreprises qui précèdent à l'installation d'un magasin de vente ou d'un bureau d'études à l'étranger.

M. Sanson propose qu'en cas de cession affectant seulement celles de ces installations qui sont à l'étranger, elles continuent à bénéficier d'un délai pour réintégrer à leurs bénéfices taxables les frais d'installation qu'elles avaient été autorisées à déduire. La commission a suivi M. Sanson et vous propose l'adoption de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 69 de M. le rapporteur général et de M. Sanson.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 31.]

M. le président. « Art. 31. — 1. Les entreprises visées aux articles 34 et 35 du code général des impôts sont tenues, lorsque leur chiffre d'affaires, ajusté à l'année, réalisé au cours de l'un des trois derniers exercices clos avant la publication de la présente loi, est supérieur à 500 millions de francs, de procéder, avant l'expiration d'un délai de deux ans partant de ladite publication, à la révision de l'ensemble des éléments de leur bilan suivant les règles tracées par l'article 46 du même code, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du paragraphe 2 ci-après.

« 2. Les valeurs inscrites au bilan après révision seront obligatoirement celles résultant de l'application de l'article 46 précité et déterminées, le cas échéant, en fonction d'indices qui seront fixés par décret compte tenu de l'évolution des prix intervenue jusqu'au 30 juin 1959.

« Toutefois, les entreprises peuvent, dans la limite de 25 p. 100, pratiquer, pour tout ou partie de leurs immobilisations, un abattement sur les valeurs ainsi déterminées.

« 3. En cas d'infraction aux prescriptions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les entreprises seront passibles d'une astreinte égale à 2 p. 1.000 du chiffre d'affaires, ajusté à l'année, réalisé au cours du dernier exercice clos avant la publication de la présente loi.

« Cette astreinte sera constatée et recouvrée chaque année dans les conditions prévues à l'article 1742 du code général des impôts.

« Les réclamations concernant l'application de l'astreinte seront présentées, instruites et jugées conformément aux articles 1931 et suivants du code susvisé. »

M. Trébosc a déposé un amendement n° 14 tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe 1^{er} de cet article :

« Les entreprises privées visées aux articles 34 et 35 du code général des impôts sont tenues, lorsque la moyenne annuelle de leur chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices clos avant la publication de la présente loi est supérieure à 500 millions de francs... » (le reste sans changement).

La parole est à M. Trébosc.

M. Albert Trébosc. Mon amendement a pour objet de faire porter le calcul de l'estimation du bénéfice supérieur à 500 millions de francs sur la moyenne des trois années précédant la publication de la loi, ce qui me paraît beaucoup plus équitable que de le faire porter sur un seul exercice.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est d'accord.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement laisse l'Assemblée juger.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14 de M. Trébosc.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Dorey ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 70 ainsi conçu :

« I. — Dans le paragraphe 1, premier alinéa, substituer aux mots :

« avant l'expiration d'un délai de deux ans » les mots : « avant l'expiration d'un délai de trois ans ».

« II. — Rédiger ainsi le dernier alinéa du paragraphe 2 :

« Toutefois, les entreprises peuvent pratiquer, pour tout ou partie de leurs immobilisations, un abattement sur les valeurs ainsi déterminées. Sauf justification fournie par le contribuable, cet abattement ne pourra excéder 25 p. 100.

« III. — Compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant :

« Le Gouvernement, par décret pris avant le 1^{er} juillet 1960, fixera les définitions et les règles d'évaluation auxquelles les entreprises sont tenues de se conformer. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission demande à l'Assemblée d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la première partie — paragraphe I — de l'amendement n° 70 de M. le rapporteur général et M. Dorey. Je consulterai l'Assemblée ultérieurement sur les deux autres parties de cet amendement.

(La première partie de l'amendement, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. M. Dreyfous-Ducas a déposé un amendement, n° 227 rectifié, tendant à compléter le paragraphe 1^{er} de l'article 31 par le nouvel alinéa suivant :

« Un décret fixera les conditions dans lesquelles les sociétés concessionnaires de services publics seront soumises à l'obligation de procéder à la révision de certains éléments de leur bilan. »

La parole est à M. Dreyfous-Ducas.

M. Daniel Dreyfous-Ducas. Le texte actuel de l'article 31 laisse de côté le cas très particulier des sociétés concessionnaires des différentes collectivités publiques. L'objet de mon amendement est de permettre au Gouvernement de prendre par décret des dispositions spéciales prévoyant que la révision de bilans de ces sociétés portera seulement sur la part qui appartient en propre aux dites sociétés et non pas sur celle qui reviendra ultérieurement à la puissance concédante. C'est le cas non seulement des chemins de fer mais aussi des entreprises de transports urbains et celui des concessionnaires de travaux publics, d'Electricité de France, de Gaz de France, etc.

Nous retrouverons d'ailleurs ces mêmes dispositions tout à l'heure lors de la discussion de l'article 43 en ce qui concerne la taxe de 3 p. 100 pour laquelle je proposerai des dispositions analogues.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 227 rectifié de M. Dreyfous-Ducas.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Burlot ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 71 qui tend à insérer, après le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 31, l'alinéa suivant :

« Ces indices seront basés sur les valeurs essentielles touchant à l'activité industrielle, commerciale et financière, notamment celles de l'outillage, des bâtiments et du portefeuille. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission vous demande d'adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement préfère qu'on s'en tienne à son texte, qui indique que les modalités seront fixées par référence aux prix existants ; ainsi ne sera-t-il pas lié par des définitions aussi précises et d'une application qui paraît difficile.

Je demande donc à l'Assemblée de repousser l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Burlot.

M. André Burlot. Je ne comprends pas votre objection, monsieur le secrétaire d'Etat.

En effet, je lis dans votre exposé des motifs de l'article 31 : « En raison de l'intérêt qui s'attache à ce que les bilans traduisent la situation réelle des entreprises... ».

Je ne fais qu'interpréter votre pensée en demandant que les indices que vous fixerez par décret tiennent compte des valeurs essentielles qui touchent à l'activité propre de l'entreprise et ne présentent pas les caractères trop généraux qui, trop souvent, sont sans rapport avec l'activité d'une entreprise déterminée.

Je maintiens donc mon amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 71, présenté par M. Burlot et M. le rapporteur général.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous en arrivons au deuxième paragraphe de l'amendement n° 70, présenté par M. le rapporteur général et par M. Dorey, au nom de la commission des finances, et dont je rappelle les termes :

« II. — Rédiger ainsi le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 31 :

« Toutefois, les entreprises peuvent pratiquer, pour tout ou partie de leurs immobilisations, un abattement sur les valeurs ainsi déterminées. Sauf justification fournie par le contribuable, cet abattement ne pourra excéder 25 p. 100. »

Ce deuxième paragraphe a été accepté par la commission et par le Gouvernement.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la deuxième partie de l'amendement n° 70.

M. Robert Ballanger. Nous votons contre.

(La deuxième partie de l'amendement, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Nous en arrivons enfin au troisième paragraphe de l'amendement n° 70, présenté par M. le rapporteur général et par M. Dorey, au nom de la commission des finances, et dont je rappelle les termes :

« III. — Compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant :

« Le Gouvernement, par décret pris avant le 1^{er} juillet 1960, fixera les définitions et les règles d'évaluation auxquelles les entreprises sont tenues de se conformer. »

Ce troisième paragraphe a été accepté par la commission et par le Gouvernement.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la troisième partie de l'amendement n° 70.

(La troisième partie de l'amendement, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Ferri ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 72 tendant à compléter l'article 31 par le nouveau paragraphe suivant :

« Les sociétés d'investissement soumises aux dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sont dispensées de l'obligation de procéder à la révision des éléments de leur bilan. »

La parole est à M. Ferri.

M. Pierre Ferri. Mes chers collègues, cet amendement tend à dispenser les sociétés d'investissement de la réévaluation obligatoire des bilans.

Je vous rappelle que le Gouvernement, dans son exposé des motifs, a précisé l'intérêt qui s'attache à ce que les bilans traduisent la situation réelle des entreprises. Or, légalement, les sociétés d'investissement doivent tous les six mois fournir un bilan exact, au cours de la bourse, à un centime près. Par conséquent ces sociétés répondent d'avance au désir du Gouvernement. Les obliger à faire un troisième bilan qui serait faux à côté du bilan précis qu'elles doivent présenter tous les six mois, me paraît de nature à troubler profondément les actionnaires. L'établissement de ce troisième bilan entraînerait d'ailleurs des charges inutiles pour ces sociétés dont les frais généraux doivent être aussi minimes que possible pour protéger l'épargne collective.

Pour toutes ces raisons, je demande à l'Assemblée d'adopter mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a accepté l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est également favorable, mais il remarque que le vote qui sera émis sur ce point risque d'être en contradiction avec celui qui a été émis précédemment sur l'initiative de M. Burlot.

En effet, M. Burlot a invité le Gouvernement à prévoir la réévaluation des portefeuilles. Le Gouvernement veut bien la faire

ou ne pas la faire, mais s'il doit la faire, il ne peut pas ne pas tenir compte de la valeur réelle des portefeuilles.

M. le président. La parole est à M. Ferri.

M. Pierre Ferri. Je m'excuse d'insister. Les sociétés d'investissement font cette réévaluation de la totalité de leur portefeuille d'une façon précise tous les six mois. C'est la loi. Elles répondent donc d'avance au désir du Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 72 de M. le rapporteur général et de M. Ferri.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31 modifié par les amendements adoptés.

(L'article 31 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 32.]

M. le président. « Art. 32. — Jusqu'à la clôture du deuxième exercice clos après la publication de la présente loi, mais au plus tard le 31 décembre 1961, les entreprises visées aux articles 34 et 35 du code général des impôts qui n'entrent pas dans le champ d'application du paragraphe 1^{er} de l'article 31 pourront procéder à la révision de tout ou partie des éléments de leur bilan.

« Les valeurs inscrites au bilan après révision ne devront pas dépasser les limites fixées dans les conditions prévues au premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 31 ci-dessus. »

M. le rapporteur général a déposé au nom de la commission des finances un amendement n° 73 tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article :

« Jusqu'à la clôture du troisième exercice clos après la publication de la présente loi, mais au plus tard le 31 décembre 1962, les entreprises »... (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission vous demande de porter à trois ans le délai prévu par l'article 32 du projet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement reconnaît que ce délai peut être nécessaire dans un certain nombre de cas.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 73 présenté par M. le rapporteur général.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 32, modifié par l'amendement adopté.

(L'article 32 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 33.]

M. le président. « Art. 33. — La faculté de procéder à la révision des bilans est supprimée à raison des variations de prix postérieures au 30 juin 1959. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33.

(L'article 33, mis aux voix, est adopté.)

[Article 34.]

M. le président. « Art. 34. — Dans les articles 50 et 53 du code général des impôts, les chiffres d'affaires de 30 millions et de 8 millions de francs sont remplacés respectivement par les chiffres de 40 millions et de 10 millions.

« En ce qui concerne la taxation des bénéficiaires, les nouvelles limites ainsi fixées recevront leur première application pour l'imposition des bénéfices réalisés au cours de l'année 1959. »

M. Rousselot a déposé un amendement n° 5 tendant à substituer, dans le 2^e alinéa de cet article, aux mots : « Année 1959 », les mots : « Année 1960 ».

La parole est à M. Rousselot.

M. René Rousselot. J'aimerais connaître l'avis de la commission.

M. le rapporteur général. La commission a rejeté cet amendement.

M. René Rousselot. Dans ces conditions, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 5 de M. Rousselot est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34.

(L'article 34, mis aux voix, est adopté.)

[Article 35.]

M. le président. « Art. 35. — Pour l'application des articles 145 et 216 du code général des impôts concernant le régime fiscal des sociétés mères et filiales, aucun pourcentage minimum de participation n'est exigé lorsque les actions ou parts possédées par la société participante lui ont été remises en représentation d'apports ayant reçu l'agrément du ministre des finances et des affaires économiques, après avis du conseil de direction du fonds de développement économique et social.

« Sont abrogés le paragraphe 2 de l'article 9 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 et, sous réserve des dispositions ajoutées à ce texte par l'article 5 de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959, l'article 1^{er} du décret n° 57-925 du 14 août 1957.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux actions ou parts créées en représentation d'apports effectués à compter du 1^{er} janvier 1960.

« Toutefois, l'agrément prévu au premier alinéa ci-dessus est accordé de plein droit aux apports réalisés avant cette date, lorsque la société détenant les actions ou parts émises en représentation de ces apports était en situation de prétendre au bénéfice des dispositions des décrets susvisés des 20 mai 1955 et 14 août 1957. »

La parole est à M. Pleven.

M. René Pleven. Je demande à M. le secrétaire d'Etat de bien vouloir éclairer par une déclaration le régime fiscal des sociétés de développement régional.

J'avais déposé à la commission des finances un amendement qui tendait à préciser que les sociétés de développement régional jouissaient de plein droit des exonérations prévues par le décret du 29 août 1957, aux termes duquel toute société concourant aux programmes de modernisation et d'équipement ou de développement régional peut être exonérée, dans certaines conditions, de l'impôt sur les sociétés.

La commission des finances a jugé que cet amendement n'était pas recevable. Je ne conteste pas sa décision, bien que, à mon avis, l'amendement n'ait pas eu pour objet de supprimer une recette, mais de supprimer des formalités.

En effet, pour qu'une société puisse bénéficier du régime institué par le décret du 29 août 1957, il faut : premièrement, que son capital soit coté dans un certain délai ; deuxièmement, qu'elle soit agréée par le ministère des finances après avis conforme du fonds de développement économique et social.

Or, les sociétés de développement régional sont toutes constituées dans le cadre du décret du 30 juillet 1955, dû à l'initiative de M. Pflimlin, alors ministre des finances. Leur capital est garanti à concurrence de 5 p. 100 de dividende, pendant dix ans, par l'Etat et il paraît tout à fait injustifié de les soumettre à une longue série de formalités qui doivent normalement aboutir à l'exonération, puisqu'elles répondent exactement aux conditions fixées par le décret du 29 août 1957.

Je demande à M. le secrétaire d'Etat de préciser que ces sociétés entrent bien et de plein droit dans le cadre de l'application dudit décret.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Je ne suis pas en état de répondre sur le champ à la question posée par M. Pleven, mais je suis tout disposé, bien entendu, à vérifier que l'agrément du commissariat au plan est automatique et ne donne lieu à aucune formalité en ce qui concerne ces sociétés.

Je demande quelques heures de délais à M. Pleven pour pouvoir lui répondre.

M. René Pleven. Je le comprends bien, monsieur le secrétaire d'Etat. Mais je vous demande surtout de supprimer l'obligation de cotation dans une bourse, car cette cotation est entourée, de la part de la direction du Trésor, de certaines conditions qui ne peuvent pas actuellement être remplies par les sociétés de développement régional dont aucune n'a ses actions cotées.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Sur ce point, en tout cas, je peux vous donner une réponse positive.

M. René Pleven. Je vous en remercie.

M. le président. M. Cermolacce a déposé un amendement n° 120 qui tend à supprimer l'article 35.

La parole est à M. Cermolacce.

M. Paul Cermolacce. Actuellement, lorsqu'une société mère possède des actions ou des parts d'une entreprise filiale, les produits de ces actions et de ces parts sont retranchés du bénéfice total de la société mère, sous déduction d'une quote-part de frais et charges fixée forfaitairement à 25 p. 100. Mais la société mère doit disposer d'une participation minimum de 10 p. 100 lorsqu'il s'agit de sociétés agréées par le ministre des finances et de 5 p. 100 pour les sociétés de recherches minières.

L'article 35 n'exige plus de pourcentage minimum de participation de la société mère lorsque les actions ou parts de la société filiale lui ont été remises en représentation d'apport ayant reçu l'agrément du ministre des finances.

D'après l'exposé des motifs, sous le couvert des nécessités de l'expansion économique, de nouveaux avantages sont en réalité concédés à de grosses sociétés. De toute évidence, cet article tend à faciliter la constitution d'entreprises filiales et de holdings. Il concourt à l'accentuation de la concentration capitaliste.

Pour toutes ces raisons, nous en demandons la suppression.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission repousse l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement y est également opposé.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 120 de M. Cermolacce.
(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. MM. le rapporteur général et Pierre Courant ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 74 tendant à compléter le premier alinéa de l'article 35 par la phrase suivante : « L'octroi de cet agrément pourra être sollicité pour des opérations déjà réalisées ».

La parole est à M. Courant.

M. Pierre Courant. Mes chers collègues, cet article est destiné à permettre l'expansion économique, but que nous visons tous et qui est hautement souhaitable.

Le Gouvernement, s'étant rendu compte que certaines dispositions concernant les sociétés mères et les filiales étaient défavorables à l'expansion économique, a modifié le système.

Son texte évidemment ne doit s'appliquer qu'à l'avenir ; cependant nous voudrions qu'il jouât dans des cas exceptionnels récents pour lesquels si le texte était voté tel qu'il est, le Gouvernement n'aurait aucun pouvoir d'intervention.

Nous ne voulons pas lui en faire obligation, mais nous estimons que dans certains cas tout récents le même souci d'expansion qui a inspiré le nouveau texte peut amener le Gouvernement, après avis du fonds de développement économique et social, à penser que les dispositions nouvelles doivent également être appliquées. Il ne s'agit pas, je le répète, de lui faire la moindre obligation, mais de lui donner un pouvoir d'appréciation qu'autrement il n'aurait pas.

La commission des finances estime que cette suggestion est légitime, que nous ne demandons aucun sacrifice au Gouvernement et qu'au contraire nous lui laissons une latitude.

Je demande à M. le secrétaire d'Etat aux finances d'accepter cette liberté que nous lui donnons. Je sais qu'il en fera bon usage et surtout qu'il n'en abusera pas, mais qu'il s'apercevra lui-même qu'il était nécessaire qu'on lui laissât une certaine faculté.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est au regret de demander l'application de l'article 40 de la Constitution, car l'adoption de cet amendement provoquerait une perte de recettes.

M. Pierre Courant. C'est contesté !

M. le secrétaire d'Etat aux finances. L'amendement de M. Courant n'aurait pas l'effet de stimulation économique qu'il en attend. S'il est prévu que le Gouvernement pourra autoriser la suppression de la double imposition pour les sociétés nouvelles sans limite de participation et si cette mesure, qui a pour objet de susciter des initiatives en matière économique et de constitution d'entreprises, est étendue à des entreprises existantes, elle constituera un avantage fiscal pur et simple. Toutefois, elle peut paraître justifiée et pourra être envisagée dans des temps meilleurs. Dans la conjoncture actuelle, une telle mesure ne se traduirait par aucun changement en matière économique mais simplement par une perte de recettes.

C'est dans ces conditions que j'oppose à cet amendement l'article 40 de la Constitution.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. le rapporteur général. La commission n'a rien à dire, monsieur le président.

M. Pierre Courant. L'amendement a été déposé en son nom.

M. le président. Elle peut ne pas être de l'avis du Gouvernement, mais puisque son avis est conforme au sien, je suis obligé de déclarer l'amendement irrecevable.

M. Pierre Courant. C'est une faculté que je propose de donner au Gouvernement ; mon amendement ne provoque donc aucune perte de recette.

M. le président. Monsieur Courant, le débat est clos. Vous n'avez plus la parole.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 35.

(L'article 35, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. André Burlot ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 75 tendant à ajouter, après l'article 35, le nouvel article suivant :

« Par dérogation au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 40 du code général des impôts relatif à l'exonération des plus-values d'actif réinvesties, aucun pourcentage minimum de la valeur des actions acquises par rapport au capital d'une tierce entreprise n'est exigé lorsque les acquisitions d'actions opérées en remploi d'immobilisations cédées conformément aux dispositions dudit article seront réalisées dans le cadre et sous les conditions prévues par le présent article ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances vous propose, en effet, cet article additionnel suggéré par M. Burlot et qui tend à assimiler à des immobilisations, pour l'application des règles fiscales concernant le remploi des plus-values, les acquisitions d'actions ou de parts d'une tierce entreprise, sans aucune exigence de pourcentage minimum par rapport au capital de l'entreprise.

En réalité, il s'agit d'une mesure qui a pour objet de faciliter les prises de participation et d'assouplir le jeu de l'article 35 du projet gouvernemental.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Ici encore, le Gouvernement est dans l'obligation de demander l'application de l'article 40 de la Constitution. En effet, la disposition proposée ne traduirait par une perte de recette.

Le Gouvernement s'interroge également sur l'opportunité de la mesure, car elle aurait pour conséquence de démanteler le système de l'imposition des plus-values des personnes morales.

Ce système peut faire l'objet de certains aménagements, mais il n'est pas possible d'aboutir à la liberté totale de remploi des plus-values sans imposition et sans conditions ou limites concernant le montant des participations.

Aussi le Gouvernement est-il amené à opposer à cet amendement l'article 40 de la Constitution du fait de la perte de recette qui résulterait de son adoption, en constatant, en outre, que la mesure proposée présente en elle-même des inconvénients sur le plan de l'équité fiscale.

M. le président. La commission n'a rien à dire en réponse à l'opposition du Gouvernement ?

M. le rapporteur général. Non, monsieur le président.

M. le président. Le Gouvernement opposant l'article 40 de la Constitution, l'amendement n'est pas recevable.

[Article 36.]

M. le président. « Art. 36. — Les sociétés ou personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés en vertu des paragraphes 1 à 4 de l'article 206 du code général des impôts sont personnellement soumises audit impôt à raison de la part des bénéfices correspondant aux droits qu'elles détiennent, dans les conditions prévues à l'article 8 du même code, en qualité d'associées en nom ou commanditées ou de membres de sociétés ou associations visées audit article ».

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 36.

(L'article 36, mis aux voix, est adopté.)

[Article 37.]

M. le président. « Art. 37. — Sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 219 bis du code général des impôts, l'impôt sur les sociétés est établi sous une cote unique au nom de la personne morale ou association, pour l'ensemble de ses activités imposables en France, au siège de son principal établissement ».

« Les contestations relatives au lieu d'imposition ne pourront en aucun cas entraîner l'annulation de l'imposition ».

M. le président. La parole est à M. Guillaïn.

M. Pierre Guillain. L'exposé des motifs excipe, pour justifier l'introduction de cet article dans le projet, de son caractère plus rationnel et de la facilité du contrôle de l'administration.

Il me semble au contraire beaucoup plus rationnel — si un choix devait absolument être imposé — de choisir le siège de la société où se trouve la comptabilité essentielle pour le contrôle, plutôt que le lieu du principal établissement. Mais il me semble également opportun, avant de penser — ou en même temps qu'on pense — à la facilité du travail de l'administration, de penser à celui du contribuable, et dans ces conditions je demande à l'Assemblée de rejeter purement et simplement l'article 37.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Aucun amendement n'a été déposé tendant au rejet de cet article.

M. Pierre Guillain. Je n'ai pas déposé d'amendement, mais je demande le rejet de l'article.

M. le rapporteur général. Votre intervention était une simple explication de vote.

M. le président. La commission est-elle d'avis de maintenir l'article 37 ?

M. le rapporteur général. Bien sûr, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement le maintient également.

M. le président. Je vais donc mettre aux voix l'article 37. L'Assemblée pourra ainsi manifester son opinion.

M. René-Georges Laurin. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Laurin, pour un rappel au règlement.

M. René-Georges Laurin. Monsieur le président, est-il possible, sous une forme autre que le dépôt d'un amendement tendant à la disjonction ou à la suppression d'un article, d'en demander le rejet ? Je crois que ce n'est pas possible.

M. le président. Il est possible de demander à l'Assemblée de repousser un article.

M. René-Georges Laurin. Alors, notre honorable collègue vient de nous expliquer son vote en nous engageant à le suivre, mais il n'est pas intervenu sur l'article.

Or je croyais qu'aux termes du règlement les explications de vote sur les articles étaient interdites. Je vous demande, monsieur le président, de nous préciser ce point du règlement.

M. le président. M. Guillain s'est inscrit sur l'article. Un député a toujours le droit d'exprimer son opinion sur un article.

M. René-Georges Laurin. Peut-être alors le président ne doit-il pas demander à la commission si elle maintient l'article ?

M. le président. Le président a le droit, mon cher collègue, de demander à la commission son avis sur une demande formulée par un député.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Monsieur le président, je me permets de ne pas être de votre avis et de partager l'opinion de M. Laurin. Vous ne deviez pas me consulter sur le rejet demandé par M. Guillain, car si notre collègue avait voulu demander le rejet de l'article 37, il aurait présenté un amendement tendant à sa suppression. (*Mouvements divers.*)

Ce point n'est pas important dans le cas présent, mais il peut être très important dans d'autres débats.

M. le président. Il est de tradition qu'au cours de la discussion d'un texte financier, comme le projet de réforme fiscale, l'avis de la commission des finances puisse à tout moment être demandé par le président.

J'ai demandé l'avis de la commission sur le maintien de cet article. Vous êtes d'avis, ainsi que le Gouvernement, qu'il doit être maintenu. Je vais donc le mettre aux voix pour que l'Assemblée fasse connaître son opinion.

M. René Schmitt. Disons que c'était un geste de courtoisie envers la commission. (*Sourires.*)

M. le rapporteur général. C'est courtois, mais ce n'est pas réglementaire.

M. le président. Si j'ai le droit à tout moment de consulter le président ou le rapporteur général de la commission des finances pour épargner à l'Assemblée un vote de surprise.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37.

(L'article 37, mis aux voix, est adopté.)

[Article 38.]

M. le président. « Art. 38. — Le taux de l'impôt sur les sociétés prévu au premier alinéa de l'article 219 bis du code général des impôts, en ce qui concerne les revenus visés au paragraphe 5 de l'article 206 du même code, est fixé à 24 p. 100 ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38.

(L'article 38, mis aux voix, est adopté.)

[Article 39.]

M. le président. « Art. 39. — La transformation d'une société par actions ou à responsabilité limitée en une société de personnes est considérée, du point de vue fiscal, comme une cessation d'entreprise. »

M. le rapporteur général et M. Courant ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 76 qui tend à compléter l'article 39 par l'alinéa suivant :

« Cette disposition n'est toutefois pas applicable au cas des sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant un objet purement civil, qui bornent leur activité à l'exploitation des immeubles composant leur patrimoine et qui se transforment en sociétés civiles immobilières, sans modification de l'objet social, ni création d'un être moral nouveau. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement a un caractère interprétatif et nous demandons à l'Assemblée de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 76, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 39, complété par l'amendement n° 76.

(L'article 39, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 40.]

M. le président. « Art. 40. — 1. L'impôt sur le revenu des personnes physiques déjà acquitté sur certains éléments du bénéfice des sociétés ou personnes morales en vertu de l'article 15 ci-dessus est, sous réserve des dispositions de l'article 216 du code général des impôts, de celles de l'article 35 ci-dessus et du paragraphe 2 ci-après, imputé sur le montant de l'impôt sur les sociétés dû par ces sociétés ou personnes morales dans les conditions spécifiées à l'article 220 dudit code et compte tenu des dispositions des troisième et quatrième alinéas du paragraphe 1 de l'article 16 ci-dessus.

« 2. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 220 susvisé sont abrogées, sauf en ce qui concerne les produits visés à l'article 157, 2° et 8°, du code général des impôts pour lesquels la société ou personne morale est, sous les réserves formulées audit paragraphe, considérée comme ayant supporté l'impôt sur le revenu des personnes physiques au taux de 24 p. 100. »

M. le rapporteur général a déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 77 rectifié qui tend à remplacer le paragraphe 1 de l'article 40 par les dispositions suivantes :

« 1. — L'impôt sur le revenu des personnes physiques déjà acquitté sur les revenus des capitaux mobiliers dans les conditions prévues à l'article 15 ci-dessus est imputé sur le montant de l'impôt sur les sociétés dû par ces sociétés ou personnes morales suivant le régime d'imposition défini à l'article 220 du code général des impôts.

« Pour les dividendes et produits distribués par les sociétés nationales ou privées d'investissement et sociétés assimilées et visés au paragraphe 3 de l'article 15 ci-dessus, les dividendes et produits des sociétés mères visés au troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 16, cette imputation est opérée sur la base de l'impôt que supportent ou dont se trouvent exonérés lesdits revenus, dividendes et produits.

« Toutefois, il n'est pas dérogé au régime particulier réservé aux sociétés mères et filiales par l'article 216 du code général des impôts et l'article 35 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet article a fait l'objet de la part de la commission d'une modification de forme.

M. Fraissinet avait d'ailleurs proposé et fait retenir un amendement tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'article 40 et ayant pour objet de conserver aux sociétés détenant certaines

valeurs mobilières le bénéfice d'une imputation fondée sur la perception fictive de la taxe proportionnelle.

Mais la compensation proposée par M. Fraissinet a été contestée par le Gouvernement et l'irrecevabilité constitutionnelle a dû être finalement opposée à son amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est également favorable à l'adoption de l'amendement n° 77 rectifié en signalant toutefois qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction et qu'il faut insérer au deuxième paragraphe, entre les mots « des sociétés mères visés » et les mots « au troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 16 », les mots « au paragraphe 4 du même article et les revenus de source étrangère visés... ».

Nous laissons à la commission le soin de mettre le texte au point.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 77 rectifié, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Fraissinet a déposé un amendement n° 228 ainsi conçu :

I. — Dans le paragraphe 1 de l'article 40, remplacer les mots : « De celles de l'article 35 ci-dessus et du paragraphe 2 ci-après » par les mots : « Et celles de l'article 35 ci-dessus ».

II. — Supprimer le paragraphe 2.

Il semble que la première partie de cet amendement soit satisfaite par le vote de l'amendement n° 77 rectifié.

La parole est à M. Fraissinet.

M. Jean Fraissinet. Mesdames, messieurs, je vais peut-être susciter quelques sourires en disant que je sollicite la pitié de l'Assemblée au sujet de cet amendement, car il est l'unique rescapé des treize amendements que, me conformant, seul ou à peu près seul, aux directives reçues, j'avais envoyés au Gouvernement avant le 1^{er} septembre, ainsi qu'il nous avait été demandé.

Je n'égratignerai pas MM. les hauts fonctionnaires des finances en disant que, n'ayant sans doute rien à se mettre sous la dent, ils ont déchiré mes amendements qui, bien entendu, étaient tous inflamment judicieux (*Sourires*), de telle sorte qu'ils n'ont même jamais été discutés en commission des finances.

Hier, M. de Sesmaisons parlait, au sujet de cette commission, de députés à part entière. Théoriquement, je devrais être un député à part entière, puisque j'ai l'insigne honneur de siéger à la commission des finances, mais j'ai été tout de même maltraité.

Je vous demande instamment votre attention à propos de cet amendement, qui est extrêmement important. Je demande la suppression du deuxième paragraphe, avec une petite modification corrélatrice que cette suppression entraîne au premier paragraphe.

Le Gouvernement, dans son exposé des motifs, indique que le présent article comporte une adaptation à l'article 220 du code général des impôts, rendue nécessaire par la réforme. J'ai exploré la question et j'avoue que je n'ai pas découvert cette nécessité. Aucune considération technique ne justifie donc le rejet de mon amendement.

Le paragraphe 2 de l'article 40 constitue une aggravation de la charge fiscale des sociétés qui détiennent des titres en portefeuille et qui ne sont pas des sociétés mères au sens fiscal du terme. Les revenus de ces titres, lorsqu'ils étaient exonérés de la taxe proportionnelle, supportaient un impôt sur les sociétés de 28 p. 100. Le taux de l'impôt serait désormais de 50 p. 100 si le projet gouvernemental était adopté.

Cette disposition ne joue pas seulement pour les produits d'actions et d'obligations, mais aussi pour les titres émis par l'Etat, ou tout au moins pour le plus grand nombre d'entre eux, ce qui constitue de la part de l'Etat — cela avait été constaté et j'avais déposé un amendement sur ce point — un moyen détourné — je m'excuse du terme et j'espère que M. le secrétaire d'Etat ne le trouvera pas trop vil — de revenir sur des engagements d'exemption qu'il a pris au moment de l'émission des titres.

J'ajoute que le texte gouvernemental risque également de rendre inopérantes pour les sociétés françaises les dispositions des conventions fiscales conclues entre la France et certains pays étrangers pour éviter des doubles impositions lorsque ces conventions réservent au pays étranger la taxation des revenus mobiliers en provenance de son territoire et que de tels revenus échouent à des sociétés françaises.

Pour toutes ces raisons, je me permets d'exprimer de façon très instante le vœu que l'Assemblée veuille bien me suivre et vote mon amendement. Le Gouvernement a souvent utilisé à mon égard le couperet de l'article 40 de la Constitution. Je crois maintenant que la doctrine permet de se référer à la situa-

tion de recettes qui était celle du précédent budget et non à la réforme qui est soumise à nos suffrages, ce qui est d'ailleurs parfaitement logique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a déjà formulé son avis, qui est évidemment favorable dans le fond à l'opinion de M. Fraissinet. Mais elle est malheureusement obligée de considérer que l'amendement n'est pas gagé par une recette compensatoire.

M. le président. En vertu de l'article 40 de la Constitution, l'amendement de M. Fraissinet n'est donc pas recevable.

M. Jean Fraissinet. Le Gouvernement est donc inaccessible à la pitié. C'est la vertu des hommes d'Etat ! (*Sourires*.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 40 modifié par l'amendement n° 77 rectifié et complété.

(L'article 40 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article additionnel.]

M. le président. M. Dorey a déposé un amendement n° 185, qui tend à insérer, après l'article 40, le nouvel article suivant :

« Le bénéfice des dispositions du décret n° 57-967 du 29 août 1957 pris en application de l'article 1^{er} (II³) de la loi n° 57-716 du 26 juin 1957 peut être accordé aux sociétés ayant émis avant le 31 décembre 1961 des obligations convertibles en actions. En ce cas, la déduction prévue par ledit décret peut être effectuée jusqu'au septième exercice suivant l'émission des obligations. »
L'amendement n'est pas soutenu ?..

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission approuve cet amendement, qu'elle a adopté avec les observations suivantes :

La proposition formulée par M. Dorey va dans le sens dans lequel le commissariat général au plan souhaite voir interpréter les dispositions du décret du 29 août 1957.

Il semble que la direction générale des impôts soit disposée à admettre l'amendement de M. Dorey dans la mesure où il fait partir le délai de sept ans de la date de l'émission des obligations convertibles en actions.

M. le président. Elle reprend donc à son compte l'amendement de M. Dorey.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à cet amendement, qui est assez complexe. Il s'agit, en réalité, de placer sous un même régime fiscal les entreprises qui procèdent à des augmentations de capital et celles qui émettent des obligations convertibles en actions, mesure qui est préconisée par le commissariat général au plan.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 185 de M. Dorey, repris par la commission des finances et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 41.]

M. le président. « Art. 41. — Par dérogation aux dispositions de l'article 30, les entreprises pourront, en ce qui concerne les biens d'équipement, autres que les immeubles par nature, acquis ou fabriqués entre le 1^{er} janvier 1960 et le 1^{er} janvier 1965 et pour lesquels un régime d'amortissement accéléré est actuellement prévu, continuer — sous réserve de l'abrogation des dispositions des articles 39-1² (3^e et 4^e alinéas) et 39 septies du code général des impôts prévue à l'article 30-1 (2^e alinéa), ci-dessus — à pratiquer ledit amortissement accéléré dans les mêmes conditions qu'avant la publication de la présente loi. »

« L'option pour ce mode de calcul, qui sera exclusive de l'application du régime d'amortissement dégressif, devra être exercée lors de la production de la déclaration des résultats du premier exercice clos après la publication du décret prévu à l'article 30. Elle sera irrévocable et valable pour tous les biens de cette nature acquis ou fabriqués jusqu'au 1^{er} janvier 1965. »

M. le rapporteur général. M. Dorey et M. Marcellin ont déposé, au nom de la commission des finances, un amendement n° 78 tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 41 :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 30, les entreprises pourront, en ce qui concerne les biens d'équipement, autres que les immeubles d'habitation, les chantiers et les locaux servant à l'exercice de la profession, acquis ou fabriqués entre le 1^{er} janvier 1960 et le 1^{er} janvier 1965, et pour lesquels un régime d'amortissement accéléré est actuellement prévu, conti-

nuer à pratiquer ledit amortissement accéléré dans les mêmes conditions qu'avant la publication de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement précise les immeubles qui ne peuvent faire l'objet d'un amortissement accéléré. La commission vous en propose l'adoption.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est également favorable au vote de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 78.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 41, modifié par l'amendement n° 78.

(L'article 41, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 42.]

M. le président. « Art. 42. — 1. Les décotes et dotations sur stocks régulièrement pratiquées avant la publication de la présente loi en vertu de l'article 38, § 3 (3^e, 4^e et 5^e alinéas) du code général des impôts et existant à la clôture du dernier exercice arrêté avant cette publication sont soumises à une taxe de 6 p. 100.

« Cette taxe n'est pas exigible sur la fraction des décotes ou dotations inscrites au compte de provisions pour fluctuation des cours dans les conditions fixées au paragraphe 2 de l'article 27 ci-dessus.

« Le paiement de la taxe libère les dotations et décotes qui y ont été assujetties de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés suivant qu'il s'agit d'entreprises passibles de l'un ou de l'autre de ces impôts.

« La taxe n'est pas admise en déduction pour l'établissement desdits impôts.

« 2. En ce qui concerne les sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, la taxe prévue au paragraphe 1 du présent article est établie et recouvrée selon les mêmes modalités, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que l'impôt perçu par retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers.

« Elle est payée en trois termes semestriels égaux, le premier étant exigible à l'expiration du troisième mois suivant celui de la publication de la présente loi.

« En ce qui concerne les autres entreprises, la taxe est établie au titre de l'année 1959 et recouvrée par voie de rôles comme en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques. Toutefois, les sociétés en nom collectif sont imposables sous une cote unique.

« La taxe est acquittée en trois fractions égales venant à échéance la première à l'expiration du mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle et les autres respectivement six mois et douze mois après la date d'exigibilité de la première fraction.

« En cas de libération anticipée d'une ou de plusieurs échéances entières, il est accordé un escompte calculé au taux de 1,50 p. 100 par trimestre entier, et sans fraction.

« 3. La taxe est également exigible, suivant les modalités fixées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, sur les dotations sur stocks pratiquées dans les conditions fixées au deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 28.

« Toutefois, en ce qui concerne les sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, le premier terme est exigible dès l'expiration du délai imparti pour le dépôt de la déclaration prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 223 du code général des impôts. En ce qui concerne les autres entreprises, la taxe est établie au titre de l'année de la clôture de l'exercice sur les résultats duquel ont été prélevées les dotations visées ci-dessus.

« 4. A la condition qu'ils soient présentés à la formalité de l'enregistrement avant le 1^{er} janvier 1963, les actes portant incorporation au capital des dotations sur stocks ou des décotes inscrites à un poste de dotation, dans les conditions prévues aux articles 26 et 27, seront exonérés du droit d'apport en société et assujettis à un droit fixe de 8.000 francs.

« Cette incorporation ne met pas obstacle à l'application de la taxe de 6 p. 100 visée au paragraphe 1 ci-dessus, qui est exigible en toute hypothèse. »

M. Waldeck Rochet a déposé un amendement n° 122 tendant à rédiger comme suit le paragraphe 1 de cet article :

« 1. — Les décotes et dotations de stocks régulièrement pratiquées avant la publication de la présente loi en vertu de l'article 38, paragraphe 3 (troisième, quatrième et cinquième alinéa), du code général des impôts et existant à la clôture du dernier exercice arrêté avant cette publication sont soumises à une taxe de 11 p. 100 ou de 25 p. 100 selon que ces stocks ont été consti-

tués par des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés. »

La parole est à M. Ballanger, pour soutenir cet amendement.

M. Robert Ballanger. Mesdames, messieurs, les explications que j'ai déjà données me permettront d'abrégier mes observations sur cet amendement.

En application des dispositions fiscales actuelles, un grand nombre de sociétés ont affecté, depuis plusieurs années, des sommes importantes qui étaient des bénéficiaires aux dotations pour stocks. De ce fait, ces bénéfices réalisés dans les années écoulées ont échappé à l'impôt.

Aujourd'hui, pour régulariser la situation, le Gouvernement nous propose que ces sommes puissent être distribuées aux actionnaires et qu'elles échappent à l'impôt, tout au moins qu'elles ne soient frappées que d'un impôt extrêmement réduit puisqu'elles ne sont passibles que d'une taxe de 6 p. 100.

Nous considérons que ce qui était bénéfice hier est bénéfice aujourd'hui et que, par conséquent, il y a lieu de soumettre ces bénéfices aux impôts dont ils auraient dû être frappés dans les années écoulées, c'est-à-dire à une taxe de 22 p. 100 en ce qui concerne les personnes physiques et de 50 p. 100 en ce qui concerne les sociétés. Tel est le but de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission repousse l'amendement qui est d'ailleurs le premier de toute une série basée sur l'augmentation du taux de la décote sur stocks.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement s'oppose à l'amendement.

M. Robert Ballanger. Je vous apporte des recettes et vous n'en voulez pas !

M. Tony Larue. 200 milliards !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'amendement n° 122 de M. Waldeck Rochet. (L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Waldeck Rochet a déposé un amendement n° 203 qui tend, à l'article 42, après les mots : « sont soumises » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa :

« A une taxe de 22 p. 100 ou de 50 p. 100 selon que ces stocks ont été constitués par des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés ».

La parole est à M. Ballanger, pour soutenir cet amendement.

M. Robert Ballanger. Mon ami, M. Waldeck Rochet, prévoyant que l'Assemblée n'accueillerait pas favorablement son premier amendement, en a déposé un second qui est en quelque sorte un amendement de repli, portant la taxe à 22 p. 100 ou à 50 p. 100 ; au lieu de la réduire de moitié à 11 p. 100 et à 25 p. 100.

Peut-être l'Assemblée acceptera-t-elle cette transaction. (Rires.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission repousse l'amendement.

M. Robert Ballanger. Décidément, vous ne voulez pas faire payer les sociétés !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 203 de M. Waldeck Rochet, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Félix Gaillard a déposé un amendement n° 150 tendant à compléter l'alinéa 4 du paragraphe 2 de l'article 42 par la phrase suivante :

« Toutefois, pour les secteurs professionnels dont la durée normale de rotation des stocks est supérieure à trois ans, cette taxe est acquittée en six fractions semestrielles égales, recouvrées dans les conditions définies à l'alinéa précédent. »

La perte de recettes résultant de l'application de cette disposition sera gagée par l'institution d'une taxe statistique sur les plus-values foncières.

La parole est à M. Ebrard, pour soutenir cet amendement.

M. Guy Ebrard. Je crois savoir que cet amendement viserait certaines catégories d'exploitants de Cognac (Exclamations et rires.)

Je constate, avec plaisir, que les membres de l'Assemblée ne sont pas insensibles au nom de Cognac. (Sourires.)

Certaines catégories de ces exploitants se trouveraient gravement lésées. C'est pourquoi cet amendement, qui a été, je crois, accueilli favorablement par la commission...

M. le rapporteur général. Pas du tout !

M. Guy Ebrard. ... mériterait d'être retenu par l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. Ebrard se trompe. La commission a rejeté l'amendement de M. Félix Gaillard dans la crainte que la mesure d'exception proposée n'ouvre la porte à d'autres, beaucoup plus nombreuses.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est défavorable à l'adoption de l'amendement. Il ne voit pas bien comment on peut instituer une taxe statistique sur la plus-value foncière. Si nous avions connaissance de plus-value, nous préferions l'imposition à la taxe statistique.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 150 de M. Gaillard.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. MM. le rapporteur général et Dorey, au nom de la commission des finances, ont présenté un amendement n° 79, tendant à remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 42, par les dispositions suivantes :

« Toutefois, pour les sociétés qui ont émis des obligations convertibles en actions ou qui en émettront avant le 1^{er} janvier 1964, les dispositions du premier alinéa du présent paragraphe seront également applicables aux actes qui seront enregistrés dans le délai d'un an à compter de la date d'expiration de la période fixée pour l'exercice de l'option accordée aux porteurs d'obligations, lorsque cette date sera postérieure au 31 décembre 1961.

« L'incorporation prévue au premier alinéa du présent paragraphe ne met pas obstacle à l'application de la taxe de 6 p. 100 visée au paragraphe 1^{er} ci-dessus, qui est exigible en toute hypothèse. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement tend à harmoniser le texte qui nous est présenté avec le décret du 3 septembre 1953, lequel prévoit que jusqu'au délai d'expiration de la conversion des obligations en actions, toute augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est interdite.

M. Dorey envisage d'accorder à ces sociétés un délai particulier qui expirerait un an après la fin de la période de conversion des obligations en actions, pour autant bien entendu que ce délai expirerait le 31 décembre 1961.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement n'est pas hostile à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 79 de M. le rapporteur général et de M. Dorey, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 42, modifié par l'amendement qui vient d'être adopté.

M. Robert Ballanger. Nous voterons contre l'article.

M. René Schmitt. Le groupe socialiste votera également contre l'article 42.

(L'article 42, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 43.]

M. le président. « Art. 43. — 1. Les réserves spéciales de réévaluation constituées conformément à l'article 47 du code général des impôts à la clôture des exercices arrêtés avant la publication de la présente loi et qui n'ont pas à la date de cette publication, été distribuées ou incorporées au capital, sont soumises à une taxe de 3 p. 100.

« Cette taxe est également applicable aux réserves de réévaluation qui auront été soit distribuées soit incorporées au capital entre le 1^{er} juillet 1959 et la date de publication de la présente loi sauf, dans le second cas, imputation éventuelle sur le montant de ladite taxe, du droit d'apport acquitté en vertu de l'article 719 du code général des impôts.

« Sont libérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés, suivant qu'il s'agit d'entreprises passibles de l'un ou de l'autre de ces impôts, les réserves de réévaluation ayant donné lieu au paiement de la taxe ainsi que celles qui ont été incorporées au capital avant le 1^{er} juillet 1959.

« La taxe n'est pas admise en déduction pour l'établissement de l'un ou l'autre desdits impôts.

« 2. En ce qui concerne les sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, la taxe prévue au paragraphe 1 du présent article est établie et recouvrée, selon les mêmes

modalités, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que l'impôt perçu par retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers.

« Elle est payée en trois termes semestriels égaux le premier étant exigible à l'expiration du troisième mois suivant celui de la publication de la présente loi. Toutefois les sociétés redevables de la taxe dans les conditions prévues au deuxième alinéa du paragraphe 1 s'en libéreront par un seul versement qui devra être effectué dans le délai susvisé.

« En ce qui concerne les entreprises non passibles de l'impôt sur les sociétés, la taxe prévue au paragraphe 1 du présent article est établie au titre de l'année 1959 et recouvrée par voie de rôles comme en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques. Toutefois, les sociétés en nom collectif sont imposables sous une cote unique.

« La taxe est acquittée en trois fractions égales venant à échéance, la première à l'expiration du mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle et les autres respectivement six mois et douze mois après la date d'exigibilité de la première fraction.

« En cas de libération anticipée d'une ou de plusieurs échéances entières, il est accordé un escompte calculé au taux de 1,50 p. 100 par trimestre entier et sans fraction.

« 3. La taxe est également exigible, suivant les modalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, sur la réserve spéciale de réévaluation dégagée à l'occasion de la revision des bilans effectuée dans les conditions fixées aux articles 31 à 33.

« Toutefois, en ce qui concerne les sociétés et personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, le premier terme est exigible dès l'expiration du délai imparti pour le dépôt de la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 223 du code général des impôts. En ce qui concerne les autres entreprises, la taxe est établie au titre de l'année de la clôture de l'exercice dont le bilan a été révisé.

« 4. Seront exonérés du droit d'apport en société et assujettis à un droit fixe de 8.000 francs les actes portant incorporation au capital de la réserve spéciale de réévaluation qui seront présentés à la formalité de l'enregistrement avant le 1^{er} janvier 1963.

« Ceux de ces actes qui seront présentés à la formalité de l'enregistrement postérieurement au 31 décembre 1962 seront soumis au droit d'apport de 7,20 p. 100 établi par l'article 719 du code général des impôts pour les incorporations de réserves ordinaires au capital.

« 5. Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables aux sociétés d'investissement soumises aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 et aux sociétés assimilées.

« 6. L'article 1^{er} du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1963. »

M. Fernand Grenier a déposé un amendement n° 114 rectifié tendant à rédiger comme suit le paragraphe I de cet article :

« I. — Les réserves spéciales de réévaluation constituées conformément à l'article 47 du code général des impôts à la clôture des exercices arrêtés avant la publication de la présente loi et qui n'ont pas, à la date de cette publication, été distribuées ou incorporées au capital, sont soumises à une taxe de 5 p. 100 ou de 10 p. 100 selon que ces réserves ont été constituées par des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés. »

La parole est à M. Grenier.

M. Fernand Grenier. Quelques mots suffiront pour justifier l'amendement que j'ai déposé.

L'article 43 du projet qui nous est proposé soumet les réserves spéciales réévaluées lors de la revision des bilans à une taxe de 3 p. 100 alors qu'elles devraient normalement être imposables au taux de 12 p. 100.

Ces réserves ayant un caractère de plus-value d'ordre monétaire, on peut admettre à la rigueur qu'en conséquence un tarif réduit leur soit applicable, mais le taux très bas de 3 p. 100 confirme le caractère de la réforme par trop favorable aux grosses sociétés.

Il nous paraît donc plus conforme à une véritable justice fiscale de soumettre ces réserves non pas au taux vraiment très bas de 3 p. 100 comme le demande le projet, mais au taux de 5 p. 100 s'il s'agit de réserves constituées par des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et au taux de 10 p. 100 pour les contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés. Tel est l'objet de l'amendement que je demande à l'Assemblée nationale de prendre en considération.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission est hostile à l'amendement.

M. Fernand Grenier. Mais pourquoi ? Donnez les raisons de votre opposition.

M. Tony Lárue. C'est un cadeau de plus aux sociétés !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Monsieur Larue, il ne s'agit pas d'un cadeau, mais d'une surcharge : dans le régime fiscal actuellement existant, lorsqu'il y a une réserve de réévaluation, contrairement à ce que vous paraissez croire, elle n'est pas taxée. Lorsque cette réserve de réévaluation est incorporée au capital, elle est taxée au taux réduit de 2,40 p. 100.

Ce que le Gouvernement propose c'est que les réserves de réévaluation soient taxées, dès leur apparition, au taux de 3 p. 100.

Pourquoi le Gouvernement propose-t-il cette modification ? C'est qu'il estime important et souhaitable de pousser les entreprises françaises à mettre leur capital en harmonie avec leur importance réelle. Le dispositif était mauvais, qui tendait à ne taxer les réserves de réévaluation qu'au moment de leur incorporation au capital.

Nous proposons un système qui ne pénalisera pas l'incorporation au capital, mais qui, comme on le voit, frappera toutes les réserves de réévaluation au lieu de ne frapper que celles qui sont incorporées. C'est donc un point sur lequel nous aurons une plus-value budgétaire.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 114 rectifié de M. Grenier, repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. MM. le rapporteur général et Dorey, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, ont déposé un amendement n° 80 ainsi conçu :

« Dans les paragraphes 4 et 6 de l'article 43, substituer aux mots : « 1^{er} janvier 1963 » les mots : « 1^{er} janvier 1964 ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Il s'agit de prolonger le délai accordé aux sociétés pour procéder à la réévaluation, du 1^{er} janvier 1963 au 1^{er} janvier 1964.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à l'adoption de cet amendement, mais il faut quelques modifications de forme qui seront signalées à la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 80 de M. le rapporteur général, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. MM. le rapporteur général et Dorey, au nom de la commission des finances, ont présenté un amendement n° 81 tendant à compléter le paragraphe 4 de l'article 43 par deux nouveaux alinéas ainsi conçus :

« En ce qui concerne les sociétés qui ont émis des obligations convertibles en actions ou qui en émettront avant le 1^{er} janvier 1964, les dispositions du premier alinéa du présent paragraphe seront également applicables aux actes qui seront enregistrés dans le délai de un an à compter de la date d'expiration de la période fixée pour l'exercice de l'option accordée aux porteurs d'obligations, lorsque cette date sera postérieure au 31 décembre 1961.

« Ceux de ces actes qui seront présentés à la formalité de l'enregistrement postérieurement à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent seront soumis au droit d'apport dans les conditions fixées au deuxième alinéa du présent paragraphe. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Dans la rédaction du texte gouvernemental, cette disposition prive du bénéfice des mesures qu'elle édicte les sociétés qui ont émis des obligations convertibles en actions ou qui en émettront, avant le 1^{er} janvier 1963, l'article 5 du décret du 3 décembre 1953 interdisant à ces sociétés de procéder à des capitalisations de bénéfices ou de réserves avant l'expiration du délai d'option accordé aux porteurs d'obligations pour transformer leurs titres en actions.

Pour éviter cette conséquence, M. Dorey, suivi par la commission, a proposé un amendement qui ouvre aux sociétés susvisées un délai spécial d'un an après la date d'expiration de la période fixée. La commission est également favorable à un amendement du même auteur dont le contenu reflétait celui de l'amendement n° 81 en ce qui concerne l'incorporation en capital de la réserve spéciale de réévaluation en franchise du droit d'apport.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 81 de M. le rapporteur général, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. MM. le rapporteur général et Denvers ont présenté, au nom de la commission des finances, un amendement n° 82 tendant à compléter le paragraphe 5 de l'article 43 par les mots : « ... ni aux organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier ou à leurs unions ».

La parole est à M. Denvers.

M. Albert Denvers. Il s'agit de considérer comme bénéficiaires de l'exemption, les organismes d'H. L. M. de toute nature, qui poursuivent indubitablement une action, sans aucun but lucratif. Dans ces conditions je demande à l'Assemblée d'adopter cet amendement, accepté par la commission et auquel, me semble-t-il, ne s'oppose pas le Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 82 de M. le rapporteur général, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. MM. Ebrard, Félix Gaillard, Georges Bonnet et Anthoz ont présenté un amendement n° 212 tendant à :

I. — Compléter l'avant-dernier alinéa (§ 5) de l'article 43 par les mots : « ... ni aux entreprises hôtelières ».

II. — La perte de recettes résultant de cette disposition sera compensée par une taxe sur les bénéfices résultant des plus-values immobilières.

La parole est à M. Ebrard.

M. Guy Ebrard. Cet amendement vise à ne pas soumettre les entreprises hôtelières à la taxe sur les réserves spéciales de réévaluation. Cette taxe de 3 p. 100 ne concerne en l'occurrence qu'un certain nombre d'hôtels-drapeau qui appartiennent au domaine de notre tourisme international.

La mesure ne toucherait qu'une trentaine d'hôtels en France mais, si elle était appliquée, elle risquerait de précipiter la vente de ces hôtels par appartements, qui déjà, vous le savez, mes chers collègues, s'accélère dans tous les secteurs de notre pays.

Il serait souhaitable que cette taxe ne leur fût pas imposée car elle apporterait une gêne aux investissements que ces hôtels sont appelés à faire constamment pour maintenir leur standing.

Le Gouvernement a déjà accordé un prêt spécial au taux de 3 p. 100 pour les hôtels de tourisme international. Si nous voulons sauvegarder le patrimoine hôtelier français de grand standing, il serait important que nous n'assujétissions pas ces hôtels à la taxe de 3 p. 100. (Applaudissements sur certains bancs au centre.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a donné son accord.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux finances.

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement estime que l'article 40 de la Constitution est applicable à cet amendement mais il veut également s'expliquer sur le fond.

Nous touchons, à l'occasion d'un tel amendement, aux difficultés qui ont conduit dans le passé à rendre la législation française pratiquement inextricable.

Nous proposons un régime d'incorporation au capital des réserves de réévaluation et leur taxation. Il va de soi que si nous créons une série d'exceptions et de dispositions particulières, nous rendrons la législation de plus en plus touffue et la longueur excessive du code général des impôts qui avait été signalée par un membre de l'Assemblée se trouvera encore confirmée.

Le problème de l'hôtellerie mérite d'être traité. Plusieurs parlementaires sont disposés, je le sais, à prendre des initiatives dans ce domaine, mais je crois que ce n'est pas une bonne façon de traiter cette importante question que d'accorder une exemption fiscale.

Dans ces conditions — non pas pour ce motif, mais en raison de la perte de recettes — le Gouvernement estime que l'article 40 de la Constitution est applicable.

M. le président. Le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 212.

L'amendement n'est donc pas recevable.

M. Dreyfous-Ducas a déposé un amendement n° 228 tendant à compléter l'avant-dernier alinéa (paragraphe 5) de l'article 45 par la phrase suivante :

« Les sociétés concessionnaires de services publics seront exonérées de la taxe de 3 p. 100 pour la partie de leur immobilisation devant faire retour à l'autorité concédante. »

La parole est à M. Dreyfous-Ducas.

M. Daniel Dreyfous-Ducas. Cet amendement est la conséquence de celui que vous avez bien voulu adopter à l'article 31.

En effet, il ne serait pas opportun de provoquer l'augmentation des tarifs de tous les services concédés par une augmentation de taxe qui n'aurait d'autre raison que les réévaluations dont on parlait tout à l'heure.

Je demande donc à l'Assemblée d'adopter cet amendement qui a reçu l'assentiment de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat aux finances. Le Gouvernement demande également l'application de l'article 40 de la Constitution à cet amendement, car il s'agit de l'exemption d'une taxe de 3 p. 100. Cette exonération entraînerait une perte de recettes qui aurait pour inconvénient de créer un privilège fiscal que le Gouvernement ne peut pas accepter.

M. le président. Le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 226 de M. Dreyfous-Ducas. L'amendement n'est donc pas recevable.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 43, modifié par les amendements qui ont été adoptés.

(L'article 43, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Mes chers collègues, je remercie l'Assemblée de l'attention qu'elle a manifestée au cours de cette longue séance de travail.

La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour :

Suite de la discussion du projet de loi n° 227 portant réforme fiscale (rapport n° 301 de M. Pascal Arrighi, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures.)

(M. le président, en quittant le fauteuil, est salué par les applaudissements de l'Assemblée.)

Le Chef du service de la sténographie de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

1^{re} séance du mercredi 28 octobre 1959.

SCRUTIN (N° 42)

Sur l'amendement de M. Arrighi, au nom de la commission des finances, à l'article 38 du projet de loi portant réforme fiscale (Après « 1^{er} janvier 1960 » insérer « au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1962 »).

Nombre de suffrages exprimés..... **480**
Majorité absolue..... **241**
Pour l'adoption..... **355**
Contre..... **125**

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour :

MM.	Barrot (Noël).	Bergasse.
Abdesselam.	Ballesi.	Berrouafne (Djelloul).
Aillères (d').	Baudis.	Bellenecourt.
Albert-Sorel (Jean).	Baylot.	Biaggi.
Allot.	Bayou (Raoul).	Bidault (Georges).
Arnulf.	Beauguette (André).	Bignon.
Mme Ayme de la Chevrière.	Béchar (Paul).	Billères.
Azem (Ouall).	Bégouin (André).	Biloux.
Ballanger (Robert).	Bégué.	Bisson.
Bacuyo.	Bénon (Jean).	Blin.
Barnaudy.	Bonsedek Chelkh.	Bonnet (Christian).
	Borard.	Bonnet (Georges).

Boscary-Monsservin.	Ébrard (Guy).	Mayer (Félix).
Bosson.	Ehin.	Maziot.
Mlle Bonabsa (Khedra).	Evraud (Just).	Mazo.
Boualam (Saïd).	Fabre (Henri).	Mazurier.
Baudet.	Falquier.	Meek.
Bouhadjera (Belaid).	Faure (Maurice).	Médoctin.
Bouillat.	Féron (Jacques).	Méhalgnerle.
Boulet.	Ferri (Pierre).	Mercier.
Boulin.	Feuillard.	Michaud (Louis).
Bourdellès.	Forest.	Moatit.
Bourgeois (Pierre).	Fouchier.	Mo-coulaux.
Bourzund.	Fourmond.	Molinet.
Bourne.	Foyer.	Molle (Guy).
Boulard.	Fraissinet.	Montagne (Max).
Bréclard.	François-Valentin.	Montagne (Rény).
Briot.	Frédéric-Dupont.	Montei (Eugène).
Brogas.	Fréville.	Montesquieu (de).
Brogie (de).	Fulgère.	Moras.
Brugeolle.	Gabelle (Pierre).	Molle.
Ruot (Henri).	Galliard (Félix).	Muller.
Burlet.	Garnier.	Nader.
Caillaud.	Garraud.	Nils.
Calhemer.	Gaullier.	Noiret.
Calmejane.	Gernez.	Orion.
Camino.	Gadelroy.	Orvoën.
Carville (de).	Godonneche.	Padovani.
Cassagne.	Gracla (de).	Palmero.
Cassez.	Grandmaison (de).	Paquet.
Calatifaud.	Grasset-Morel.	Pavot.
Castayé.	Grenier (Fernand).	Pécastaing.
Callala.	Gréverie.	Perrin (François).
Cermolacce.	Grussemeyer.	Perrot.
Cerneau.	Guillain.	Pérus.
Césaire.	Guthmüller.	Petit (Eugène-Cladius).
Chanderagor.	Halbout.	Peyrellite.
Chapalain.	Halgouët (du).	Peylet.
Chapuis.	Hatin.	Pezé.
Chareyre.	Hessant (Nouredine).	Philippe.
Charpentier.	Hénart.	Pic.
Charvet.	Hérou.	Pierrebourg (de).
Chauvet.	Hérou.	Pigeot.
Chavanne.	Hersant.	Pillet.
Chazelle.	Houillard.	Pinoteau.
Chopin.	Huguel.	Pluvie.
Clamens.	Haddaden (Mohamed).	Pleven (Henri).
Clarmontel.	Huet.	Poignant.
Colinet.	Huissien (Ahmed).	Porfolano.
Collète.	Jacquet (Michel).	Poudevigne.
Colomb.	Jailion, Jura.	Poulpiquet (de).
Colonna (Henri).	Japlot.	Privat (Charles).
Colonna d'Autriani.	Jarrosion.	Privet.
Commenay.	Jouault.	Pruchet.
Conte (Arthur).	Jouanneau.	Ruech-Samson.
Coste-Floret (Paul).	Joyon.	Quenier.
Coudray.	Juskiewski.	Quinson.
Crouan.	Kaddari (Djillal).	Rault.
Crucis.	Keryguen (de).	Raymond-Clergue.
Dalainzy.	Mme Kheblani (Rebha).	Regaudie.
Darclicourt.	Kuniz.	Renouard.
Darras.	Lacaze.	Renouel.
Dassault (Marcel).	Lacoste - Lareymondie (de).	Renaud.
David (Jean-Paul).	Lacroix.	Rihert.
Debray.	Lalton.	Rivière (Joseph).
Dejean.	Lalné (Jean).	Robichon.
Dejachenal.	Lalle.	Roche-Defrance.
Delaporte.	Larodj (Mohamed).	Rombaut.
Delesalle.	Larue (Tony).	Roues.
Delrez.	Lauréal.	Rossi.
Denis (Bertrand).	Laurin, Var.	Rousseau.
Denis (Ernest).	Lauriol.	Rousselot.
Denvers.	Lavigne.	Roustan.
Dérancy.	Lebas.	Sandi (Ali).
Deschizeaux.	Le Bant de la Morlaire.	Sahé.
Destions.	Le Douarec.	Sagette.
Desouches.	Le Duc (Jean).	Saïd (Herrezoug).
Devigny.	Lefèvre d'Ormesson.	Sainte-Marie (de).
Devèze.	Legroux.	Salado.
Dierns.	Le Guen.	Sallenave.
Diligent.	Le jeune (Max).	Sallard du Rivault.
Dixmier.	Le Montagner.	Santon.
Djoulil (Mohammed).	Le Pen.	Sorazin.
Dolez.	Le Roy Ladurie.	Schaffner.
Domenech.	Le Theule.	Schmitt (René).
Dorey.	Logter.	Schmitteln.
Doublet.	Lolive.	Schuman (Robert).
Douzans.	Lombard.	Sesmaisons (de).
Dronne.	Longueueue.	Sieard.
Dreuot-L'Hermine.	Longuet.	Simonnet.
Dubuis.	Lurie.	Soubel.
Duchâteau.	Lux.	Szigell.
Duchesne.	Malhot.	Tafflinger (Jean).
Ducos.	Marçais.	Tardieu.
Duffot.	Marcellin.	Tebib (Abdellah).
Dufour.	Maridel.	Terré.
Dumortier.	Marie (André).	Thibault (Edouard).
Durand.	Marlotte.	Thomas.
Durroux.	Marquaire.	Thénaze.
Dusseaux.		Mme Thome-Patenôtre.
Duterno.		
Duthell.		

Thorallier.
Thorez (Maurice).
Touret.
Tréhosé.
Trellu.
Trémollet de Villers.
Turc (Jean).
Turroques.
Ulrich.

Valentin (Jean).
Vais (François).
Var.
Vaschetti.
Vayron (Philippe).
Véry (Emmanuel).
Viallet.
Villedieu.
Villeneuve (de).

Villon (Pierre).
Villet (Jean).
Viller (Pierre).
Voilquin.
Walter (René).
Weber.
Yrissou.

MM. Benhalia à M. Clerget (maladie).
Bensedick Cheikh à M. Baouya (maladie).
Boudi à M. Al-Sid-Boubakeur (maladie).
Boudjedir à M. Khorsi (événement familial grave).
Boulsane à M. Barbourba (maladie).
Bourgola à M. Sammarcelli (assemblées internationales).
Boufard à M. Regaudie (accident).
de Carville à M. Henault (maladie).
Cassez à M. Mehaignerle (maladie).
Chihl (Abdelbaki) à M. Benhacne (maladie).
Delemontex à M. Barniaudy (maladie).
Deschizeaux à M. Poignant (maladie).
Djebbour à M. Portolano (maladie).
Djouni à M. Sadi (Ali) (maladie).
Drouot-L'Hermine à M. Karcher (assemblées européennes).
Evrard à M. Derancy (maladie).
Fulchiron à M. Trémollet de Villers (assemblées internationales).
de Gracla à M. Bignon (maladie).
de Kerveguen à M. Le Douarec (maladie).
Lapeyrosse à M. Raphaël-Leygues (maladie).
Lopez à M. Boinvilliers (maladie).
Mahias à M. Burlot (assemblées européennes).
Mazo à M. Santoni (événement familial grave).
Mekki à M. Neuwirth (mission).
Michaud à M. Gabelle (assemblées internationales).
Mollet (Guy) à M. Muller (maladie).
Moulessehoul à M. Habib-Deloncle (maladie).
Peyrefille à M. Quenlier (assemblées internationales).
Pianta à M. Anthonoz (assemblées européennes).
Pic à M. Chandernagor (maladie).
Raymond-Clergue à M. Dolez (maladie).
Rey à M. Fanton (maladie).
Sanson à Mlle Marlinache (mission).
Schuman (Robert) à M. Meek (maladie).
Taillinger à M. Falala (événement familial grave).
Thomas à M. Mayer (maladie).
Vanier à M. Durbet (maladie).
Véry à M. Evrard (maladie).
Vidal à M. Marc Jaquet (maladie).

Ont voté contre :

MM.
Al Sid Boubakeur.
Anthonoz.
Barbourba (Mohamed).
Becker.
Beue.
Bekri (Mohamed).
Bénard (François).
Bendjella (Ali).
Benekadl (Benalla).
Benhacne (Abdelmadjid).
Bérnardier.
Bernasconi.
Besson (Robert).
Boinvilliers.
Boisdé (Raymond).
Bord.
Borocco.
Boscher.
Bouchet.
Boudi (Mohamed).
Boulsane (Mohamed).
Bourgois.
Bourriquet.
Brice.
Bricout.
Buron (Gilbert).
Cachat.
Carous.
Carler.
Chamant.
Charlé.
Che'ba (Mustopha).
Chihl (Abdelbaki).
Clément.
Clerget.
Coulon.
Coutaros.
Courant (Pierre).
Darnette.
Danilo.

De græve.
Debecque.
Dellaune.
Mme Devaud (Marcelle).
Diei.
Dreyfous-Ducas.
Durbet.
Duvillard.
Escudier.
Falala.
Fanton.
Filiol.
Fric (Guy).
Gahlam Makhlof.
Gamel.
Gouled (Hassani).
Grenier (Jean-Marie).
Guillon.
Habib-Deloncle.
Hostache.
Jacquet (Marc).
Jackson.
Jamot.
Jarrot.
Karcher.
Khorsi (Sadok).
Lahbé.
Lapeyrosse.
Laudrin, Morbihan.
Lecocq.
Ledur (René).
Lemaire.
Lepidi.
Le Tac.
Lopez.
Luciani.
Maillet.
Malleu (Ali).
Marenet.
Marchetti.
Messandl (Kaddour).
Mignot.

Mirguet.
Miriot.
Missotte.
Mondon.
Moore.
Moulessehoul (Abbès).
Moulin.
Moynet.
Neuwirth.
Nou.
Nungesser.
Palowski (Jean-Paul).
Pasquini.
Perelli.
Perrin (Joseph).
Peyret.
Pianta.
Pleard.
Plazanet.
Poutier.
Radus.
Raphaël-Leygues.
Rey.
Reyraud (Paul).
Ridère (René).
Richards.
Rivain.
Roulland.
Roux.
Ruals.
Salimouni (Rahim).
Sammarcelli.
Sangler (Jacques).
Souchei.
Teissère.
Terrenoire.
Tomassin.
Valabrégue.
Vanier.
Vendroux.
Wagner.
Weinman.
Ziller.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Comte-Offenbach.
Lalbus.

Dumas.
Kir.
Legendre.

Milimiln.
Rochoire.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Agha-Mir.
Albrana.
Alduy.
Arrighi (Pascal).
Bedredine (Mohamed).
Belahed (Slimane).
Benhalia (Khalil).
Bénouville (de).
Boudjedir (Hachmi).
Bourgeois (Georges).
Boutalbi (Ahmed).
Cance.
Charret.
Chelkh (Mohamed Sadi).
Mme Devaud.
Delemontex.
Devig.

Djebbour (Ahmed).
Fouques-Duparc.
Frys.
Guellaf Ali.
Guillon (Antoine).
Ibrahim (Said).
Junot.
Kaouah (Mourad).
Lagallarde.
Lattrelli.
Legaret.
Lenormand (Maurice).
Liquard.
Mahias.
Malène (de la).
Malleville.
Mlle Marlinache.
Mekki (René).
Mennerville (Pierre).

Morisse.
Oopa Pouvanaa.
Réthoré.
Roche (Waldeck).
Röth.
Hoye.
Sanson.
Schumann (Maurice).
Seitlinger.
Sid Cara Chérif.
Toultain.
Van der Meersch.
Vidal.
Vignau.
Vinciguerra.
Votain.
Zeghouf (Mohamed).

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1966 du 7 novembre 1958.)

MM. Abdesselam à M. Lauriol (mission).
Agha-Mir à M. Arnault (maladie).
Bedredine à M. Bendjella (maladie).
Belahed à M. Liogier (maladie).

Se sont excusés :

(Application de l'article 159, alinéa 3 du règlement.)

MM. Berrouanne (événement familial grave).
Boutalbi (maladie).
M^{me} Delahie (maladie).
MM. Fouques-Duparc (assemblées européennes).
Guillon (assemblées européennes).
Legaret (assemblées européennes).
Lenormand (Maurice) (maladie).
Liquard (assemblées européennes).
Malleville (maladie).
Mlle Marlinache (maladie).
MM. Schumann (Maurice) (mission).
Sourbet (assemblées internationales).
Zeghouf (Mohamed) (maladie).

Ont obtenu un congé :

(Application de l'article 159, alinéa 2 du règlement.)

MM.
Canal.
Davoust.
Deremehl.

Mlle Dienesch.
Gavini.
Grasset (Yvon).
La Combe.

Lambert.
Leenhardt (François).
Widenlocher.

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et M. Montalat, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de suffrages exprimés..... 498
Majorité absolue..... 250

Pour l'adoption..... 364
Contre..... 134

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.